

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 mai 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 2nd, 1953

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.
Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volantes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.
Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.
Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1. per dozen.
Subscriptions: $7. per ear

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.
Governement House. Quebec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Bel-M-Art Studio Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1953, constituant en corporation: Rose-Aimée Poudrette, sténographe, de Boucherville, Juliette Lapierre, Isabelle Lemay, sténographes, toutes deux de la cité de Montréal, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimerie, d'édition, sous le nom de "Bel-M-Art Studio Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34719-o L. DÉSILETS.

Letters Patent

Bel-M-Art Studio Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth date of March, 1953, incorporating: Rose-Aimée Poudrette, stenographer, of Boucherville, Juliette Lapierre, Isabelle Lemay, stenographers, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a printing and publishing company, under the name of "Bel-M-Art Studio Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34719 Deputy Attorney General.

Canadian Curling Stones Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1953, constituant en corporation: Émilien Gadbois, Jean Gadbois, avocats, Hélène Gadbois, secrétaire, James Piché, expert minier, de Montréal, Olivier Levesque, agent d'assurances, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, faire des explorations et négocier des mines, terrains miniers, minéraux, droits miniers, de carrière et de surface, sous le nom de "Canadian Curling Stones Limited", avec un capital de $300,000, divisé en 300,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

Canadian Curling Stones Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Emilien Gadbois, Jean Gadbois, advocates, Hélène Gadbois, secretary, James Piché, mining expert, of Montreal, Olivier Levesque, insurance agent, of Verdun, all in the judicial district of Montreal, for the following objects:

To acquire, prospect for and deal with any mines, mining lands, minerals, mining, quarry and surfaces rights, under the name of "Canadian Curling Stones Limited", with a capital stock of $300,000, divided into 300,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney General.

Christie Plumbing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de mars 1953, constituant en corporation: William Christie, Sam Christie, William David Christie, plombiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de plomberie, chauffage, réfrigération, toiture, entrepreneurs en posage de bardeaux, sous le nom de "Christie Plumbing Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 4,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

Christie Plumbing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of March, 1953, incorporating: William Christie, Sam Christie, William David Christie, plumbers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating, refrigeration, roofing and shingling contractors, under the name of "Christie Plumbing Limited".

The capital stock of the company is divided into 4,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney General.

Coronation Consolidated Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1953, constituant en corporation: John Fitzwilliam Stairs, de la cité de Westmount, James Evelyn Mitchell, c.r., Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton et Albert Bronson Culver, tous avocats, les quatre derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Coronation Consolidated Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du

Coronation Consolidated Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of March, 1953, incorporating: John Fitzwilliam Stairs, of the city of Westmount, James Evelyn Mitchell, Q.C., Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, and Albert Bronson Culver, all advocates, the last four of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Coronation Consolidated Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $4,000,000, divided into 4,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour les actions de son capital-actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

Edmond Létourneau & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1953, constituant en corporation: Edmond Létourneau, Laurent Létourneau Maurice Létourneau, boulangers, Edmond Létourneau, fils, Aimé Létourneau, tous deux commis-livreurs, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs, manufacturiers de biscuits, sous le nom de "Edmond Létourneau & Fils Limitée", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Garage Morin (Mistassini), Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1953, constituant en corporation: Rosaire Morin, garagiste, Idola Bergeron, mécanicien, tous deux de Mistassini, et Lucien Beauchamp, distributeur de gazoline, de Dolbeau, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le négoce et le commerce de garage, sous le nom de "Garage Morin (Mistassini), Inc.", avec un capital de $25,000, divisé en 1,000 actions de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mistassini, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Gaston Champoux Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1953, constituant en corporation Gaston Champoux, entrepreneur-peintre, Alphouse St-Jacques, dessinateur, et Paul-Emile Gagnon, contremaître, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs-peintres et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Gaston Champoux Limitée", avec un capital

of the price paid or agreed to be paid to the company for the shares of its capital stock.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney General.

Edmond Létourneau & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of March, 1953, incorporating: Edmond Létourneau, Laurent Létourneau, Maurice Létourneau, bakers, Edmond Létourneau, son, Aimé Létourneau, both delivery-clerks, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of bakers, confectioners, biscuit manufacturers, under the name of "Edmond Létourneau & Fils Limitée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Garage Morin (Mistassini), Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of March, 1953, incorporating: Rosaire Morin, garage-keper, Idola Bergeron, mechanic, both of Mistassini, and Lucien Beauchamp gasoline distributor, of Dolbeau, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To trade and carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Morin (Mistassini), Inc.", with a capital stock of $25,000 divided into 1,000 shares of $25 each.

The head office of the company will be at Mistassini, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Gaston Champoux Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-six day of March 1953, incorporating: Gaston Champoux, painting-contractor, Alphonse St-Jacques, draughtsman, and Paul-Emile Gagnon, foreman, all of the city aud judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on the business of painting-contractors and general contractors, under the name of "Gaston Champoux Limitée", with a capital

de $40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune et en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6721, rue Louis-Hébert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Gaytex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1953, constituant en corporation: June Kirlin, Raymonde Doyle, secrétaires, Blanka Gyulai, teneuse de livres, veuve, et Harry Blank, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce et le négoce de textiles, vêtements, marchandises sèches, articles vestimentaires, accessoires de maisons, nouveautés, sous le nom de "Gaytex Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

G. Beausoleil Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt quatre mars 1953, constituant en corporation Gabriel Beausoleil, industriel, de la paroisse de Ste Geneviève de Berthier, J. Adélard Gouger, comptable, J. Avila Boivin, notaire, tous deux de Berthierville, tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le négoce, le commerce et l'industrie du bois, sous le nom de "G. Beausoleil Limitée", avec un capital de $80,000, divisé en 1,200 actions communes de $25 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Ste Geneviève de-Berthier, Berthierville, R.R. N° 1, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt quatre mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Hôtel Bellevue (L'Assomption) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six mars 1952, constituant en corporation: Jean Robert, avocat, J.-Raoul Robert, évalua-

stock of $40,000, divided into 3,000 preferred shares of $10 each, and 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company shall be at 6721 Louis-Hébert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-sixth day of March 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Gaytex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of March, 1953, incorporating: June Kirlin, Raymonde Doyle, secretaries, Blanka Gyulai, bookkeeper, widow, and Harry Blank, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and dezl in or with textiles, clothing, dry goods, wearing apparel, household appliances, novelties, under the name of "Gaytex Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of $100 each, and 100 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, jueicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney General.

G. Beausoleil Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor ot the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of March 1953, incorporating: Gabriel Beausoleil, industrialist, of the parish of Ste-Geneviève de Berthier, J.-Adélard Gouger, accountant, J.-Avila Boivin, notary, both of Berthierville, all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To trade in, and carry on the lumber business and industry, un ler the name of "G. Beausoleil Limitée", with a capital of $80,000, divided into 1,200 common shares of $25 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company shall be in the parish of Ste-Geneviève-de-Berthier, Berthierville R.R. No. 1, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of March 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Hôtel Bellevue (L'Assomption) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of March, 1953, incorporating: Jean Rober advocate, J. Raoul Robert, appraiser, Jules A+

teur, Jules.-A. LeBeau, courtier en assurances, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, sous le nom de "Hôtel Bellevue (L'Assomption) Limitée", avec un capital de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

---

teur, Jules.-A. LeBeau, insurance broker, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the hotel business, under the name of "Hôtel Bellevue (L'Assomption) Limitée", with a capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

J. H. Lortie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation: Joseph-Hervé Lortie, commerçant, Pauline Lortie, garde-malade graduée, Léon-Georges Gagnon, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de denrées alimentaires, sous le nom de "J. H. Lortie Limitée", avec un capital de $40,000, divisée en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 219, rue Racine Est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

J. H. Lortie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Joseph Hervé Lortie, dealer, Pauline Lortie, graduate nurse, Léon Georges Gagnon, chartered accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in foodstuffs under the name of "J. H. Lortie Limitée", with a capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares lf $10 each.

The head office of the company will be at 219, Racine Street, East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

J. Vineberg Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1953, constituant en corporation: Irwin A. Frankel, Louis M. Benjamin, tous deux avocats, Sadie Gersovitz, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de commerçants de marchandises sèches, articles vestimentaires, meubles, accessoires électriques, sous le nom de "J. Vineberg Inc.". avec un capital de $40,000, divisé en 125 actions ordinaires de $160 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mars 1953.

L'Assistant procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

J. Vineberg Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty third day of March, 1953, incorporating: Irwin A. Frankel, Louis M. Benjamin, both aavocates, Sadie Gersovitz, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in dry goods, wearing apparel, furniture, electrical appliances, under the name of "J. Vineberg Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 125 common shares of $160 each, and 200 preferred shares of $100. each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney General.

Lake Beauport Water Service Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1953, constituant en corporation: Wilbrod Bherer, c.r., Jacques Juneau, Guy

Lake Beauport Water Service Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941., 1941, bearing date the twenty-first day of March, 1953, oncorporating: Wilbrod Bherer, Q.C., Jacques Juneau, Guy Pouliot, all

Pouliot, tous trois avocats, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Maintenir et exploiter un système d'aqueduc, sous le nom de "Lake Beauport Water Service Co. Ltd.", avec un capital de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

three advocates, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To maintain and operate a waterwork system, under the name of "Lake Beauport Water Service Co. Ltd.", with a capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lake Beauport, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

L'Association des diplomés du cours du soir en Sciences Compabtles de la Faculté de Commerce de L'Université Laval Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Pelletier, vérificateur, Adélard Lemay, comptable, de Lévis, Henri Caouette, officier spécial, Réal Moore, Henri Lavigueur, vérificateurs, de Québec, Georges Faguy, voyageur de commerce, de Charlesbourg, Gérard Bougie, vérificateur, de Sillery, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Établir entre les diplômés actuels et futurs des relations amicales et utiliser de tels rapports au bénéfice de tous les membres, sous le nom de "L'Association des diplômés du cours du soir en Sciences Comptables de la Faculté de Commerce de l'Université Laval Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

L'Association des diplomés du cours du soir en Sciences Comptables de la Faculté de Commerce de L'Université Laval Inc.

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, to incorporate as a corporation without capital-stock: Jean-Paul Pelletier, auditor, Adelard Lemay, accountant, of Levis, Henri Caouette, special officer, Real Moore, Henri Lavigueur, auditors, of Quebec, Georges Faguy, commercial traveller, of Charlesbourg, Gérard Bougie, auditor, of Sillery, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To establish friendly relations between present and future graduates, and to make use of these connections for the benefit of all the members, under the name of "L'Association des diplômés du cours du soir en Sciences comptables de la Faculté de Commerce de l'Université Laval Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-seventh day of March 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

L'Association des Épiciers en Gros de la Province de Québec
Province of Quebec Wholesale Grocers' Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. Larichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1953, constituant en corporation sans capital-actions: François Morel, avocat, Rita Savaria et Florence Lehoux, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts des épiciers en gros de la province de Québec, sous le nom de "L'Association des Épiciers en Gros de la Province de Québec" — "Province of Quebec Wholesale Grocers' Association".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

L'Association des Épiciers en Gros de la Province de Québec
Province of Quebec Wholesale Grocers' Association

Notice is hereby given that Under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of March, 1953, to incorporate as a corporation without capital-stock: François Morel, advocate, Rita Savaria and Florence Lehoux, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote aud protect the interests of wholesale grocers of the Province of Quebec, under the name of "L'Association des Épiciers en Gros de la Province de Québec" — "Province of Quebec Wholesale Grocers' Association".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the eighteenth day of March 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Leo Loiselle Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1953, constituant en corporation: Jacques-René de Cotret, comptable agréé, de Saint-Simon de Drummond, Henri Sylvestre, notaire, de Drummondville-Ouest, et Bernard Pinard, avocat, de Drummondville, tous du district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Agir comme agents et représentants de brasseries et distributeurs des produits de brasseries, sous le nom de "Leo Loiselle Limitée", avec un capital de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur le Boulevard Bernard, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Leo Loiselle Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January 1953, incorporating: Jacques-René de Cotret, chartered accountant, of Saint-Simon of Drummond, Henri Sylvestre, notary, of Drummondville-West, and Bernard Pinard, advocate of Drummondville, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To operate as agents and representatives of breweries and as distributors of brewery products, under the name of "Leo Loiselle Limitée", with a capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each, and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be on Boulevard Bernard, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Les Entreprises Sept Iles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1953, constituant en corporation: Dan Ferguson, commerçant, Georges Blouin, industriel, et James A. Layden, gérant, tous trois de Sept Iles, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateur, de construction, de représentations artistiques, sous le nom de "Les Entreprises Sept Iles Ltée", avec un capital de $120,000, divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune, et en 900 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Les Entreprises Sept Iles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of March, 1953, incorporating: Dan Ferguson, dealer, Georges Blouin, industrialist, and James A. Layden, manager, all three of Seven Islands, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant-keeper, builder and organizer of artistic entertainment, under the name of "Les Entreprises Sept Iles Ltée", with a capital stock of $120,000, divided into 300 preferred shares of $100 each, and into 900 common shares of $100 each

The head office of the company will be at Sept Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Les Immeubles Populaires Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation: Paul L'Heureux, Pierre-A. Champagne, avocats, de la cité de Montréal, et Louis-Philippe Gagnon, avocat, c.r., de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour ls objets suivants:

Acquérir et posséder des immeubles, les exploiter, sous le nom de "Les Immeubles Populaires Inc.", avec un capital de $500, divisé en 500 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Les Immeubles Populaires Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March, 1953, incorporating: Paul L'Heureux, Pierre A. Champagne, advocates, of the city of Montreal, and Louis-Philippe Gagnon, advocate, Q.C., of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Acquire and own immoveables, operate them under the name of "Les Immeubles Populaires Inc.", with a capital stock of $500, divided into 500 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

MacDonald Drums Mfg. Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1953, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de barils, boites de conserves, plaques d'étain, et produits en feuilles métalliques, sous le nom de "MacDonald Drums Mfg. Corporation", avec un capital de $75,000, divisé en 2500 actions ordinaires de $10 chacune et 5000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 772-4 rue Aqueduc, Cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

MacDonald Drums Mfg. Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of March, 1953, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of the city of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in drums, cans, tin plates, and metal sheet products, under the name of "MacDonald Drums Mfg. Corporation", with a capital stock of $75,000, divided into 2500 common shares of $10 each., and 5000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 772-4 Aqueduc St., city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney Geenral.

McBain Automobile Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1953, constituant en corporation: Stanley McBain, entrepreneur, Gérard Gagnon, comptable, de Donnacona, et Armand Martel, industriel, de Cap-Santé, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de camionnage et transport de marchandises, articles, marchandise et automobiles, sous le nom de "McBain Automobile Transport Ltd." avec un capital de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

McBain Automobile Transport Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of March, 1953, incorporating: Stanley McBain, contractor, Gérard Gagnon, accountant, of Donnacona, et Armand Martel, industrialist, of Cap-Santé, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares, merchandise and automobiles, under the name of "McBain Autobile Transport Ltd.", with a capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100. each.

The head office of the company will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney General.

Montreal Éditions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1953, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, de Longueuil, Roger Craig, avocat, d'Outremont, Bernard LeBel, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire toutes opérations se rattachant au commerce d'édition et de librairie, sous le nom de "Montreal Éditions Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Montreal Éditions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of March, 1953, incorporating: Pothier Ferland, advocate, of Longueuil, Roger Craig, advocate, of Outremont, Bernard LeBel, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all operations relative to publishing and stationery business, under the name of "Montreal Éditions Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Mount Pleasant Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt mars 1953, constituant en corporation: Lorraine Séguin, sténographe, de Montréal, Alphonse Barbeau, avocat, de Bordeaux, et Maurice Riel, avocat, de Laprairie, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, constructeurs, sous le nom de "Mount Pleasant Construction Company Limited", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hudson, comté de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34719-o L. DÉSILETS.

Mount Pleasant Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of March, 1953, incorporating: Lorraine Séguin, stenographer, of Montreal, Alphonse Barbeau, advocate of Bordeaux, and Maurice Riel, advocate of Laprairie, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, builders, under the name of "Mount Pleasant Construction Company Limited", with a capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hudson, county of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34719 Deputy Attorney General.

Northcliffe Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. Lachelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt quatrième jour de mars 1953, constituant en corporation: Edward H. Dillon, comptable public, Florent Tranchemontagne, James P. Clarke, constructeurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'assurances, agents et négociateurs, sous le nom de "Northcliffe Agencies Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34719 L. DÉSILETS.

Northcliffe Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of March, 1943, incorporating: Edward H. Dillon, public accountant, Florent Tranchemontagne, James P. Clarke, builders, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, agents and negotiators, under the name of "Northcliffe Agencies Ltd.", with a capital stock, of $40,000, divided into 100 common shares of $100, each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34719-o Deputy Attorney General.

Packard Building Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1953, constituant en corporation: Jack Lightstone, Neil F. Phillips, avocats, Yvonne Bélanger, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs; négocier et manufacturer des matériaux et accessoires de construction et d'érection ainsi que des bâtisses pré-fabriquées sous le nom de "Packard Building Industries Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chzcune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Packard Building Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of March, 1953, incorporating: Jack Lightstone, Neil F. Phillips, advocates, Yvonne Bélanger, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders; to deal in and manufacture building and constructing materials and supplies and prefabricated buildings, under the name of "Packard Building Industries Ltd." with a capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of the par value of $100, each and 800 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney Genera this twenty-sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney General.

St-Fabien Industriels Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1953, constituant en corporation: Perrault Casgrain, avocat, conseil en Loi de la Reine, André-P. Casgrain, avocat, tous deux de la ville de Rimouski, Cécile Lavoie, secrétaire, de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, tous du district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce et l'industrie du bois, sous le nom de "St-Fabien Industriels Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Fabien, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

St-Fabien Industriels Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of March 1953, incorporating: Perrault Casgrain, advocate, Queen's Counsel, André-P. Casgrain, advocate, both of the town of Rimouski, Cécile Lavoie, secretary, of the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, all of the judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in and carry on a lumber business, under the name of "St-Fabien Industriels Inc.", with a capital of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $50 each, and 400 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company will be at Saint-Fabien, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-sixth day of March 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Syndicat Touristique du Lac-St-Jean

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-H. Boivin, Célestin McNicoll, gérants, Paul-Émile Harvey, agent d'assurance, J.-Isidore Barrette, maître-électricien, J.-Edgar Tremblay, avocat, Régis Nadeau, optométriste, Trefflé Harvey, Jean-Baptiste Maltais, marchands, tous de Saint-Joseph-d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Le maintien et l'expansion du commerce touristique dans la région du Lac Saint-Jean, sous le nom de "Syndicat Touristique du Lac-St-Jean".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur Général, le vingt-sept mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Syndicat Touristique du Lac-St-Jean

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have bee nissued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of March 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Paul H. Boivin, Célestin McNicoll, managers, Pau-Émile Harvey, insurance agent, J.-Isidore Barrette, master electrician, J.-Edgar Tremblay advocate, Régis Nadeau, optometrist, Trefflé Harvey, Jean-Baptiste Maltais, merchants, all of Saint-Joseph-d'Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

The maintenance and expansion of the tourist business in the region of Lake St. John, under the name of "Syndicat Touristique du Lac-St-Jean".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Joseph-d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Théâtre Richelieu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représneté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1953, constituant en corporation: J.-Paul Verschelden, Roland Bourret, Maurice-D. Godbout, tous trois avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Théâtre Richelieu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with secrion 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of March, 1953, incorporation: J. Paul Verschelden, Roland Bourret, Maurice D. Godbout, all three advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exploiter des théâtres et toutes sortes de salles d'amusement et de spectacles, sous le nom de "Théâtre Richelieu Inc.", avec un capital de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

To operate theatres and halls for all kinds of amusements and performances, under the name of "Théâtre Richelieu Inc.", with a capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Townsite Builders Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1953, constituant en corporation: William Maurice Tremayne, ingénieur, William Tanney Kennedy, constructeur, tous deux de Montréal, et Thomas Pate Miller, comptable, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objet suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, propriétaires et marchands de propriétés immobilières, sous le nom de "Townsite Builders Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4149 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719 L. DÉSILETS.

Townsite Builders Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of March, 1953, incorporating: William Maurice Tremayne, engineer, William Tanney Kennedy, builder, both of Montreal, and Thomas Pate Miller, accountant, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of contractors, building construction and owners and dealers in immoveable proprety, under the name of "Townsite Builders Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4149 Sherbrooke Street, West, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719-o Deputy Attorney General.

Velodo Compagnie Limitée
Velodo Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1953, constituant en corporation: Emile Colas, Jean Provost, avocats, et Cécile Piché, secrétaire, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de métaux, d'articles de sport, de combustibles, sous le nom de "Velodo Compagnie Limitée"—"Velodo Company Limited", avec un capital de $15,000, divisé en 1500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34719-o L. DÉSILETS.

Velodo Compagnie Limitée
Velodo Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of March, 1953, incorporating: Emile Colas, Jean Provost, advocates, and Cécile Piché, secretary, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants in metals, articles of sport, fuel, under the name of "Velodo Companie Limitée"—"Velodo Company Limited", with a capital stock of $15,000, divided into 1500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34719 Deputy Attorney General.

Vendrite Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1953, constituant en corporation: Edmond-Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson, Edward Knachbull:

Vendrite Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of March, 1953, incorporating: Edmond-Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson, Edward Knatchbull-Hugessen, advocates, all

Hugessen, avocats, tous de Westmount, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter ou mettre en valeur, des inventions, améliorations, procédés, droits d'auteurs, brevêts d'invention, marques de commerce, formules, noms de commerce et marques distinctives et droits similiaires d'aucun et toutes sortes, sous le nom de "Vendrite Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 8,000 actions de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34719 L. DÉSILETS.

Villeray Home Furniture Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres pztentes en date du vingtième jour de mars 1953, constituant en corporation: Joseph Fisher, marchand, James Topping, surintendant, Hyman Eric Feigelson, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchand et distributeur d'ameublements de maison, accessoires et dispositifs électriques, fantaisies, sous le nom de "Villeray Home Furniture Co.", avec un capital de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montrézl, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34719 L. DÉSILETS.

Zee Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1953, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, comptable agréé, Lewis Jack Manilson, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux dans la construction et l'outillage de tous travaux publics et privés, sous le nom de "Zee Investments Limited", avec un capital de $75,000, divisé en 350 actions privilégiées de $100 chacune et 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34719 L. DÉSILETS.

---

of Westmount, judicial district of Montreal, fo the following purposes;

To exploit or turn to account inventions, improvements, processes, copyrights, patents, trade marks, formulæ, trade names and distinctive marks and similar rights of any and all kinds, under the name of "Vendrite Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 8,000 shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34719-o Deputy Attorney General.

Villeray Home Furniture Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of March, 1953, incorporating: Joseph Fisher, merchant, James Topping, superintendent, Hyman Eric Feigelson, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchant and distributor of household furniture, electrical supplies and appliances, novelties, under the name os "Villeray Home Furniture Co.", with a capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred sharef of $10. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34719-o Deputy Attorney General.

Zee Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of March, 1953, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, chartered accountant, Lewis Jack Manilson, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of any public or private works, under the name of "Zee Investment Limited", with a capital stock of $75,000, divided into 350 preferred shares of $100 each, and 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34719-o Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes

Canada, province de Québec

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ N° 3 DE GASPÉ

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Secrétaire-trésorier du Conseil de la Municipalité de comté N° 3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste-Anne des Monts, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le ONZIÈME jour de JUIN prochain, à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles ils sont tenus et affectés, tel que ci-dessous mentionnés, ne soient plus tôt payés avec les frais encourus, savoir:

Sales for Taxes

Canada, Province of Quebec

MUNICIPALITY OF COUNTY NO. 3 OF GASPÉ

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Council of the Municipality of County No 3 of Gaspé, that the immoveables hereinafter mentioned and described will be sold by public auction in the Court House of Ste-Anne-des-Monts, at TEN o'clock in the forenoon, THURSDAY, the ELEVENTH day of JUNE next, unless taxes, costs and other charges to which they are held and affected, as hereinafter mentioned, be paid with incurred costs before the sale, to wit:

Corporation municipale de Sainte-Madeleine — Municipal Corporation of Ste. Madeleine

Noms et prénoms — Names and surnames	No du cad. — No. of cad.	Canton — Township	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Rel. taxes	Total
Héritiers légaux de Joseph Langlois et occupé par Paul Langlois — Legal heirs of Joseph Langlois and occupied by Paul Langlois.	35.....	Taschereau.....	1.....	$ 9.80	$12.81	.....	$ 22 61

Un lot de terre avec bâtisses y érigées, d'une superficie de cent trente-cinq acres, plus ou moins, borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est par le lot 34 d'Amédée Boucher, vers le sud par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang et vers l'ouest par le lot 36 d'Albert Levesque.

A lot of land with buildings thereon erected, of a superficial area of one hundred and thirty-five acres, more or less, bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east, by Amédée Boucher's lot 34, on the south, by the division line between the first and second range and on the west, by Albert Levesque's lot 36.

Corporation municipale de Saint-Maxime du Mont-Louis
Municipal Corporation of St. Maxime of Mont-Louis

Mme-Mrs. Adélard Robinson.	P. de-of 1..	Taschereau.....	A.....	$ 4.59	.....	.....	$ 4.59

Étant un terrain de cinq cents pieds 500′ par quatre-vingt pieds (80′), plus ou moins, avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances, borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est et le sud par le terrain d'Alphonse Tremblay et vers l'ouest par la propriété de Michel Bélanger.

Being a lot of land five hundred feet 500′ by eighty feet (80′), more or less, with a house thereon erected, circumstances and dependencies, bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east and on the south, by the land of Alphonse Tremblay and on the west, by the property of Michel Bélanger.

Commission scolaire de Deslandes — School Commission of Deslandes

Roland Therrien.....	34.....	Tourelle.....	3.....	.....	$25.00	.....	$ 25.00
Omer Therrien	35.....	Tourelle.....	3.....	.....	20.00	.....	20.00
Roland Therrien.....	36.....	Tourelle.....	3.....	.....	22.50	.....	22.50
Désiré Vallée, Sr.....	35.....	Tourelle.....	4.....	.....	15.00	.....	15.00
Ovide Therrien.....	38.....	Tourelle.....	4.....	.....	52.50	.....	52.50
Désiré Vallée, Jr.....	41.....	Tourelle.....	4.....	.....	10.00	.....	10.00
Alfred Parent.....	31.....	Tourelle.....	5.....	.....	20.00	.....	20.00
Joseph Blanchette.....	44.....	Tourelle.....	5.....	.....	20.24	.....	20.24
Lucien Jean.....	44.....	Tourelle.....	6.....	.....	15.00	.....	15.00
Joseph Therrien.....	42.....	Tourelle.....	7.....	.....	10.00	.....	10.00
Armand Therrien.....	44.....	Tourelle.....	7.....	.....	12.50	.....	12.50
André Gagné.....	32.....	Tourelle.....	9.....	.....	17.80	.....	17.80
Aurélien Essiambre.....	36.....	Tourelle.....	10.....	.....	17.50	.....	17.50

Corporation municipale de Saint-Joachim de Tourelle
Municipal Corporation of St. Joachim of Tourelle

Arthur Lévesque.....	P. de-of 5-F	Tourelle.....	1.....	$ 0.96	$ 1.84	.....	$ 2.80

Étant un terrain d'une superficie d'un quart d'acre, plus ou moins, borné vers le nord par le boulevard Perron, vers l'est par le terrain d'Exavier Dion, vers le sud et l'ouest par partie du lot 5-F d'Alfred Vallée. sauf et à distraire les bâtisses construites sur ledit terrain et appartenant à François Dion.

Being a lot of land of a superficial area of a quarter of an acre, more or less, bounded on the north by the Perron Boulevard, on the east, by the land of Exavier Dion, on the south and on the west, by part of lot 5-F belonging to Alfred Vallée, save and to subtract the buildings erected on the said land and belonging to François Dion.

Corporation municipale du village de Cap-Chat — Municipal Corporation of the village of Cap Chat

Noms et prénoms — Names and surnames	N du cad. — No. of cad.	Canton — Township	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Rel. taxes	Total
Émile Dumont	P. de-of 68-1	Cap-Chat	1er-1st.	$10.02	$13.90		$ 23.92
Étant un terrain avec bâtisses y érigées, borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est par le terrain de Roland Isabel, vers le sud par celui de Lionel Lemieux et vers l'ouest par celui de Napoléon Pelletier.				Being a lot of land with buildings thereon erected, bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east, by the land of Roland Isabel, on the south, by that of Lionel Lemieux and on the west, by that of Napoleon Pelletier.			
Olivier Blanchet	P. de-of 68-1	Cap-Chat	1er-1st.	0.71	7.85		8.56
Étant un terrain avec bâtisses y érigées, borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est par le terrain de Lionel Amyot, vers le sud par celui de Lionel Lemieux et vers l'ouest par celui d'Aurèle Daraiche.				Being a lot of land with buildings thereon erected, bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east, by the land of Lionel Amyot, on the sohut, by that of Lionel Lemieux and on the west, by that of Aurèle Daraiche.			
Lionel Amyot	P. de-of 68-1	Cap-Chat	1er-1st.	8.05	23.16		31.21
Étant un terrain avec bâtisses y érigées, borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est par le terrain de madame Albert Roy, vers le sud par celui de Lionel Lemieux et vers l'ouest par celui d'Olivier Blanchette.				Being a lot of land with buildings thereon erected, bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east by the land of Mrs. Albert Roy, on the south, by that of Lionel Lemieux and on the west, by that of Olivier Blanchette.			
Mme-Mrs. Albert Roy	P. de-of 67-20.	Cap-Chat	1er-1st.	1.10	17.55		18.60
Étant un terrain borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est par le terrain de madame Ludger Dumont, vers le sud par celui d'André Roy et vers l'ouest par le terrain de Lionel Amyot, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf et à distraire desdites bâtisses celles appartenant à madame Théodore Lajoie, fils, et à Joseph Roy.				Being a lot of land bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east by the land of Mrs. Ludger Dumont, on the south by that of André Roy and on the west, by the land of Lionel Amyot, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to subtract the said buildings those belonging to Mrs. Théodore Lajoie Son and to Joseph Roy.			
Mme-Mrs. Théodore Lajoie, fils-son.				0.32	5.13		5.45
Étant des bâtisses construites sur partie du lot 67-20 appartenant à madame Albert Roy.				Being buildings erected on part of lot 67-20 belonging to Mrs. Albert Roy.			
Joseph Roy				0.32	5.14		5.46
Étant des bâtisses construites sur partie du lot 67-20 appartenant à madame Albert Roy.				Being buildings erected on part of lot 67-20 belonging to Mrs. Albert Roy.			
François Dumont	P. de-of 67-1	Cap-Chat	1er-1st.	4.17	11.94		16.11
Étant un terrain avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est par le terrain d'Omer Dumont, vers le sud par celui de Paul-Émile Chrétien et vers l'ouest par le terrain de madame Ludger Dumont.				Being a lot of land with buildings thereon erected, ircumstances and dependencies, bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east, by the land of Omer Dumont, on the south by that of Paul-Émile Chrétien and on the west, by the land of Mrs. Ludger Dumont.			
Jean-Baptiste St-Pierre (Michel).	P. de-of 66-3	Cap-Chat	1er-1st.		5.40		5.40

Corporation municipale Sainte-Anne-des-Monts — Municipal Corporation of Ste. Anne-des-Monts

Roch Fournier	P. 24	Cap-Chat	5	$ 2.88	$ 0.98		$ 3.86
Joseph Therrien	12-B	Tourelle	3	2.41	3.10		5.51
Placide Therrien	12-A	Tourelle	4	34.93			34.93
Mme-Mrs. Charles Rioux et héritiers légaux de — and legal heirs of Charles Rioux.	22-2	Fief Ste Anne des Monts N.D.	1	137.56	214.02		351.58
Bernard St-Laurent				2.39	4.20		6.59
Une bâtisse construite sur partie du lot 26-A-11 du premier rang du Fief Sainte-Anne-des-Monts Notre-Dame.				A building erected on part of lot 26-A-11 of the first range of the Fief Ste. Anne-des-Monts Notre-Dame.			
Gaétan Vallée				19.04	30.60		49.64
Une maison construite sur partie du lot 32 du premier rang du Bloc "B" en le canton Tourelle, paroisse de Sainte-Anne-des-Monts.				A building erected on part of lot 32 of the first range of block "B" in the township of Tourelle, parish of Ste. Anne-des-Monts.			
Daniel Stone	P. 34	Tourelle Bloc-Block "A".	1	40.96	29.19		70.15
Comprenant un terrain avec maison dessus construite, borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est par le terrain de Wilfrid Béchard, vers le sud par le boulevard Perron et vers l'ouest par le terrain de Gérard Dugas.				Comprising a lot of land with house thereon erected, bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east, by the land of Wilfrid Béchard, on the south, by the Perron Boulevard and on the west, by the land of Gérard Dugas.			

Noms et prénoms — Names and surnames	N du cad. — No. of cad.	Canton — Township	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Rel. taxes	Total
Philippe Laurent Pelletier ...	P. 32.....	Tourelle Bloc-Block "A".	1.....	28.52	.....	.....	28.52

Comprenant un terrain avec bâtisses, borné vers le nord par le Golfe Saint-Laurent, vers l'est par le terrain d'Edmond Lucien Pelletier, vers le sud par le boulevard Perron et vers l'ouest par la propriété de madame Amédée Boucher.

Comprising a lot of land with buildings thereon, bounded on the north by the Gulf of St. Lawrence, on the east, by the land of Edmond Lucien Pelletier, on the south, by the Perron Boulevard, and on the west by the property of Mrs. Amédée Boucher.

Donné à Ste-Anne des Monts, ce vingtième jour d'avril mil neuf cent cinquante-trois.

Le Sec.-trés. Corporation
comté N° 3 de Gaspé,
34717-17-2-o LOUIS-PHILIPPE LANGLEIER.

Given at Ste Anne des Monts, this twentieth day of April, one thousand nine hundred and fifty-three.

LOUIS PHILIPPE LANGELIER,
Sec.-Treasurer, Corporation of County,
34717-17-2-o No. 3 of Gaspé.

Province de Québec

VILLE MONT-ROYAL

Avis public est par les présentes donné que conformément à un arrêté en conseil en date du 20 avril 1953, le greffier de Ville Mont-Royal vendra à l'enchère le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1953, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville, 90 avenue Roosevelt, Ville Mont-Royal, P.Q., de la manière prescrite par la loi, les immeubles suivants sur lesquels les taxes municipales et scolaires n'ont pas été payées:

Province of Quebec

TOWN OF MOUNT-ROYAL

Public notice is hereby given that pursuant to an order of the Council made on April 20th, 1953, the Clerk of the Town of Mount Royal will on the TWENTY-SECOND day of MAY, 1953 et TEN o'clock in the forenoon at the office of the Council, Town Hall, 90 Roosevelt Avenue, Town of Mount Royal, P.Q., sell at public auction in the manner prescribed by law the following immoveables on which the municipal and school taxes assessed have not been paid:

Descriptions des propriétés — Description of property	Noms des propriétaires — Name of owners	Taxes non-payées — Unpaid taxes
Subdivision 110 du cadastre originaire 631 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent — Lot subdivision 110 of original cadastre 631 on the Official Plan and Book of Reference of the parish of St. Laurent.	Succession-Estate C. P. Hirst.....	$12.07
Subdivisions 37 et 41 du cadastre originaire 630 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent — Lots subdivisions 37 and 41 of original cadastre 630 on the Official Plan and Book of Reference of the parish of St. Laurent.	J. A. Lavelle, E. Marson, Rev. J. A. Dulude	$18.74

Donné à Mont-Royal, ce 22ième jour d'avril 1953.
Le Greffier,
34715-17-2-o D. W. DOUGH.

Given at Mount Royal, this 22nd day of the month of April, 1953.
D. W. LOUGH,
34715-17-2-o Clerk.

Avis divers

BARRIE UTILITY MFG. CO. LTD.

Règlement changeant le nombre des directeurs

Règlement A.

Qu'il soit et il est, par les présentes décrété, comme un règlement de "Barrie Utility Mfg. Co. Ltd." (ci-après appelée la compagnie) ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois directeurs à quatre directeurs.

Miscellaneous Notices

BARRIE UTILITY MFG. CO. LTD.

By-Law changing number of directors

By-Law A.

Be it enacted, and it is hereby enacted, as a By-law of "Barrie Utility Mfg. Co. Ltd." (hereinafter called the Company) as follows:

1. The number of the Board of Directors of the Company be, and it is hereby increased from three Directors to four Directors.

2° Que les règlements de la compagnie soient, et ils sont, par les présentes amendés pour se conformer au précédent.

Certifié vraie copie.

Le Président,
34723 ALAN N. SEGAL.

2. The By-laws of the Company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Certified true copy.

ALAN N. SEGAL,
34723-o President.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Fédération des Syndicats de Producteurs de Lait nature de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 avril 1953.

Le siège social de la fédération ci-haut mentionnée est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34729-o LUCIEN DARVEAU.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "Federation des Syndicats de producteurs de lait nature de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 14, 1953.

The principal place of business of the federation above mentioned is situate at Montreal, in the judicial district of Montreal.

LUCIEN DARVEAU,
34729 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Place Viger Credit Union", en date du 13 avril 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 22 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34730-o LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Place Viger Credit Union" under date the thirteenth day of April 1953, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this April 22, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34730 Acting Under Secretary of the Province.

Koch Stationery Inc.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Koch Stationery Inc.", tenue au bureau de la compagnie, en la cité de Montréal, le 28e jour d'avril 1952, à laquelle tous les directeurs de la compagnie étaient présents:

"Sur proposition dûment exposée, secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu d'amender le règlement No 3, praragraphe (*a*) de la compagnie, en augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre".

Extrait véritable:

Le Secrétaire,
34734 L. E. LIEBERMAN.

Koch Stationery Inc.

Extract of minutes of a meeting of Directors of "Koch Stationery Inc.", held at the office of the Company, in the City of Montreal, on the 28th day of April, 1952 at which were present all the Directors of the Company:

"Upon motion duly moved and seconded and carried unanimously, it was resolved to amend By-law No. 3, Paragraph (*a*) of the Company, by increasing the number of Directors from three to four."

True Extract:

L. E. LIEBERMAN,
34734-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le deux avril 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Louis, dans le comté de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34735-o LUCIEN DARVEAU.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April second, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Louis, in the county of Kamouraska.

LUCIEN DARVEAU,
34735 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres de "L'Association des Garagistes de Rimouski, Inc.", tenue le 15 avril 1953, il a été unanimement résolu de changer le nom de

Notice is given that, at a general meeting of the members of "L'Association des Garagistes de Rimouski, Inc.", held on April 15, 1953, it was unanimously resolved to change the name of

ladite association, formée en vertu de la Loi des clubs de récréation, S.R.Q. 1941, chap. 304, en celui de "L'Association des Garagistes du Bas St-Laurent, Inc."

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 24 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34736-o LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné par le Maire et le Secrétaire-Trésorier de la Municipalité du Village du Lac Saint Louis, comté de Beauharnois, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 16 avril 1953, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la Municipalité du Village du Lac Saint Louis en celui de "Municipalité du Village de Melocheville, comté de Beauharnois.

Melocheville, Québec, 22 avril 1953.

Le Maire,
A. BOURCIER,
Le Secrétaire-Trésorier,
34737-o ANATOLE GRENIER,

DISTRICT FINANCE CORPORATION LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée générale des actionnaires de "District Finance Corporation Limited", tenue le 10 février 1953, à Sherbrooke:

"Sur motion proposée par Norman Cecil Denys, secondée par Jacques Lagassé il est résolu à l'unanimité d'adopter le règlement suivant: Article XV: Chapitre XIII, à l'effet que le siège social de la compagnie sera changé de Montréal, à Sherbrooke, au numéro 89 de la rue King Ouest.

Le Secrétaire,
34740 MARCEL SAVARD.

REDIFFUSION INC.

Règlement "B"

Étant un règlement augmentant le nombre des directeurs de la compagnie ci-haut nommée de cinq (5) à six (6).

"1° Que l'article du règlement trois des règlements de la compagnie soit amendé pour se lire comme suit:

Article 1 — Bureau de direction: Le bureau de direction de la compagnie sera composé de six directeurs."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
34745 L. W. DOBBY.

ROY MARCHAND LIMITED

Règlement spécial "A"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs et amender le règlement trois de la compagnie.

Qu'il soit décrété:

Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq et que le règlement trois soit et il est, par les présentes, amendé en conséquence.

Daté en la cité de Montréal, ce dix-septième jour d'avril 1953.

Certifié vraie copie.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
34746 A. R. MARCHAND.

---

the said Association, formed under The Amusement Clubs Act, R.S.Q. 1941, chapter 304, into that of "L'Association des Garagistes du Bas St-Laurent Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, April 24, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34736 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the Municipalité du village du Lac Saint Louis, county of Beauharnois, that His Excellency the Lieutenant-Governor in Council has approved, on the date of April the sixteenth 1953, following a report of the Committee of the Honourable Executive Council, the change of the name of the Municipalité du Village du Lac Saint Louis to that of "Municipalité du Village de Melocheville.

Melocheville, Quebec, April 22th 1953.

A. BOURCIER,
Mayor.
ANATOLE GRENIER,
34737-o Secretary-Treasurer.

DISTRICT FINANCE CORPORATION LIMITED

Except from minutes of a general meeting of shareholders of "District Finance Cosporation Limited", held February 10, 1953, at Sherbrooke:

"On motion proposed by Norman Cecil Denys, seconded by Jacques Lagassé, it is unanimously resolved that the following By-law be adopted: Article XV: Chapter XIII, to the effect that the head office of the Company shall be changed from Montreal to Sherbrooke, at No. 89 King Street, West."

MARCEL SAVARD,
34740 Secretary.

REDIFFUSION INC.

By-law "B"

Being a By-law increasing the number of directors of the above Company from (5) to six (6).

"1. That article 1 of By-law three of the By-laws of the Company be amended to read as follows:

Article 1.— Board of Directors. The Board of Directors of the Company shall consist of six directors."

Certified true copy.

L. W. DOBBY,
34745-o Secretary.

ROY MARCHAND LIMITED

Special By-law "A"

A By-law to increase the number of Directors and to amend By-law three of the Company.

Be it enacted:

That the number of Directors of this Company be and is hereby increased from three to five and By-law three be and it is hereby amended accordingly.

Certified true copy:

Dated at the city of Montréal, this seventeenth day of April, 1953.

(Seal) A. R. MARCHAND,
34746-o Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 25 avril 1953, les règlements un à treize (1 à 13) inclusivement, de "Travellers" Aid Society of Montreal", tels qu'adopté à l'assemblée tenue le 25 mars 1953, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, R.S.Q. 1941, chapitre 276.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34747 LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws one to thirteen (1 to 13) inclusive of "Travellers" Aid Society of Montreal", as adopted at the meeting held on March 25th, 1953, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 25th, 1953, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 276.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34747-o Acting Under-Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné par le Maire et le Secrétaire-trésorier de la municipalité de Sainte-Anne de Stukely, paroisse, comté de Shefford, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 16 avril 1953, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité de Sainte-Anne-de-Stukely en celui de "Municipalité de Saint-Anne de la Rochelle, comté Shefford.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur a compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Ste Anne-de-la-Rochelle, ce 21 avril 1953.

Le Maire,
GÉRARD BROUILLETTE.
Le Secrétaire-trésorier,
34749-o PIERRE ROBERGE.

Notice is hereby given by the Mayor and Secretary-treasurer of the municipality of Sainte-Anne-de-Stukely parish, county of Shefford, that on April 16th, 1953, following a report of a Committee of the Honourable the Executive Council, the Lieutenant-Governor in Council approved the changing of the name of the Municipality of Sainte-Anne-de-Stukely to that of "Municipalité de Sainte-Anne de la Rochelle", county of Shefford.

Pursuant to the provisions of Article 48 of the Municipal Code, this change of name will come into force as from the date of the publication of said notice in the *Quebec Official Gazette*.

Ste-Anne de la Rochelle, this April 21, 1953.

GÉRARD BROUILETTE,
Mayor.
PIERRE ROBERGE,
34749 Secretary-treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif, "Provincial Transport Employees Credit Union", en date du 16 avril 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 20 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34751-o LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Provincial Transport Employees Credit Union", under the sixteenth day of April 1953, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives, of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this April 20, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34751 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

D. W. Ogilvie & Co. Inc.

Règlement spécial "D"

Cessation du commerce, distribution de l'actif et abandon de la charte.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "D. W. Ogilvie & Co. Inc.":

1° Comme la compagnie "D. W. Ogilvie & Co. Inc." a cessé d'exercer son commerce à la fermeture de son bureau le 30 juin 1951 et que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées, tout l'actif de la compagnie sera distribué au pro rata entre ses actionnaires et une demande sera faite afin d'obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

2. Que les Président, Vice-Président et Secrétaire de la compagnie ou deux d'entre eux soient et ils sont, par les présentes, autorisés et habilités, pour et au nom de la compagnie, à faire tels

NOTICE

D. W. Ogilvie & Co. Inc.

Special By-Law "D"

Discontinuance of business, distribution of assets and surrender of charter.

Be it and it is hereby enacted as a By-law of D. W. Ogilvie & Co. Inc.:

1. As D. W. Ogilvie & Co. Inc. ceased to carry on business as of the close of business on June 30, 1951, and as the Company has no debts or obligations which have not been provided for or protected, all the assets of the Company shall be distributed pro rate amonghts its shareholders and application shall be made for leave to surrender the charter of the Company.

2. That the President, Vice-President and Secretary of the Company or any two of them be and they are hereby authorized and empowered, for and on behalf of the Company, to do such

actes et choses, comprenant l'exécution et la livraison de ces actes, documents et écrits, qu'ils jugeront nécessaires ou opportuns pour donner effet à ce règlement.

Certifié vraie copie.

(Sceau) Le Secrétaire,
34754 D. E. PHELAN.

Avis est donné que la compagnie "Flock Gas and Oil Corporation Ltd." a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est au soin de Messieurs Gagnon et de Billy, 80 rue St-Pierre, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle, est M. Gilles de Billy, de ladite cité de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 29ème jour d'avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34719 LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation de la Ville St-Félicien", en date du 20 février 1953, dont le siège social est situé à Saint-Félicien, dans le comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 avril 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34765-o LUCIEN DARVEAU.

LA LIGUE D'ACTION CIVIQUE
CIVIC ACTION LEAGUE

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 9 décembre 1952, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à vingt-cinq:

"*Article 12.* La Ligue d'Action Civique sera régie par un Conseil élu selon le mode prescrit ci-dessous, composé d'un président, du président sortant de charge, d'un premier et d'un second vice-président, d'un secrétaire-trésorier et de vingt directeurs."

Vraie copie conforme.

Le Secrétaire-trésorier,
34766-o J.-Z.-LEON PATENAUDE.

LES ÉQUIPIERS DE SAINT-MICHEL

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de cinq à huit:

"XII. "Les Équipiers de Saint-Michel sont administrés par un Conseil Exécutif composé d'un président, d'un vice-président d'un secrétaire, d'un trésorier, d'un archiviste et de trois conseillers."

Le Secrétaire,
34767-o CLAUDE DUFOUR.

---

acts and things, including the execution and delivery of such deeds, documents and writings, as they deem necessary or expedient to give effect to this By-law.

Certified true copy:

(Seal) D. E. PHELAN,
34754-o Secretary.

Notice is hereby given that "Flock Gas and Oil Corporation Ltd." has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is in care of Messrs. Gagnon and de Billy, 80 St.Peter Street, in the city and judicial district of Quebec.

Its cheif agent for the purpose of receiving proceedings against it, is Mr. Gilles de Billy, of the said city of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34719-o Acting Under-Secretary of the Province

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation de la Ville St-Félicien", under date the twentieth day of February 1953, whereof the head office is at Saint-Félicien, in the county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd of April 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34765 Acting Under Secretary of the Province.

LA LIGUE D'ACTION CIVIQUE
CIVIC ACTION LEAGUE

Excerpt from the By-laws of the above-mentioned corporation, as adopted at a meeting held the ninth day of December 1952, concerning the increasing of the number of directors from three to twenty-five:

"*Article* 12. The Civic Action League will be manages by a board elected in a manner described hereunder, consisting of a president, an outgoing président a first and second vice-president, secretary-treasurer and twenty-directors."

Certified true copy.

J.-Z. LEON PATENAUDE,
34766 Secretary-treasurer.

LES ÉQUIPIERS DE SAINT-MICHEL

Exceprt from the By-laws of the above-mentioned corporation concerning the increasing of the number of directors from five to eight.

"XII. "Les Équipiers de Saint-Michel" are governed by an Executive Board, consisting of a president, vice-president, secretary, treasurer, archivist and three advisers. . ."

CLAUDE DUFOUR,
34767 Secretary.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 448

Québec, le 16 avril 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er juin 1953.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
34742-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 448

Québec, le 16 avril 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité conjoint des métiers de la construction de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 438-D du 23 avril 1952, soit prolongé jusqu'au 1er juin 1953, aux mêmes taux et conditions.

C. LARICHELIÈRE,
34742-o Greffier supplénat du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 512

Québec, le 30 avril 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 3088 du 7 août 1946, amendé par les arrêtés en conseil numéros 4155 et 4453 des 10 et 31 octobre 1946, 37, 406-B et 1310-A des 9 janvier, 8 mars et 12 août 1947,

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 448

Quebec, April 16, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry in the district of Quebec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree No. 1730 of October 23, 1947, as amended, relating to the construction industry in the district of Quebec, be extended until June 1st, 1953.

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
34742-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 448

Quebec, April 16, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry, Québec.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council No. 438-D of April 23, 1952, be extended until June 1st, 1953, with the same rate and conditions.

C. LARICHELIÈRE,
34742-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 512

Quebec, April 30, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing industry in the Island of Montreal and a radius of one hundred (100) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 3088 of August 7, 1946, and amended by Orders in Council Nos. 4155 and 4453 of October 10 and 31, 1946, 37, 406-B and 1310-A of January 9, March 8 and August 12, 1947, 245-E of February

245-E du 26 février 1948, 205-A du 24 février 1949, 319-A du 28 mars 1951, 271-I, 649-C, 1065-F et 1336-B des 20 mars, 28 mai, 15 octobre et 23 décembre 1952 et 253-F et 286-H des 5 et 12 mars 1953, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mars 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3088, soit modifié comme suit:

1. Le paragraphe 1-*a*) de l'article I est radié et remplacé par les suivants:

a) i. Toute personne employée à produire des imprimés par le procédé d'impression typographique (letter press process), les procédés de multicopie de toute description, la composition, l'impression, le coupage, le réglage, la reliure, et la finition, soit dans un atelier spécialisé, une entreprise privée, industrielle ou commerciale, ou dans tout autre établissement, et soit que telles opérations constituent le commerce principal de telle entreprise ou qu'elles soient secondaires à tout autre commerce ou occupation.

ii. Toute personne employée à produire des sceaux et des étiquettes par le procédé d'impression en creux ou en relief, par le procédé "French Edge", ou par tout autre procédé où de tels sceaux et de telles étiquettes sont imprimés en creux ou en relief en une ou plusieurs couleurs et découpés en une opération continue.

2. Les paragraphes *a*), *c*-i et *e*) de l'article IV sont radiés et remplacés par les suivants:

IV. *Durée du travail: a*) La semaine de travail s'établit comme suit:

i. Les personnes régies par le paragraphe 1-*a*-i de l'article I du décret:

Zone I ..... 40 heures
Zones II et III ..... 44 heures

ii. Les personnes régies par le paragraphe 1-*a*-ii de l'article I du décret:

Du 1er mai 1953 au 30 avril 1954:
Zone I ..... 42 heures
Zones II et III ..... 46 heures
Du 1er mai 1954 et subséquemment:
Zone I ..... 40 heures
Zones II et III ..... 44 heures

c) i. Les heures de travail de l'équipe du jour sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

e) La cédule des heures régulières, tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, doit être affichée bien en évidence dans chaque atelier et les employeurs doivent avertir le Comité paritaire, par écrit, de la cédule des heures régulières adoptée par eux.

3. L'article XIX est radié et remplacé par le suivant:

XIX. *Taux minima de salaires pour le travail de jour:* A compter du 1er mai 1953, les taux minima de salaires sont les suivants:

26, 1948, 205-A of February 24, 1949, 319-A of March 28, 1951, 271-I, 649-C, 1065-F and 1336-B of March 20, May 28, October 15 and December 23, 1952, and 253-F and 286-H of March 5 and 12, 1953, relating to the printing industry in the Island of Montreal and a radius of one hundred (100) miles from its limits, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 21, 1953;

WHEREAS the objections thereto have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 3088, be amended as follows:

1. Subsection 1-*a*) of section I is deleted and replaced by the following:

a) i. All persons engaged in the production of printing by "Letter Press" process, multicopying processes of every description, typesetting, press work, cutting, ruling, bookbinding and finishing — whether in trade plants, private, industrial, commercial or any other establishment, and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

ii. All persons engaged in the production of seals and labels by the stamping process, the French Edge Process or the process whereby such seals and labels are printed and/or embossed in one or more colours and die cut in one continuous operation.

2. Subsection *a*), *c*)-i and *e*) of section IV are deleted and replaced by the following:

IV. *Duration of labour: a*) The work week shall be as follows:

i. Persons covered by Paragraph 1 *a*)-i of Section I of the decree:

Zone I ..... 40 hours
Zones II and III ..... 44 hours

ii. Persons covered by paragraph 1 *a*)-ii of section I of the decree:

From May 1, 1953 to April 30, 1954:
Zone I ..... 42 hours
Zones II and III ..... 46 hours
From May 1, 1954 and thereafter:
Zone I ..... 40 hours
Zones II and III ..... 44 hours

c) i. The hours of labour for the day shift, shall be between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays.

e) The schedule of regular hours of labour of both the day and night shifts shall be posted in a conspicuous place in every establishment and notification of this schedule of regular hours must be given to the Parity Committee by employers, in writing.

3. Section XIX is deleted and replaced by the following:

XIX. *Day shift minimum rates:* Effective from May 1, 1953, the minimum hourly rates of wages shall be as follows:

	Taux horaires minima / *Minimum hourly rates* — *Zones*		
A. ATELIER DE COMPOSITION — COMPOSING ROOM	*I*	*II*	*III*
Compagnon typographe — Journeyman compositor	$1.80	$1.51	$1.38
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman machine keyboard operator	1.80	1.51	1.38
Correcteur d'épreuves (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — *Proof*			

reader (who has been employed as Journeyman Compositor before being assigned to proof reading)	1.80	1.51	1.38
Compagnon opérateur de fondeuse (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier) — *Casterman* (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator)	1.80	1.51	1.38
Aide sur fondeuse: Les taux de salaires des aides sur fondeuse sont établis comme suit: — *Caster runner:* Rate of wages of caster runners shall be governed as follows:			
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.56	0.49	0.46
2ième semestre — 2nd six months	0.58	0.50	0.47
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	0.61	0.54	0.52
2ième semestre — 2nd six months	0.63	0.55	0.53
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months	0.77	0.68	0.66
2ième semestre — 2nd six months	0.85	0.74	0.71

Après 3 années révolues, les aides sur fondeuses sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3ième année, 2ième semestre — Thereafter, Caster Runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year 2nd six months apprentice.

B. Atelier d'impression — Press Room

i. Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à sceaux et étiquettes de toutes descriptions; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machines à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats — automatiques ou margées à la main: — Platen presses; Card presses; Envelope presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses; Seal and label presses (of all descriptions); Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines or every size and description — automatic or hand fed:

Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.56	1.26	1.20
Assistant-pressier sur presses ci-dessus — *Assistant pressman* on above presses	1.51	1.22	1.16
Margeurs sur presses ci-dessus — *Feeder* on above presses	1.21	1.01	0.95

ii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical — une couleur — tous formats — automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for power printing, die embossing and die cutting in one continuous operation: Flat bed cylinder presses — one colour — all sizes — whether automatic or hand fed:

Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.80	1.51	1.38
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.56	1.26	1.20
Margeur sur presses ci-dessus — *Feeder* on above presses	1.30	1.07	1.01

iii. Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presses rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, presses à retiration — automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over; Tubular rotary presses — 16 pages or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; Two-colour rotary presses; Two-colour flat bed cylinder presses; Flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses — whether automatic or hand fed:

Compagnon pressier — Journeyman pressman	2.00	1.58	1.50
Assistant-pressier ou margeur sur presses ci-dessus — *Assistant pressman or Feeder* on above presses	1.56	1.26	1.20

C. Atelier de reliure et de finition
Bookbinding and finishing department

Compagnon relieur — Journeyman bookbinder	1.80	1.51	1.38
Opérateur de: Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à régler (plumes ou disques) — *Operator on:* Paper and cloth-cutting machines, whether using straight or serrated knives; ruling machines — pen and/or disk	1.80	1.51	1.38

Opérateur de: Machines à plier; machines à assembler automatiques; machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à coller les dos et à garnir; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machine); machines à empreintes

servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur — *Operator on:* Folding machines; Automatic gathering machines; Shearboard cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width	1.80	1.51	1.38
Opérateur sur rogneuses: jusqu'à 25 pouces — *Operator on:* Paper trimmers and choppers, up to 25 inches	1.22	1.00	0.94
Main-d'œuvre féminine: Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là, dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin — *Female help:* Female employees, and males when replacing females, in any class of employment in printing, bookbinding and lithographing establishments — hand operations of every description considered as women's work	0.91	0.77	0.71
Opératrice: Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à poser les œillets; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur — *Operating:* Punching machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines; Perforating machines; Gathering tables; Round-cornering machines as used on book cases, or covers; Tinning machines; Pasting machines in size smaller than 24 inches in width	0.91	0.77	0.71
Margeuse: Machines à régler; machines à estamper; machines à plier — *Feeding:* Ruling machines; Folding machines; Stamping machines	0.91	0.77	0.71
Apprentie: Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 36 mois d'expérience est considérée comme une apprentie — *Apprentice (Female):* The number of apprentices shall not exceed one third (1/3) of the total number of female employees. Any person having less than thirty-six (36) months' experience at the trade shall be considered as an apprentice:			
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.50	0.47	0.43
2ième semestre — 2nd six months	0.55	0.48	0.47
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	0.61	0.57	0.54
2ième semestre — 2nd six months	0.67	0.65	0.60
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months	0.73	0.68	0.63
2ième semestre — 2nd six months	0.79	0.73	0.68

D. Apprenti — Apprentice

i. Atelier de Composition, Réglage, Coupage, Reliure et Finition — Composition, Ruling, Cutting, Bindery and Finishing Departments:			
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.56	0.49	0.46
2ième semestre — 2nd six months	0.58	0.50	0.47
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	0.61	0.54	0.52
2ième semestre — 2nd six months	0.63	0.55	0.53
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months	0.77	0.68	0.66
2ième semestre — 2nd six months	0.85	0.74	0.71
4ième année, 1er semestre — 4th year, 1st six months	0.92	0.79	0.77
2ième semestre — 2nd six months	1.03	0.89	0.85
5ième année, 1er semestre — 5th year, 1st six months	1.22	1.08	1.02
2ième semestre — 2nd six months	1.33	1.12	1.05
6ième année, 1er semestre — 6th year, 1st six months	1.42	1.17	1.11
2ième semestre — 2nd six months	1.51	1.25	1.19
ii. Atelier d'Impression (toutes presses): — Printing shop (all presses):			
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.56	0.48	0.42
2ième semestre — 2nd six months	0.68	0.57	0.52
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	0.80	0.68	0.62
2ième semestre — 2nd six months	0.93	0.78	0.71
3ième année, 1er semestre — 3rd year, 1st six months	1.05	0.89	0.81
2ième semestre — 2nd six months	1.18	0.99	0.90
4ième année, 1er semestre — 4th year, 1st six months	1.30	1.10	1.00
2ième semestre — 2nd six months	1.43	1.19	1.10
iii. *Presses*, Groupe B-i — *Presses*, Group B-i:			
5ième année — 5th year	1.50	1.20	1.15
6ième année — 6th year	1.52	1.21	1.16
7ième année — 7th year	1.54	1.24	1.18
iv. *Presses*, Groupes B-ii et B-iii — *Presses*, Groups B-ii and B-iii:			
5ième année — 5th year	1.56	1.25	1.19

6ième année — 6th year	1.64	1.37	1.27
7ième année — 7th year	1.71	1.50	1.37

E. AIDE INEXPÉRIMENTÉ (Masculin) — HELPER (Male)

Tous les départements: — All departments:

1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months	0.56	0.49	0.46
Subséquemment — Thereafter	0.68	0.60	0.57

(Document "A" annexé à l'arrêté)
C. LARICHELIERE,
34742-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

(Document "A" annexed to the Order)
C. LARICHELIERE,
34742-o Acting Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

STRAN-STEEL QUEBEC, LTD.

Avis est donné que la compagnie "Stran-Steel Quebec, Ltd.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27ième jour d'avril 1953.

Le Procureur de Stran-Steel Quebec, Ltd.
MONROE ABBEY,
660 ouest, rue St-Catherine,
suite 604,
Montréal. 34738

Avis est, par les présentes, donné que "Lacolle Curling Club," a l'intention de s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte aux fins d'annulation.

Lacolle ce 15 avril:1953.

Le Mandataire,
34731-o YVES DELAND,

Canada, Province de Québec, District de Beauce

Avis est donné que la Compagnie: "The New Fontenac Glass Co. Ltd," constituée en corporation en date du 18 décembre 1948, et yant son bureau principal dans la paroisse de Courcelles, comté de Frontenac, demandera la permission d'abandonner sa charte dans le mois suivant la publication de cet avis.

Donné à La Guadeloupe, le 23 avril 1953.

Le Président,
34750-o ODILON BILODEAU.

GLOVERS-CRAFT INC.

D'après les dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, "Glovers-Craft Inc." donne par les présentes avis public qu'elle demandera à la province de Québec, d'accepter l'abandon de sa charte, a compter de telle date que déterminera l'Honorable Procureur Général.

Montréal, ce 29ième avril 1953.

GLOVERS-CRAFT INC.
Par: Le Secrétaire,
MELVILLE GOULD.
Sperber Gold & Lapin,
Procureurs de Glovers-Craft Inc. 34769-o

Charters — Surrender of

STRAN-STEEL QUEBEC, LTD.

Notice is hereby given that "Stran-Steel Quebec, Ltd.," incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 27th day of April 1953.

MONROE ABBEY,
Attorney for Stran-Steel Quebec, Ltd.
660 St. Catherine St. West,
Suite 604,
Montreal. 34738-o

Notice is hereby given that "Lacolle Curling Club," intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec in order to obtain leave to surrender its charter for cancellation purposes.

Lacolle, this April 15th, 1953.

YVES DELAND,
34731 Attorney.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce

Notice is hereby given that company: "The New Frontenac Glass Co. Ltd.", incorporated December 18th 1948, and having its head office in the parish of Courcelles, county of Frontenac, will apply for leave to surrender its charter during the course of the month following the publication of this notice.

Given at La Guadeloupe, April 23, 1953.

ODILON BILODEAU,
34750 President.

GLOVERS-CRAFT INC.

In accordance with the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, "Glovers-Craft Inc." hereby give public notice that it will request of the Province of Quebec to accept the surrender of its charter from and after whatever date shall be determined by the Honourable Attorney General.

Montreal, this 29th day of April, 1953.

GLOVERS-CRAFT INC.,
By: MELVILLE GOULD,
Secretary.
Sperber Gold & Lapin,
Attorneys for Glovers-Craft Inc. 34769

ASHPLANT & CO. LIMITED

Conformément à la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Ashplant & Co. Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle demandera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Daté ce 22ème jour d'avril 1953.

Le Secrétaire,
34762 F. W. MORRISON.

ASHPLANT & CO. LIMITED

Under the Quebec Companies' Act, "Ashplant & Co. Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the Company.

Dated this 22nd day of April, 1953.

F. W. MORRISON,
34762-o Secretary.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 mars 1953, du conseil municipal du village Omerville, comté de Stanstead, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 22 avril 1953, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Le Ministre des Affaires municipales,
34720-o BONA DUSSAULT,

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 avril 1953 du conseil municipal de St-Roch Ouest, comté de L'Assomption, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 27 avril 1953, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 27 avril 1953.

Le Ministre des Affaires Municipales,
34720-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of May 7th, 1953, of the Municipal Council of the village of Omerville, county of Stanstead, and in conformity with the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has authorized, under date of April 22nd, 1953, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or oders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, shall henceforth be in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, 1pril 22, 1953.

BONA DUSSAULT,
34720 Minister of Municipal Affairs.

The undersigned hereby gives notice that, as requested by a resolution of the Municipal Council of St-Roch West, County of L'Assomption, dated April 7, 1953, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has decreed, dated April 27, 1953, that publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, except such as are required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made thereafter in the French language only.

This notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, Chapter 55, Section 2).

Quebec, April 27th, 1953.

BONA DUSSAULT,
34720 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 563-51.

Québec, le 15 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Dorothée, N° 2, dans le comté de Laval, les lots Nos 27 et 28, du cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, pour les annexer à celle du village de St-Martin, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34678-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1441-52.

Québec, le 18 avril 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire protestante de Westbury, dans le comté de Compton, soit annexé, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire de la Ville de East Angus, dans le même comté, afin de former une nouvelle muni-

Department of Education

No. 563-51.

Quebec, April 15, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Dorothée, No. 2, in the county of Laval, lots Nos. 27 and 28, of the official cadastre of the parish of St-Martin, for annexation to the Village of St-Martin, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
34678-17-2 Superintendant of Education.

No. 1441-52.

Quebec, April 18, 1953.

Application is made to annex, for protestant tax-payers ouly, the territory of the protestant school municipality of Westbury, in the county of Compton, to the school municipality of the Town of East Angus, in the same county so as to form a new protestant school municipality

cipalité scolaire protestante qui serait connue et désignée sous le nom de "La Municipalité scolaire protestante de East-Angus-Westbury", dans le comté de Compton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34693-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 88-52.

Quebec, le 18 avril 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire d'Alfield, dans le comté de Pontiac, soit annexé, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Thorne, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
34690-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 321-53.

Quebec, le 17 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Thérèse Ouest, dans le comté de Terrebonne, les lots du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, portant les numéros suivants, savoir: le lot de subdivision N° 36 du lot originaire N° 79; les lots originaires Nos 80 et 81 et toutes leurs subdivisions présentes et à venir, pour les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Ste-Thérèse même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34691-17 2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 313-53.

Québec, le 18 avril 1953.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de St-Edgar, dans le comté de Bonaventure, les lots suivants, tous inclusivement, du canton de New Richmond, savoir:

15 à 33, du rang VI (6):
13 à 33 et le lot A, du rang VII (7):
11 à 33 ,du rang VIII (8), qui seront détachés de la municipalité scolaire de New Richmond.

Les lots suivants, tous inclusivement, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire, savoir:

Dans le canton de Flahaut, le lot A et les lots 1 à 30, du rang I (1).

Les lots suivants, tous inclusivement, du canton Robidoux, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire, savoir:

1 à 10, du rang A:
1 à 12, du rang B:
1 à 46, du rang Nord, Chemin St-Antoine et

1 à 33, du rang Sud, Chemin St-Antoine.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34694-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 812-52.

Québec, le 17 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Valentin, dans le comté de Saint-Jean, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Paul-de-l'Ile-aux Noix, même comté.

Ce territoire comprend la partie du lot N° 208 appartenant à monsieur Cyrille Langlois et les lots 261 à 267 inclusivement, tous du cadas-

which shall be known and designated as "The Protestant School Municipality of East-Angus-Westbury", in the county of Compton.

O. J. DESAULNIERS,
34693-17-2 Superintendent of Education.

No. 88-52

Quebec, April 18, 1953.

Application is made to annex, for protestant tax-payers only, the territory of the school municipality of Alfield, in the county of Pontiac, to the Protestant School Municipality of Thorne, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
34690-17-2 Superintendant of Education.

No. 321-53

Quebec, April 17, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Therèse, West, in the County of Terrebonne, lots on the official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, bearing the following numbers, to wit: subdivision lot No. 36 of original lot No. 79; original lots Nos. 80 and 81 and all their present and future subdivisions, to annex them to the school municipality of the Town of Ste-Thérèse, same county.

O. J. DESAULNIERS,
34691-17-2 Superintendent of Education.

No. 313-53.

Quebec, April 18, 1953.

Application is made to form into a separate school municipality, for the Catholic taxpayers only, under the name of St. Edgar, in the county of Bonaventure, the following lots, all inclusively, of the township of New Richmond, to wit:

15 to 33, of range VI (6):
13 to 33 and lot A, of range VII (7):
11 to 33, of range VIII (8), which shall be detached from the school municipality of New Richmond.

The following lots, all inclusively, have not, so far, been organized from the school municipality point of view:

In the township of Flahaut, lot A and lots 1 to 30, of Range I (1).

The following lots, all inclusively, of the township of Robidoux, which are not as yet organized from the school municipality point of view, to wit:

1 to 10, of Range A:
1 to 12, from range B:
1 to 46, from the North Range,St-Antoine Road and
1 to 33, from the South Range, St.-Antoine Road.

O. J. DESAULNIERS,
34694-17-2 Superintendent of Education.

No. 812-52.

Quebec, April 17, 1953.

Application is made to detach form the school municipality of Saint-Valentin, in the county of Saint-John, the territory hereinbelow described and to annex it to the school municipality of Saint-Paul de l'Ile-aux-Noix, same county.

This territory is comprised of part of lot No. 208, belonging to Mr. Cyrille Langlois, and lots 261 to 267 inclusively, all on the official cadastre

tre officiel de la paroisse de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34692-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1149-52.

Québec, le 22 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse, dans le comté de Beauce, les lots 27 et 28, du rang IV (4), du canton de Broughton, pour les annexer à celle de St-Victor, paroisse, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34697-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1448-52.

Québec, le 21 avril 1953.

Demande est faite d'annexer à la future municipalité scolaire de Metgermette, comté de Beauce, le territoire de la municipalité scolaire de Saint-Théophile, dans le même comté, en vue de former une nouvelle municipalité scolaire distincte qui comprendrait le territoire de ces deux municipalités et qui serait connue et désignée sous le nom de "Paroisse de Saint-Théophile", dans le comté de Beauce.

Le territoire de cette nouvelle municipalité est décrit comme suit, savoir:

1° Tout le territoire de Metgermette Sud;

2° Toute cette partie du canton Linière, bornée au sud-est par la limite entre la province de Québec et l'état du Maine; au nord-est par le canton de Metgermette-Sud; au sud-ouest par les cantons de Jersey et de Marlow; au nord-ouest par la ligne telle que tracée comme suit: en partant de l'intersection de la rivière du Loup avec la ligne de division des lots 77 et 78 du rang I (1) d'Aubin Delisle, canton Linière et, en suivant cette dernière ligne jusqu'à la continuation ou aux abouts; de là elle suit la ligne de division des lots 77 et 78 de la continuation du premier rang, canton Linière jusqu'au rang II (2), Section "B", du même canton; de là elle suit la ligne de division des rangs II (2), Section "B" et les abouts de la continuation du rang I (1) canton Linière jusqu'à l'intersection de la ligne de division des lots 65 et 66 du rang II (2) Section "B" du susdit canton Linière; de là elle suit cette dernière ligne de division jusqu'au rang III (3), section "B", canton Linière; ensuite elle suit le côté nord-ouest des lots 35 rangs III (3) et IV (4), section "B", canton Linière, jusqu'au canton Metgermette-Sud.

3° Toute cette partie du canton Marlow, borné au sud-est, partie par la limite entre la province de Québec et l'état du Maine et partie par le canton Risborough; au sud-ouest partie par le rang I (1), du canton Risborough et partie par le rang IV (4) du canton Marlow; au nord-ouest par le canton de Jersey et au nord-est par le canton Linière.

4° Tout le rang I (1) canton Risborough;

5° Toute cette partie du canton de Jersey comprenant le territoire suivant: les lots depuis et y compris le lot N° 55, des rangs IV (4) et V (5), jusqu'à l'extrémité sud-est des dits rangs; les lots depuis et y compris les lots nos 47 des rangs VI et VII (6 et 7), jusqu'à l'extrémité sud-est desdits rangs; les lots depuis et y compris les lots nos 37 des rangs VIII et IX (8 et 9) jusqu'à l'extrémité sud-est desdits rangs.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34696-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

of the parish of Saint-Valentin, county of Saint-John.

O. J. DESAULNIERS,
34692-17-2 Superintendent of Education.

No. 1149-52.

Quebec, April 22, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of the "Sacré-Cœur-de-Jésus", in the county of Beauce, lots 27 and 28, of range IV (4), of the township of Broughton, to annex them to that of St. Victor, parish of the same county.

O. J. DESAULNIERS,
34697-17-2 Superintendent of Education.

N° 1448-52.

Quebec, April 21st, 1953.

Application is made to annex to the future school municipality of Metgermette, county of Beauce, the territory of the school municipality of Saint-Théophile, in the same county in view of forming a new separate school municipality which would include the territory of these two municipalities and which would be known and designated under the name of "Parish of Saint-Théophile", in the county of Beauce.

The territory of this new municipality is described as follows, to wit:

1. All the territory of Metgermette-South;

2. All that part of the Township of Linière, bounded on the southeast by the limit between the Province of Quebec and the state of Maine; on the northeast by the township of Metgermette-South; on the Southwest, by the townships of Jersey and of Marlow; on the northwest, by the line traces as follows: starting from the intersection of the du Loup river with the division line of lots 77 and 78 of range I (1) of Aubin Delisle, township of Linière, and by following this latter line as far as the continuation or the abutsments; thence, it follows the division line of lots 77 and 78 from the continuation of the first range, township of Linière as far as range II (2), Section "B", of the same township; thence, it follows the division line of ranges II (2), Section "B" and the abutsments of the continuation of range I (1) township of Linière as far as the intersection of the division line of lots 65 and 66 of range II (2) Section "B" of the said township of Linière; thence, it follows this latter division line as far as range III (3) section "B", township of Linière; then it follows the northwest side of lots 35, ranges III (3) and IV (4), section "B", township Linière, as far as the township of Metgermette-South.

3. All this part of the township of Marlow, bounded on the southeast, partly by the limit between the province of Quebec and the state of Maine and partly by the township of Risborough; on the southwest, partly by range I (1), of the township of Risborough and partly by range IV (4) of the township of Marlow; on the northwest, by the township of Jersey and on the northeast, by the township of Linière.

4. The whole of range I (1) township of Risborough;

5. All that part of the township of Jersey which takes in the following territory: lots from and comprised in lot No. 55, of ranges IV (4) and V (5), as far as the southeast extremity of the said ranges; lots from and comprised of lots Nos. 47 of ranges VI and VII (6 and 7), as far as the southeast extremities of the said ranges; lots from and comprised of lots Nos. 37 of ranges VIII and IX (8 and 9) as far as the southeast extremity of the said ranges.

O. J. DESAULNIERS,
34696-17-2 Superintendent of Education.

N° 888-52.

Québec, le 17 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipzlité scolaire de Ste-Flore, comté de St-Maurice, un territoire situé dans la seigneurie du Cap de la Madeleine, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues ruelles, rivières, iles, cours d'eau ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection de la rive droite ou rive ouest de la rivière St-Maurice avec la ligne séparative des lots N° 38 et 39, de là, passant par les lignes de démarcations suivantes en continuité les unes des autres: en suivant les limites de la Cité de Shawinigan Falls, ladite ligne séparative des lots N° 38 et 39, traversant la route régionale N° 19, continuant vers le nord-ouest, la ligne séparative des lots N° 46 et 47, laissant les limites de la Cité de Shawinigan Falls, continuant vers le nord-est, la ligne séparant le rang Ste-Catherine N° 2 de la concession du chemin des Piles côté sud-est, jusqu'à la limite de la Cité de Grand'Mère, continuant en suivant ladite limite: la ligne séparant les lots N° 72 et 73, la ligne séparant le rang Ste-Catherine N° 2 et le rang Ste-Catherine N° 1, la ligne séparant les lots N° 5 et 6 et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière St-Maurice: laissant les limites de la Cité de Grand'Mère, vers le sud-ouest en suivant l'axe de la rivière St-Maurice jusqu'à un point situé dans le prolongement de la ligne entre les lots N° 38 et 39 et suivant ledit prolongement jusqu'au point de départ: lequel territoire a être érigé en une municipalité distincte sous le nom de "Municipalité scolaire du Village de Shawinigan-Est, dans le comté municipal de St-Maurice".

Le Surintendant de l'Instruction publique,

34695-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 828-52.

Quebec, le 21 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Victoire, dans le comté d'Arthabaska, les lots du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Victoire, comprenant les Nos 56 à 61 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Victoriaville, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

34709-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 386-53.

Québec, le 28 avril 1953.

Demande est faite que la municipalité scolaire de la Ville de Châteauguay, soit divisée en vue de former une nouvelle municipalité scolaire qui comprendra le territoire de la paroisse du Chrits-Roi et qui sera connue et désignée sous le nom de Châteauguay-Est, dans le comté de Châteauguay.

Le territoire de cette future municipalité comcomprendra les lots du cadastre officiel de St-Joachim-de-Châteauguay, portant les Nos 1 à 57 inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

34756-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 496-53.

Québec, le 27 avril 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire de Canton Laval, dans le comté de Saguenay, soit annexé en entier à la municipalité scolaire de la Ville de Forestville, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

34757-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 888-52

Quebec, April 17, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Flore, county of St. Maurice, a territory situate in the seigniory of Cap de la Madeleine, comprising, with reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Flore, all lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as roads, streets, lanes, rivers, islands, water courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit:

Starting at the intersection point of the right bank or west bank of the St. Maurice River with the division line of lots Nos. 38 and 39, thence, passing by the demarcation lines successively: by following the limits of the City of Shawinigan Falls, the said division line of lots Nos. 38 and 39 crossing regional road No. 19, continuing towards the northwest, the division line of lots Nos. 46 and 47, leaving the limits of the City of Shawinigan Falls, continuing towards the northeast, the line dividing range Ste-Catherine No. 2 from the concession of the road "des Piles", southeast side, to the limit of the City of Grand'Mère, continuing along the said limit: the line dividing lots Nos. 72 and 73, the line dividing Range Ste-Catherine No. 2 and Range Ste-Catherine No. 1, the line separating lots Nos. 5 and 6 and its prolongation to the axis of the St-Maurice River: leaving the limits of the City of Grand'Mère, on the southwest by following the axis of the St-Maurice River as far as a point situate in the prolongation of the line between lots Nos. 38 and 39 and following the said prolongation to the starting point: which territory to be erected into a separate municipality under the name of "School Municipality of the Village of Shawinigan-East, in the municipal county of St. Maurice"

O. J. DESAULNIERS,

34695-17-2 Superintendent of Education.

No. 828-52.

Quebec, April 21, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Ste. Victoire, in the county of Arthabaska, lots Nos. 56 to 61, inclusive, of the official cadastre of the parish of Ste. Victoire, and to annex them to the school municipality of the town of Victoriaville, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,

34709-17-2 Superintendent of Education.

No. 386-53.

Quebec, April 28, 1953.

Application is made in order that the school municipality of the Town of Châteauguay be divided with the object of forming a new school municipality which shall include the territory of the parish of Christ-Roi and shall be known and designated under the name of Châteauguay-East, in the county of Châteauguay.

The territory of this future municipality shall include lots of the official cadastre of St-Joachim-de-Châteauguay, bearing numbers 1 to 57, inclusively.

O. J. DESAULNIERS,

34756-18-2 Superintendent of Education.

No. 496-53.

Quebec, April 27 1953.

Application is made in order that the territory of the school municipality of the Township of Laval, in the county of Saguenay, be wholly annexed to the school municipality of the Town of Forestville, same county.

O. J. DESAULNIERS,

34757-18-2 Superintendent of Education.

N° 559-53.

Québec, le 28 avril 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Rivière-des-Prairies, dans le comté de Laval, soit annexé à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Montréal, pour les contribuables catholiques seulement.

Le territoire de cette municipalité scolaire de Rivière-des-Prairies, paroisse, comprend les lots 1 à 32 et 121 à 175, tous du cadastre officiel de Rivière-des-Prairies.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34758-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 561-53.

Québec, le 27 avril 1953.

Demande est faite que le territoire de la municipalité scolaire du village de Rivière-des-Prairies, comté de Laval, soit annexé à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Montréal, pour les contribuables catholiques seulement.

Le territoire de cette municipalité scolaire de Rivière-des-Prairies, village, comprend les lots 33 à 120 inclusivement du cadastre officiel de Rivière-des-Prarires.

Le Surintendant de l'Instructjon publique,
34759-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 513-53.

Québec, le 27 avril 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Félicité, dans le comté de Matane, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à celle de St-Jérôme, paroisse, dans le même comté.

Ce territoire est situé dans la seigneurie de Matane et comprend les lots 1 à 10 inclusivement du rang I (1); 49 à 59 inclusivement du rang II (2); 60 à 65 inclusivement du rang III (3) et 130 à 136 inclusivement du rang IV (4).

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34761-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1012-52.

Québec, le 22 avril 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 avril 1953, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Joseph-d'Alma, dans le comté du Lac St-Jean, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à celle de la Ville de St-Joseph d'Alma, dans le même conté, savoir:

Ce territoire situé dans l'Ile d'Alma, canton de l'Ile, comprenant en référence au cadastre officiel pour ladite Ile d'Alma, dudit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions, présentes et futures renfermés dans les limites suivantes, savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparatoire des lots Nos 14-B et 15-A du rang I de l'Ile d'Alma, canton De l'Ile avec la rive nord de la Rivière Petite Décharge; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; la ligne séparative des lots Nos 14-B et 15-A, la ligne séparative des rangs I et II (1 et 2) de l'Ile d'Alma, canton de l'Ile sur toute la largeur des lots Nos 14-B, 14-A, 13-B, 13-A, 12, 11 et 10-A du rang de l'Ile d'Alma, canton de l'Ile; la ligne séparative des lots 9-B et 10-A du rang I de l'Ile d'Alma, canton de l'Ile jusqu'à la rive nord de la rivière Petite Décharge; la rive nord de la Petite Décharge sur la largeur des lots Nos 10-A, 11, 12, 13-A, 13-B, 14-A et 14-B du rang I de l'Ile d'Alma, canton De l'Ile, jusqu'à la ligne séparative des

No. 559-53.

Quebec, April 28, 1953.

Application is made in order that the territory of the school municipality of the parish of Rivière-des-Prairies, in Laval County, be annexed to the Catholic school municipality of the City of Montreal for catholic tax-payers only.

The territory of this school municipality of Rivière-des-Prairies, parish, includes lots 1 to 32 and 121 to 175, all of the official cadastre of Rivière-des-Prairies.

O. J. DESAULNIERS,
34758-18-2 Superintendent of Education.

No. 561-53

Quebec, April 27, 1953.

Application is made that the territory of the school municipality of the Village of Rivière-des-Prairies, County of Laval, be annexed to the Catholic school municipality of the city of Montreal, for the benefit of catholic tax-payers only.

The territory of the said school municipality of Rivière-des-Prairies, village, includes lots 33 to 120 inclusive, of the official cadastre of Rivière-des-Prairies.

O. J. DESAULNIERS,
34759-18-2 Superintendent of Education.

No. 513-53.

Quebec, April 27, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Félicité, in Matane county, the territory hereinunder described, in order to annex it to that of St-Jérôme, parish, in the same county.

This territory is situated in the seiguiory of Matane, and includes lots 1 to 10, inclusive, Range I (1); 49 to 59 inclusive, Range II (2); 60 to 65 inclusive, Range III (3), and 130 to 136 inclusive, Range IV (4).

O. J. DESAULNIERS,
34761-18-2 Superintendent of Education.

No. 1012-52'

Quebec, April 22, 1953.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has, by Order in Council dated April 16, 1953, been pleased to detach from the school municipality of the parish of St-Joseph d'Alma, in the county of Lake St. John, the territory hereinunder described, and to annex it to that of the Town of St-Joseph d'Alma, in the same county, to wit:

This territory situate on l'Ile d'Alma, in the township De l'Ile, includes, according to the official cadastre of the said Ile d'Alma, of the said township, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, within the following limits, to wit:

Starting from the point of intersection of the dividing line of lots 14-B and 15-A, Range I, of l'Ile d'Alma, township De l'Ile, and the north bank of the Petite Décharge river; thence passing successively the following lines and demarcations: the dividing line of lots 14-B and 15-A; the dividing line of Ranges I and II (1 and 2) of l'Ile d'Alma, township of De l'Ile along the whole with of lots 14-B and 14-A, 13-B, 13-A, 12, 11 and 10-A of Range I of l'Ile d'Alma, township De l'Ile; the dividing line of lots 9-B and 10-A of Range I of l'Ile d'Alma, township De l'Ile as far as the north bank of the Petite Décharge river; the north bank of the Petite Décharge river along the width of lots 10-A, 11, 12, 13-A, 13-B, 14-A and 14-B of Range I of l'Ile d'Alma, township De l'Ile, as far as the dividing line of

lots Nos 15-A et 14-B du rang I susdit, point de départ.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34721-o O. J. DESAULNIERS.

N° 847-50.

Québec, le 28 avril 1953.

Demande est faite que le territoire de la Ville de Roxboro, dans le comté de Jacques-Cartier, soit formé en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, qui sera connue et désignée sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Roxboro", comté de Jacques-Cartier.

Son territoire fait actuellement partie de trois municipalité scolaires, c'est-à-dire: Ste-Geneviève, N° 3, Côte St-Rémi de Ste-Geneviève, N° 4, et Ste-Geneviève, N° 7, dans le comté de Jacques-Cartier.

a) Le territoire devant être détaché de la municipalité scolaire de Ste-Geneviève, N°3, est décrit comme suit, savoir:

1° Les lots originaires N° 42 — 48, 49, 311 de la Paroisse de Ste-Geneviève;

2° Les lots originaires Nos: 43, 44, 45 de la Paroisse de Ste-Geneviève (maintenant connus suivant les plans déposés au Ministère des Terres et Forêts, le 5 avril 1945, comme étant les lots N° 184 à 352 inclusivement et partie de 353 du lot originaire 325 de la Paroisse de Ste-Geneviève.)

b) Le territoire devant être détaché de la municipalité scolaire de Côte St-Rémi de Ste-Geneviève, N° 4, est décrit comme suit, savoir:

1° La subdivision N°1 du lot originaire N° 291 (291-1) de la Paroisse de Ste-Geneviève;

2° Le lot originaire N° 292 de la Paroisse de Ste-Geneviève à déduire cependant la subdivision N° 44 du lot originaire 292 de la Paroisse de Ste-Geneviève;

3° Le lot originaire N° 293 de la Paroisse de Ste-Geneviève, à déduire cependant la subdivision N° 43 du lot originaire N° 293 de la Paroisse de Ste Geneviève.

c) Le territoire devant être détaché de la municipalité scolaire de Ste-Geneviève N°7 et décrit comme suit, savoir:

1° Le lot N° 62 du lot originaire N° 36 (36/62) du cadastre de la Paroisse de Ste-Geneviève;

2° La subdivision N° 63 du lot originaire N° 36 du cadastre de la Paroisse de Ste-Geneviève, maintenant connu et désigné suivant les plans déposés au Ministère des Terres et Forêts, le 14 novembre 1945, comme étant les subdivisions N° 1 à 76 inclusivement du N° 63 du lot originaire N° 36 (36/63) — 1 à 36 — 63 — 76 inclusivement;

3° Partie non-subdivisée du lot originaire N° 36 de forme triangulaire ayant front sur le Boul. Lalande et borné au sud par le lot N° 42 du cadastre 292 de la Paroisse de Ste-Geneviève; à l'ouest par la subdivision N° 75 du lot N° 63 du cadastre originaire N° 36 de la Paroisse de Ste-Geneviève, ayant une superficie de 3,365 pieds carrés;

4° Le lot originaire N°41 de la Paroisse de Ste-Geneviève;

5° Les lots originaires N° 38, 39 et 40 de la Paroisse de Ste-Geneviève maintenant connus et désignés suivant les plans déposés au Ministère des Terres et Forêts, le 5 avril 1945, comme étant les lots N° 1 à 183 inclusivement du cadastre 325 et les lots 354, 355, 356 du cadastre 325 et partie du lot N° 353 du cadastre 325.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34760-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

lots 15-A and 14-B, Range I, the above mentionned starting point.

This Order in Council will come into effect the first day of July 1953.

O. J. DESAULNIERS,
34721 Superintendent of Education.

No. 847-50.

Quebec, April 28, 1953.

Application is made that the territory of the Town of Roxboro, in the county of Jacques-Cartier, be formed into a separate school municipality, for the Catholic taxpayers only, which shall be known and designated under the name of "The Catholic School Municipality of Roxboro", county of Jacques-Cartier.

This territory is presently part of three school municipalities, that is: Ste-Geneviève, No. 3, Côte St-Rémi de Ste-Geneviève, No. 4, and Ste-Geneviève, No. 7, in the county of Jacques Cartier.

a) The territory to be detached from the school municipality of Ste-Geneviève, No. 3, is described as follows, to wit:

1. Original lots Nos: 42 — 48, 49, 311 of the parish of Ste-Geneviève;

2. The original lots Nos. 43, 44, 45 of the parish of Ste-Geneviève (now known according to the plans filed with the Department of Lands and Forests, on April 5, 1945, as being lots Nos.: 184 to 352 inclusively and part of 353 of the original lot 325 of the parish of Ste-Geneviève.)

b) The territory to be detached from the school municipality of Côte St-Rémi de Ste-Geneviève, No. 4, is described as follows, to wit:

1. Subdivision No. 1 of the original lot No. 291 (291-1) of the parish of Ste-Geneviève;

2. Original lot No. 292 of the parish of Ste-Geneviève, to deduct, however, subdivision No. 44 of the original lot 292 of the parish of Ste-Geneviève;

3. Original lot No. 293 of the parish of Ste-Geneviève, to deduct, however, subdivision No. 43, of the original lot No. 293 of the parish of Ste-Geneviève.

c) The territory to be detached from the school municipality of Ste-Geneviève No. 7 and described as follows, to wit:

1. Lot No. 62 of the original lot No. 36 (36/62) of the cadastre of the parish of Ste-Geneviève;

2. Subdivision No. 63 of original lot No. 36 of the cadastre of the parish of Ste-Geneviève, now known and designated according to the plans filed with the Department of Lands and Forests, on November 14, 1945, as being subdivisions Nos. 1 to 76 inclusively, of No. 63, of original lot No. 36 (36/63) — 1 to 36 — 63 — 76 inclusively;

3. Non subdivided part of original lot No. 36 of triangular form with frontage on Lalande Boulevard and bounded on the south by lot No. 42 of cadastre 292 of the parish of Ste-Geneviève; on the west, by the subdivision No. 75 of lot No. 63 of the original cadastre No. 36 of the parish of Ste-Geneviève, having a superficail area of 3,365 square feet;

4. Original lot No. 41 of the parish of Ste-Geneviève.

5. Original lots Nos. 38, 39 and 40 of the parish of Ste-Geneviève, now known and designated according to the plans filed with the Department of Lands and Forests, on April 5, 1945, as being lots Nos. 1 to 183 inclusively of cadastre 325 and lots 354, 355, 356 of cadastre 325 and part of lot No. 353 of cadastre 325.

O. J. DESAULNIERS,
34760-18-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du village de Bagotville (maintenant ville de Bagotville) division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le lot 366 est ajouté en vertu de l'article 7 chap. 320 des S.R.P.Q. 1941.

Québec, le 23 mars 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

34722-o

AVIS

Cadastre officiel du Village incorporée de l'Assomption (Ville de l'Assomption) division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que le lot 112-4, le 102, une partie des lots 101, 112 et 113 sont annulés et le lot 114 est amendé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 avril 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre, adj.,
J.-E. GUAY.

34722-o

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Laflèche Division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 1-1 à 13-4 du Rang I, les lots 1 à 15 du Rang II, les Blocs 1 à 8, W et X et les Iles 1 à 43 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du code civil.

Québec, le 23 avril 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre-adj.
J.-E. GUAY.

34722-o

AVIS

Cadastre officiel d'une partie du Canton de Moisie division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que le Bloc K (chemin de fer) est ajouté en vertu de la Section II de la loi du Cadastre, S.R.P.Q. 1941, chap. 320.

Québec, le 18 avril 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre-adj.,
J.-E. GUAY,

34722-o

AVIS

Cadastre officiel du Village de Roberval division d'enregistrement de Lac-St-Jean-Ouest.

Avis est par la présente donné que le lot 322 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 10 avril 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre-adj.,
J.-E. GUAY.

34722-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Village of Bagotville (now part of the town of Bagotville) registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lot 366 is added in virtue of Article 7 chap. 320 R.S.P.Q. 1941.

Quebec, March, the 23rd, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BEDARD,
Deputy Minister.

34722-o

NORICE

Official Cadastre of the Incorporated Village of L'Assomption (town of L'Assomption) Registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lot 112-4, lot 102, part of lots 101, 112 and 113 are cancelled and lot 114 si amended in virtue of Article 2174A of the civil code.

Quebec, April the 13th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
Asst.-Deputy Minister.

34722-o

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Lafleche Registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 1-1 to 13-4, of Range I, lots 1 to 15 of Range II, Blocks 1 to 8, W and X, and the Islands 1 to 43, are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April the 23rd, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
Asst. Deputy-Minister.

34722-o

NOTICE

Official Cadastre of part of the township of Moisie registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that Block K (Railway) is added in virtue of Section II Cadastre Act. R.S.P.Q. 1941, chap. 320.

Quebec, April the 18th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
Asst.-Deputy-Minister.

34722-o

NOTICE

Official Cadastre of the Village of Roberval Registration divison of Lake St. John West.

Notice is hereby given that lot 322 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 10th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
Asst.-Deputy-Minister.

34722-o

AVIS

Cadastre officiel du village incorporé de Longueuil (Cité de Longueuil) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 348-570, 348-571, 348-572 et partie du lot 348-569 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 avril 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre-adj.,
J.-E. GUAY.

34722-o

NOTICE

Official Cadastre of the incorporated Village of Longueuil (city of Longueuil) registration divison of Chambly.

Notice is hereby given that lots 348-570, 348-571, 348-572 and part of lots 348-569 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 17th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
Asst.-Deputy-Minister.

34722-o

Voirie

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 5, Québec — Victoriaville — Sherbrooke — Rock Island.

Dans la municipalité du canton de Warwick, comté d'Arthabaska:

Une section de 215 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P-213; une section de 885 pieds au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 277 et P-228.

Québec, le 17 avril 1953.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

34741-o

Roads

NOTICE

The parts of roads hereinafter described will cease for the future, to be maintained by the Department of Roads, as they have become useless for traffic:

Route No. 5, Quebec — Victoriaville — Sherbrooke — Rock Island.

In the municipality of the township of Warwick, county of Arthabaska:

A section of 215 feet east of the new road, on or facing lot No. P-213; a section of 885 feet south-east of the new road, on or facing lots Nos. 277 and P-228.

Quebec, April 17, 1953.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

34741

Liquidation, avis de:

AVIS DE NOMINATION DE LIQUIDATEUR

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de la "Mutuelle des Cuisiniers et Pâtissiers Professionnels", tenue le 8 avril 1953, je soussigné, Gabriel Richard, domiciliée au N° 1407 de la rue Panet, App. 3 à Montréal, district de Montréal, et ayant mon bureau au N° 769 est rue Mont-Royal dans les cité et district de Montréal, ai été nommé liquidateur de ladite société conformément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec.

Toute réclamation contre ladite société devra être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 872 du Code de procédure civile, ce 20ième jour du mois d'avril 1953.

Liquidateur,
GABRIEL RICHARD.

34688-17-2-o

Winding up Notice:

NOTICE OF APPOINTMENT OF LIQUIDATOR

Notice is hereby given that on the 8th of April 1953 at a special general meeting of the members of "Mutuelle des Cuisiniers et Pâtissiers Professionnels", I, the undersigned, Gabriel Richard, domiciled at No. 1407 Panet Street, Apt. 3 in the city and district of Montreal and having an office at No. 769 Mount-Royal Street East in the city and district of Montreal, was appointed liquidator of the affairs of the said society, pursuant to the prvisions of Section 276 of the Quebec Insurance Act.

Any claim against the said society must be sworn to and filed with me within a delay of thirty days from this notice.

Given pursuant to section 872 of the Code of civil procedure, this 8th day of the month of April, 1953.

GABRIEL RICHARD,
Liquidator.

34688-17-2-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commission, to make the following appointment:

Québec, le 12 mars 1953.

M. Antonin Lamarre, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la Reine, domicilié en la cité de Longueuil: nommé à compter du 25 mars 1953, juge de district, avec juridiction dans toute la province, mais particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de dictrict, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de "Magistrat" ou sous celui de "magistrat de district", avec résidence officielle dans la cité de Montréal.

34719-o

Quebec, March 12, 1953.

Mr. Antoine Lamarre, advocate, member of the Bar of the Province, and Queen's Counsel, residing in the city of Longueuil: appointed, as from March 25th, 1953, district judge, with jurisdiction throughout the Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Montreal, and shall act, in the Province, in accordance with Section 21 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as district magistrate, with respect to jutisdiction attributed to district magistrates under the acts by the Parliament of Canada, that the said jurisdictions be attributed to them under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with official residence in the city of Montreal.

34919

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plû à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission, sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning officer, the person whose name follow:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Maisonneuve.....	Groulx, Yvon. (1)	Notaire — Notary	Montréal (4430, rue Orléans)

(1) En remplacement de M. Alphonse LeBouc, démissionnaire.—In place of Mr Alphonse LeBouc, retired

Québec, le 27 avril 1953.

Le Président général des élections,

34719-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, April 27, 1953.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

34719-o Chief Returning-Officer.

Sièges sociaux

DECLARATION DE CHANGEMENT D'ADRESSE DE LA COMPAGNIE "CANADIAN ALPOINT CORPORATION

La compagnie "Canadian Alpoint Corporation" déclare, par les présentes, avoir changé son siège social de l'adresse 400 ouest, rue St-Jacques, Montréal, où elle avait le bureau principal de ses affaires, au numéro 140-148 ouest, de la rue Jean-Talon, à Montréal.

Montréal, le 24 avril 1953.

CANADIAN ALPOINT CORPORATION,

Par l'Ass.-Secrétaire,

34724-o NICOLAS MATEESCU.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Coronation Consolidated Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 20 mars 1953, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à chambre 303, 901 Carré Victoria, Montréal 1.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par le compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 31e jour d'avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,

34725 A. B. CULVER.

Head Offices

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS Re: "CANADIAN ALPOINT CORPORATION"

The Company "Canadian Alpoint Corporation" declare by the present having changed the address of its head office and principal place of business from 400 St. James Street West, Montreal, to 140-148 Jean-Talon Street West, Montreal.

Montreal, April 24th, 1953.

CANADIAN ALPOINT CORPORATION,

Per: NICOLAS MATEESCU,

34724-o Asst. Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that "Coronation Consolidated Mines Limited" (No Personal Liability) incorporated, dated March 20th, 1953, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at Room 303, 901 Victoria Square, Montreal. 1.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 31st day of April, 1953.

A. B. CULVER,

34725-o Secretary-Treasurer.

EXTRAIT DES MINUTES D'UNE ASSEMBLÉE DES DIRECTEURS DE "LAKE BEAUPORT WATER SERVICE CO. LTD." DU 30 MARS 1953.

Sur proposition dûment secondée, il est résolu que le bureau chef de la compagnie soit établi au Lac Beauport dans le district de Québec.

Québec, 20 avril 1953.

certifié vraie copie Le Secrétaire,

34726-o WILBROD BHERER.

EXCERPT OF THE MINUTES OF A MEETING OF THE DIRECTORS OF "LAKE BEAUPORT WATER SERVICE CO. LTD." OF MARCH 30, 1953.

Upon motion duly seconded, it is resolved that the head office of the company be established at Lake Beauport in the district of Quebec.

Quebec, April 20, 1953.

Certified True Copy.

(Seal) WILBROD BHERER,

34726 Secretary.

Avis est, par les présentes, donné que "Laurentian Landscape Limited", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour de janvier 1953, et ayant son siège social dans ville St-Laurent, district de Montréal, a établi son bureau à 89 rue Lebeau.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 23 janvier 1953.

Le Président,

34727 JACQUES BEIQUE.

Notice is hereby given that the "Laurentian Landscape Limited" company incorporated by letters patent on the 15th day of January 1953, and having its head office in the Town of St. Laurent, district of Montreal, has established its office at No. 89 Lebeau street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, January 23rd, 1953.

JACQUES BEIQUE,

34727-o President.

AVIS DE CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL

Avis est donné, par les présentes, que le Lieutenant-gouverneur en conseil, par l'arrêté N° 419, en date du 8 avril 1953, a changé le siège social de la "Compagnie d'assurance La Protection Nationale," de la cité de Montréal à la ville de Magog, comté de Stanstead, à compter du 8 avril 1953, en conformité des dispositions de l'article 93 de la Loi des assurances de Québec.

Donné en la ville de Magog, au siège social de la compagnie, le 20 avril 1953.

Le Secrétaire,

34732-o J. E. DINEL.

NOTICE OF CHANGING OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that by Order in Council No. 419, dated April 8, 1953, the Lieutenant-Governor in Council has changed the location of the head office of "Compagnie d'assurance La Protection Nationale", from the City of Montreal to the town of Magog, county of Stanstead, as from April 8, 1953, in accordance with Section 93 of the Quebec Insurance Act.

Given at the Company's head office, in the town of Magog, April 20, 1953.

J. E. DINEL,

34732 Secretary.

HORTSON (CANADA INC.

Siège Social

Avis est par la présente donné que le siège social de "Hortson (Canada) Inc." qui était situé à 5174 Chemin Côte des Neiges, Montréal, a été déménagé à 2 rue Sherbrooke ouest, dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

Signé à Montréal, P.Q., ce 23 avril 1953.

MARCEL PICHÉ, C.R.,

34733-o Président.

HORTSON (CANADA) INC.

Head Office

Notice is hereby given that the head office of "Hortson (Canada) Inc." which was situated at 5174 Côte des Neiges Road, Montreal, has been moved to 2 Sherbrooke Street, West, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Signed at Montreal, P.Q., this 23rd day of April, 1953.

MARCEL PICHÉ, Q.C.,

34733 President.

AVIS DU CHANGEMENT D'ADRESSE DU BUREAU PRINCIPAL DE "DISTRICT FINANCE CORPORATION LIMITED"

Avis est donné que la compagnie "District Finance Corporation Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 janvier 1953, où elle avait son bureau principal jusqu'aujourd'hui, en la Cité et le District de Montréal, l'a transporté à 89 ouest de la rue King, en la Cité de Sherbrooke, dans le District de St-François.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10e jour de février 1953.

DISTRICT FINANCE CORPORATION LIMITED,

(Sceau) Par le Vice-Président,

34740-o NORMAN C. DENYS.

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS OF THE HEAD OFFICE OF "DISTRICT FINANCE CORPORATION LIMITED"

Notice is hereby given that "District Finance Corporation Limited", a company incorporated by letters patent dated January 21, 1953, whose head office was, up to date, located in the city and district of Montreal, has transferred said office to 89 King Street, West, in the city of Sherbrooke, district of St. Francis.

As from the date of this notice, the said office is considered by the company as being its principal place of business.

Given at Montreal, this 10th day of February 1953.

DISTRICT FINANCE CORPORATION LIMITED,

(Seal) Per: NORMAN C. DENYS,

34740 Vice-President,

ELECTRO-REAGENTS (QUEBEC) LIMITED

Règlement spécial "A"

Un réglement pour changer la situation du siège social de la compagnie.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial "A" de la compagnie "Electro-Reagents (Quebec) Limited" ce qui suit:

Le règlement numéro 16 des règlements de la compagnie se lisant comme suit:

16° La principale place d'affaires ou le siège social de la compagnie sera situé en la cité de Montréal, P.Q.

Est, par les présentes, révoqué et remplacé par le suivant:

16° La principale place d'affaires ou le siège social de la compagnie sera situé à Melocheville, dans le district de Beauharnois, P.Q.

Passé et décrété ce 18ème jour d'avril 1953.

Le Président,
(Sceau) R. J. JOWSEY.
Le Secrétaire,
34748 H B. CLEARIHUE.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que "Wisintainer Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de Québec, en date du 4 mars 1953, a établi son bureau principal au Numéro 908, Boulevard St-Laurent, en la Cité de Montréal.

Montréal, ce 11 avril 1953.

WISINTAINER INC.
Par le Secrétaire,
34763 ARTHUR JETTÉ.

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Avis est donné que la compagnie "La Ligue de Base-ball Laurentides Indépendante Amateur Senior", constituée en corporation suivant la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 29 avril 1952 et ayant son bureau principal dans la cité de St-Jérôme a établi son bureau au numéro 466 de la rue St-Georges en la cité de St-Jérôme.

A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Jérôme, ce 10ième jour de juin 1952.

Le Président,
34764-o ALF. A. CHERRIER,

AVIS

TOR AMERICAN OILS LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Tor American Oils Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec en date du 15e jour d'août 1950 et ayant son siège social à chambre 704, 1520 rue Mountain, Montréal, P.Q., (où son bureau était situé jusqu'à ce jour) l'a transporté à chambre 420, édifice Castle, 1410 rue Stanley, Montréal, P.Q.

Montréal, le 13 avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
34673-x H. L. LAMB.

ELECTRO-REAGENTS (QUEBEC) LIMITED

Special By-law "A"

A By-law to Change the Company's Head Office.

Be it enacted and it is hereby enacted as Special By-law "A" of "Electro-Reagents (Quebec) Limited" as follows:

By-law Number 16 of the Company's by-laws reading as follows:

16. The principal place of business or head office of the Company will be situated at the City of Montreal, P.Q.

Is hereby repealed and replaced by the following:

16. The principal place of business or head office of the Company will be situated at Melocheville, in the District of Beauharnois, P.Q.

Passed and enacted this 18th day of April, 1953.

R. J. JOWSEY,
(Seal) President.
H. B. CLEAIHUE,
34748-o Secretary.

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Wisintainer Inc.", incorporated by Quebec letters patent, dated March 4, 1953, has established its head office at Number 908, St. Lawrence Boulevard, in the City of Montreal.

Montreal, this April 11, 1953.

WISINTAINER INC.
Per: ARTHUR JETTÉ,
34763 Secretary.

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Notice is hereby given that the company "La Ligue de Base-ball Laurentides Indépendante Amateur Senior", incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act, dated April 24, 1952, and having its head office in the city of St. Jérôme, has established its office at number 466 St. George Street, in the city of St. Jérôme.

As from the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St. Jérôme, this 10th day of June 1952.

ALF. A. CHERRIER,
34764 President.

NOTICE

TOR AMERICAN OILS LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "The American Oils Limited" (No Personal Liability) incorporated by Letters Patent under the Quebec Mining Companies Act on the 15th day of August, 1950 and having its head office at Room 704, 1520 Mountain Street, Montreal, P.Q., (where its office was situated up to today) has moved to Room 420, Castle Building, 1410 Stanley Street, Montreal, P.Q.

Montreal, April 13th, 1953.

H. L. LAMB,
34673-x-o Secretary-Treasurer.

Soumissions

AVIS RELATIF À LA VENTE

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
$3,651,000.00 – Obligations en série 4%-4¼-4½

Avis est par les présentes donné que des soumissions sous enveloppe scellée, portant l'indication "Soumissions pour Obligations", adressées à la Commision Métropolitaine de Montréal, seront reçues par cette dernière à son bureau, 10, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, jusqu'à dix heures de l'avant midi le 20 mai 1953, pour l'achat de $3,651,000.00 d'obligations en série que ladite Commission se propose d'émettre.

Les obligations seront datées du 1er mai 1953, seront émises en coupures de $100.00 chacune, ou tout multiple de cette somme au choix de l'acheteur avec coupons d'intérêt payables le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, pourront être enregistrées quant au principal et seront remboursables comme suit:

Novembre 1953.	$
Novembre 1954.	226,000.00
Novembre 1955.	235,000.00
Novembre 1956.	247,000.00
Novembre 1957.	239,000.00
Novembre 1958.	188,000.00
Novembre 1959.	197,000.00
Novembre 1960.	206,000.00
Novembre 1961.	217,000.00
No embre 1962.	204,000.00
Novembre 1963.	157,000.00
Novembre 1964.	162,000.00
Novembre 1965.	171,000.00
Novembre 1966.	179,000.00
Novembre 1967.	154,000.00
Novembre 1968.	60,000.00
Novembre 1969.	63,000.00
Novembre 1970.	66,000.00
Novembre 1971.	69,000.00
Novembre 1972.	611,000.00
Total	$3,651,000.00

Les obligations porteront intérêt, celles échéant le 1er novembre des années 1954 à 1960 inclusivement au taux de 4% l'an, celles échéant le 1er novembre des années 1961 à 1965 inclusivement au taux de 4¼% l'an et celles échéant le 1er novembre des années 1966 à 1972 inclusivement au taux de 4½% l'an.

Les obligations pourront être rachetées avant échéance en tout ou en partie à leur valeur nominale et l'intérêt couru à toute date d'échéance d'intérêt, mais après le 1er novembre 1960 seulement.

Le principal et l'intérêt seront payables en monnaie légale du Canada, au buerau principal de la Banque de Montréal, de la Banque Royale du Canada, de la Banque Canadienne Nationale ou de la Banque Provinciale de Canada, dans les cités de Montréal, Québec ou Toronto au choix du porteur

Toute soumission devra être pour l'émission totale.

Le prix offert devra comprendre l'intérêt accru au taux stipulé, depuis le 1er mai 1953, à la date de la livraison des obligations contre paiement.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque visé sur une banque à charte faisant affaires à Montréal, égal à 1% du montant en principal du présent emprunt.

Tenders

NOTICE OF SALE

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION
$3,651,000.00 – Serial debentures 4%-4¼%-4½

Notice is hereby given that sealed "Tenders for Bonds", addressed to the Metropolitan Commission shall be received by the latter at its office, 10 St. James Street West, Montreal, until May 20th 1953 at 10 o'clock in the forenoon, for the purchase of $3,651,000.00 of serial bonds to be issued by the said Commission.

The bonds shall be issued in denominations of $100.00 each or any multiple of this amount at the choice of the purchaser, with interest coupons payable on the first of May and the first of November of each year, may be registered as to principal, shall be dated May first 1953 and shall mature as follows:

November 1953.	$
November 1954.	226,000.00
November 1955.	235,000.00
November 1956.	247,000.00
November 1957.	239,000.00
November 1958.	188,000.00
November 1959.	197,000.00
November 1960.	206,000.00
November 1961.	217,000.00
November 1962.	204,000.00
November 1963.	157,000.00
November 1964.	162,000.00
November 1965.	171,000.00
November 1966.	179,000.00
November 1967.	154,000.00
November 1968.	60,000.00
November 1969.	63,000.00
November 1970.	66,000.00
November 1971.	69,000.00
November 1972.	611,000.00
Total	$3,651,000.00

The bons will bear interest, those maturing on the first of November of the years 1954 to 1960 inclusive at the rate of 4% per annum, those maturing on the first of November of the years to 1961 to 1965 inclusive at the rate of 4¼% per annum and those maturing on the first of November of the years 1966 to 1972 inclusive at the rate of 4½% per annum.

The bonds may be redeemed before their maturity in whole or in part at their nominal value and accrued interest at any interest maturity date but after November first 1960 only.

The principal and the interest shall be payable in lawful money of Canada at the principal office of Bank of Montreal, Royal Bank of Canada, Canadian National Bank or Provincial Bank of Canada in the cities of Montreal, Quebec and Toronto at the holder's option.

All tenders must be for total amount of the issue.

The price offered must include the accrued interest at the rate stipulated from the first of May 1953 to the date of the delivery of the bonds against payment.

Each tender must be accompanied by a cheque drawn on a chartered bank doing business in Montreal and certified by it, equal to 1% of the principal amount of the present loan.

Le chèque déposé par un soumissionnaire dont l'offre aura été rejetée lui sera remis sans retard, et le chèque de celui dont l'offre aura été acceptée sera retenu par la Commission et appliqué en paiement partiel du prix d'achat des obligations, ou servira à garantir la Commission pour tout dommage au cas où ce soumissionnaire ne donnerait pas suite à son offre.

La Commission n'est pas obligée d'accepter aucune des soumissions.

Toute soumission devra être faite sur des formules fournies par la Commission, que toute personne qui désire soumissionner pourra se procurer au bureau de la Commission, 10, rue Saint-Jacques ouest, Montréal.

Tout soumissionnaire pourra aussi se procurer au bureau de la Commission le prospectus et obtenir tous autres renseignements dont il pourra avoir besoin.

Les municipalités auxquelles s'étend l'action de la Commission, savoir: les cités de Westmount, Outremont, Verdun, Lachine et Saint-Michel, et les Villes de Montréal-Ouest, Hampstead, LaSalle, Saint-Pierre, Saint-Laurent, Mont-Royal, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles et Montréal-Nord y compris la Cité de Montréal, sont conjointement et solidairement responsables du présent emprunt.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la Commission Métropolitaine qui aura lieu le 20 mai 1953 à 10 heures de l'avant-midi, au bureau de cette dernière, 10, rue Saint-Jacques ouest, Montréal.

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL.
(Signé) Le Secrétaire-trésorier,
34768-o E. BRISEBOIS.

The cheque deposited by the tenderers whose tenders have been rejected shall be returned to them without delay, and that of the successful tenderer will be retained by the Commission to be applied in part payment of the purchase price of the bonds or to secure the Commission against any loss resulting from the failure of the tenderer to comply with the terms of his tender.

The Commission does not bind itself to accept any of the tenders.

Each tender must be made on forms furnished by the Commission. Such forms may be obtained at the office of the Commission, 10 St. James Street W., Montreal. The prospectus and any other detail concerning the present issue may also be obtained at the office of the Commission.

The municipalities subject to the control of the Commission that is: the cities of Westmount, Outremont, Verdun, Lachine and Saint Michel, and the towns of Montreal West, Hampstead, Lasalle, St. Pierre, St. Laurent, Mount Royal, Montreal East, Pointe aux Trembles and Montreal North, including the city of Montreal, are jointly and severally responsible for the present loan.

The tenders shall be opened at a public meeting of the Commission to be held on Wednesday May 20th 1953, at 10 o'clock in the forenoon at the office of the Commission, 10 St. James Street West, Montreal.

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION
(signed) E. BRISEBOIS,
34768-o Secretary-treasurer.

Province de Québec

VILLE DE MÉGANTIC
(Comté de Frontenac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H. Fecteau, greffier, Hôtel de Ville, B.P. 1051, Lac Mégantic, comté de Frontenac, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 19 mai 1953, pour l'achat de $500,000, d'obligations de la ville de Mégantic, comté de Frontenac, datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suifant.

Tableau d'amortissement — $500,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er juin 1954	$15,000.00
1er juin 1955	16,000.00
1er juin 1956	16,500.00
1er juin 1957	17,500.00
1er juin 1958	18,500.00
1er juin 1959	19,500.00
1er juin 1960	20,000.00
1er juin 1961	21,500.00
1er juin 1962	22,500.00
1er juin 1963	23,500.00
1er juin 1964	24,500.00
1er juin 1965	26,000.00
1er juin 1966	27,000.00
1er juin 1967	28,500.00
1er juin 1968	30,000.00
1er juin 1969	31,500.00

Province of Quebec

TOWN OF MÉGANTIC
(County of Frontenac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned H. Fecteau, Town Hall, P.O.B. 1051, Lake Megantic, county of Frontenac, until 8 o'clock p.m., Tuesday, May 19, 1953, for the purchase of an issue of $500,000 of bonds of the town of Megantic County of Frontenac dated June 1st, 1953 and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $500,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st, 1954	$15,000.00
June 1st, 1955	16,000.00
June 1st, 1956	16,500.00
June 1st, 1957	17,500.00
June 1st, 1958	18,500.00
June 1st, 1959	19,500.00
June 1st, 1960	20,000.00
June 1st, 1961	21,500.00
June 1st, 1962	22,500.00
June 1st, 1963	23,500.00
June 1st, 1964	24,500.00
June 1st, 1965	26,000.00
June 1st, 1966	27,000.00
June 1st, 1967	28,500.00
June 1st, 1968	30,000.00
June 1st, 1969	31,500.00

1er juin 1970	33,000.00
1er juin 1971	34,500.00
1er juin 1972	36,500.00
1er juin 1973	38,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mégantic, Cté Frontenac.

Le capital et les intérêts sont payables au bureau principal d'une banque à charte à Montréal, à Québec ou à Mégantic, comté de Frontenac.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mai 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Mégantic, comté de Frontenac.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mégantic, (Comté de Frontenac), ce 27 avril 1953.

Le Greffier,
H. FECTEAU,

Hôtel de Ville, B. P. 1051,
Lac Mégantic, (Frontenac),
P.Q. 34755-o

June 1st, 1970	33,000.00
June 1st, 1971	34,500.00
June 1st, 1972	36,500.00
June 1st, 1973	38,000.00

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Megantic, Cty. Frontenac.

Capital and interest are payable at the main office of a chartered bank at Montreal, Quebec or at Megantic, county of Frontenac.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be receemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial reemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday May 19, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Megantic, county of Frontenac.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Megantic, (County of Frontenac), April 27, 1953.

H. FECTEAU,
Clerk,

Town Hall, P.O.B. 1051,
Lake Megantic, (Frontenac),
P. Q. 34755

Province de Québec

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité du village de Rigaud (Comté de Vaudreuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné, J. Déom, secrétaire-trésorier, B.P. 320, Rigaud, comté de Vaudreuil, jusqu'à 8 heures 30, p.m., mardi, le 19 mai 1953, pour l'achat de $200,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rigaud, Cté Vaudreuil, datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½%, par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $200,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1954	x$18,000.00
1er juin 1955	x 18,500.00
1er juin 1956	x 19,000.00
1er juin 1957	x 20,000.00
1er juin 1958	x 21,000.00
1er juin 1959	x 21,500.00
1er juin 1960	x 22,500.00
1er juin 1961	3,500.00
1er juin 1962	3,500.00
1er juin 1963	4,000.00
1er juin 1964	4,000.00
1er juin 1965	4,000.00
1er juin 1966	4,500.00

Province of Quebec

The School Commissioners of the Municipality of the village of Rigaud (County of Vaudreuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J. Deom, Secretary-treasurer, P.B., 320, Rigaud, county of Vaudreuil, until 8.30 o'clock P.M., Tuesday, May 19, 1953, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the village of Rigaud, Cty, Vaudreuil, dated June 1st, 1953 and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not inferior to 3% nor superior to 4½% per annum, payable semi-annually on the 1st of June and the 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $200,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st. 1954	x$18,000.00
June 1st. 1955	x 18,500.00
June 1st. 1956	x 19,000.00
June 1st. 1957	x 20,000.00
June 1st. 1958	x 21,000.00
June 1st. 1959	x 21,500.00
June 1st. 1960	x 22,500.00
June 1st. 1961	3,500.00
June 1st. 1962	3,500.00
June 1st. 1963	4,000.00
June 1st. 1964	4,000.00
June 1st. 1965	4,000.00
June 1st. 1966	4,500.00

1er juin 1967	4,500.00
1er juin 1968	4,500.00
1er juin 1969	5,000.00
1er juin 1970	5,000.00
1er juin 1971	5,500.00
1er juin 1972	5,500.00
1er juin 1973	6,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $139,306.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de $19,900.98 en 1954, et six versements de $19,900.92 chacun, de 1955 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rigaud, comté de Vaudreuil.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Rigaud, comté de Vaudreuil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnés d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles, qui sera tenue mardi, le 19 mai 1953, à 8 heures 30, p.m., au lieu ordinaire des sessions.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rigaud, (Comté de Vaudreuil), ce 24 avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J. DÉOM.

B.P. 320, Rigaud,
(Comté Vaudreuil), P.Q. 34728-o

June 1st 1967	4,500.00
June 1st, 1968	4,500.00
June 1st. 1969	5,000.00
June 1st, 1970	5,000.00
June 1st. 1971	5,500.00
June 1st. 1972	5,500.00
June 1st. 1973	6,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $139,306.50 granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment of $19,900.98 in 1954, and six instalments of $19,900.92, each from 1955 to 1960, inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rigaud, county of Vaudreuil.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Rigaud, county of Vaudreuil.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, et par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday the nineteenth day of the month of May 1953, at 8.30 o'clock P.M., at the place where meetings are held usually.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rigaud, (County of Vaudreuil), this 24th of April 1953.

J. DÉOM,
Secretary-Treasurer.

P.B. 320, Rigaud,
(Cty. Vaudreuil) P.Q. 74728

Province de Québec

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN
(Comté de Montréal-Verdun)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions" pour obligations" seront reçues par le soussigné, Paul Roy, secrétaire-trésorier, 3,500 rue Wellington, Verdun, P. Q. jusqu'à 8 heures 30, p.m., mercredi, le 20 mai 1953, pour l'achat de $560,000.00 d'obligations de la Commission des écoles catholiques de Verdun, comté de Montréal-Verdun, datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $560,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er juin 1954	x $23,000.00
1er juin 1955	x 24,000.00

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF VERDUN
County of Montreal-Verdun)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Paul Roy, secretary-treasurer, 3,500 Wellington Street, Verdun, P. Q., until 8.30 o'clock p.m., Wednesday, May 20, 1953, for the purchase of an issue of $560,000 of bonds of the Catholic School Commission of Verdun, county of Montreal-Verdun, dated June, 1st, 1953 and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $560,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
June 1st, 1954	x $23,000.00
June 1st, 1955	x 24,000.00

1er juin 1956	x	25,500.00
1er juin 1957	x	26,500.00
1er juin 1958	x	27,500.00
1er juin 1959	x	29,000.00
1er juin 1960	x	30,000.00
1er juin 1961	x	31,500.00
1er juin 1962	x	33,000.00
1er juin 1963	x	34,500.00
1er juin 1964	x	36,000.00
1er juin 1965	x	37,500.00
1er juin 1966	x	40,000.00
1er juin 1967		20,000.00
1er juin 1968		21,000.00
1er juin 1969		22,000.00
1er juin 1970		23,000.00
1er juin 1971		24,000.00
1er juin 1972		25,500.00
1er juin 1973		26,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $269,100, accordé par le Secrétaire de la province et payable en treize versements de $20,700 chacun, de 1954 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu par chèque visé, payable au pair à Verdun.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la Commission des écoles catholiques de Verdun qui sera tenue mercredi, le 20 mai 1953, à 8 heures 30, p.m., à 3,500 rue Wellington, Verdun.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Verdun, (Comté de Montréal-Verdun), ce 27 avril 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL ROY,

3,500 rue Wellington,
Verdun, P. Q. 34739-o

June 1st, 1956	x	25,500.00
June 1st, 1957	x	26,500.00
June 1st, 1958	x	27,500.00
June 1st, 1959	x	29,000.00
June 1st, 1960	x	30,000.00
June 1st, 1961	x	31,500.00
June 1st, 1962	x	33,000.00
June 1st, 1963	x	34,500.00
June 1st, 1964	x	36,000.00
June 1st, 1965	x	37,500.00
June 1st, 1966	x	40,000.00
June 1st, 1967		20,000.00
June 1st, 1968		21,000.00
June 1st, 1969		22,000.00
June 1st, 1970		23,000.00
June 1st, 1971		24,000.00
June 1st, 1972		25,500.00
June 1st, 1973		26,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $269,100, granted by the Provincial Secretary and payable in thirteen instalments of $20,700 each, from 1954 to 1966 inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Verdun.

Capital and interest are payable at all branches of any chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Catholic School Commission of Verdun to be held on Wednesday, May 20, 1953 at 8.30 o'clock p.m., at 3,500 Wellington Street, Verdun.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Verdun, (County of Montreal-Verdun), April 27, 1953.

PAUL ROY,
Secretary-Treasurer,

3,500 Wellington Street,
Verdun, P. Q. 34739

Ministère des Finances

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que "La Caisse de Retraite du Clergé", constituée en corporation par la loi 14 Georges VI, chapitre 155 et enregistrée sous le numéro 538, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement 972 qui l'autorise à compter du 26 novembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs au genre d'assurance suivant: Rentes viagères.

Le siège social de la compagnie est situé à 308 est, rue Ste-Catherine, Montréal, province de Québec.

Department of Finance

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "La Caisse de Retraite du Clergé", incorporated by the Act 14 George VI, Chapter 155 and registered under number 538, has obtained the license and certificate of registration number 972 authorizing it, as from the 26th November 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following class: Pension Fund.

The head office of the company is situate at 308 Ste. Catherine Street East, Montreal, Province of Quebec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 avril 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province
GEARGES LAFRANCE,
34679-17-2-o Surintendant des assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "Jefferson Insurance Company of New Yord", enregistrée sous le numéro 537, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 971 qui l'autorise, à compter du 10 mars 1953, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nmomé monsieur Douglas McRae, 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, département des finances, le 17 avril 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
34679-17-2-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th of April 1953.

For the Minister of Finance of the Province
GEORGES LAFRANCE,
34679-17-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Jefferson Insurance Company of New York", registered under number 537, has obtained the license and certificate of registration number 971 authorizing it, as from the 10th of March 1953, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situate at New York, State of New Yord, United States of America.

The company has appointed Mr. Douglas McRae, 215 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 17th of April 1953.

For the Minister of Finnnce of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
34679-17-2-o Superintendent of Insurance.

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, N° 403-B. Dans l'affaire de la faillite de Louis-Georges Desmeules, ouvrier, St-Nazaire, Comté de Chicoutimi, débiteur, et Charles P. Dumas, Syndic de la cité et du distri ct de Montréal, Syndic-Requérant.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de Gagné & Martin, Régistraire, rendu en date du 25 avril 1953, sera vendu par encan public à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Nazaire, Comté de Chicoutimi, le MERCREDI, TROISIÈME jour de JUIN 1953, à TROIS heures de l'après-midi, l'immeuble, suivant, savoir:

"Un terrain faisant partie du lot numéro vingt-six (26) du rang cinq (5) du cadastre officiel du canton Taché, comté de Chicoutimi, mesurant soixante (60) pieds de largeur le long de la route sur quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, borné vers le nord et l'est au reste du terrain de Almas Bouchard et au sud à Elzéar Tremblay et à l'ouest à la route telle qu'élargie actuelle-allant du rang cinq au rang six, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances."

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente sera fait en vertu de l'article 55 de la Loi de Faillite et conformément aux articles 716-719 du C.P.C. et équivaudra à une vente au shérif.

Montréal, Québec, le 28 avril 1953.

CHARLES P. DUMAS,
Syndic,

Bureau de:
The Canadian Credit Men's Trust Association Limited.,
760 Carré Victoria,
Montréal, Qué. 34752-18-2-o

Sales — Bakrupcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, (In bankruptcy) No. 403-B. In the matter of: Louis-Georges Desmeules, labourer, St. Nazaire, County of Chicoutimi, Debtor, and Charles P. Dumas, Trustee of the city and district of Montreal, Trustee-petitioner.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Gagne & Martin, Registrar, rendered under date of April 25th 1953, will be sold by public auction, at the parochi al church door of St. Nazaire, County of Chicoutimi, on WEDNESDAY, the THIRD of JUNE 1953, at THREE o'clock in the afternoon, the immovable hereinafter designated:

An emplacement forming part of lot number twenty-six (26) of range five (5) of the official cadastre of canton Taché, County of Chicoutimi, measuring sixty (60) feet wide along the road by eighty-eight (88) feet depth bounded to the north and east to the balance of the lot of Almas Bouchard and to the south to Elzear Tremblay and to the west to the road actually widened running from range 5 to range 6 with building thereon erected, circumstances and appurtenances."

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immovable.

This sale will be made in virtue of article 55 of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716-719 of the C.P.C. and this sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, Quebec, April 28th, 1953.

CHARLES P. DUMAS,
Trustee.

Office of:
The Canadian Credit Men's Trust Association Limited.,
760 Victoria Square,
Montreal, Que. 34752-18-2-o

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, dans la Cour Supérieure, (En faillite), No. 404-B. Dans l'affaire de: Elzéar Tremblay, ouvrier, St-Nazaire, Comté de Chicoutimi, Débiteur, et Charles P. Dumas, Syndic de la cité et du district de Montréal, Syndic-Requérant.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de Gagné & Martin, Régistraire, rendu en date du 25 avril 1953, sera vendu par encan public à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Nazaire, Comté de Chicoutimi, MERCREDI, TROISIÈME jour de JUIN 1953, à TROIS heures de l'après-midi, l'immeuble suivant, savoir:

Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taché, comme formant partie du lot numéro vingt-six (ptie No. 26) dans le rang cinq (Rg. V) du dit canton, lequel terrain mesure soixante-et-dix pieds (70) de largeur en front avec le chemin public, du Nord au Sud, sur quatre-vingt-dix pieds (90) de profondeur de l'Est à l'Ouest, et est borné vers l'Ouest par la route régionale, vers le Nord par le terrain de Louis-Georges Desmeules, étant une partie résiduelle du dit lot numéro vingt-six, vers l'Est par une autre partie résiduelle du dit lot numéro vingt six, propriété de M. Almas Bouchard et vers le Sud par le terrain de Dame Veuve Marcel Fisette, étant également une autre partie résiduelle du dit lot numéro vingt-six; avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 55 de la Loi de Faillite et conformément aux articles 716-719 du C.P.C. et équivaudra à une vente au shérif.

Montréal, Québec, le 28 avril 1953.

CHARLES P. DUMAS,
Syndic.

Bureau de:
The Canadian Credit Men's Trust Association Limited.,
760 Carré Victoria,
Montréal, Qué. 34753-18-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, (In bankruptcy), No. 404-B. In the matter of: Elzear Tremblay, labourer, St. Nazaire, County of Chicoutimi, Debtor, and Charles P. Dumas, Trustee of the city and district of Montreal, Trustee-petitioner.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Gagné & Martin, Registrar, rendered under date of April 25th 1953, will be sold by public auction, at the parochial church door of St. Nazaire, County of Chicoutimi, on WEDNESDAY, the THIRD of JUNE 1953, at THREE o'clock in the afternoon, the immoveable hereinafter designated:

A piece of land or emplacement known and designated on the official plan and book of reference, of the cadastre of canton Taché, County of Chicoutimi, as forming part of lot twenty-six (26) of range five (5) of the said canton which lot measures seventy feet (70) wide fronting with the public road from North to South by ninety feet (90) in depth from East to West and is bounded to the West by the country road, to the North by the land of Louis-Georges DesMeules being a residual part of the said lot number twenty-six, to the East by another residual part of the said lot twenty-six, property of Mr. Almas Bouchard and to the South by the land of Dame Veuve Marcel Fisette, being also another residual part of the said lot twenty-six with building thereon erected, circumstances and appurtenances.

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immoveable.

This sale will be made in virtue of article 55 of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716-719 of the C.P.C. and this sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, Quebec, April 28th 1953.

CHARLES P. DUMAS,
Trustee.

Office of:
The Canadian Credit Men's Trust Association Limited.,
760 Victoria Square,
Montreal, Que. 34753-18-2-o

Ventes par licitations

Canada, Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, N° 10,857. François L. Millette, demandeur; vs Donalda Millette *et al*, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Sherbrooke dans le district de St-François, le 17ième jour d'avril 1953, dans cette cause ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit; savoir:

"Les lots N° 864, 865, 866, 877, 878, et 879 au plan officiel de la Ville de Magog, sans bâtisses dessus";

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI 1953, à DEUX heures de l'après-midi, devant le Protonotaire de la Cour Supérieure, dans la salle d'audience du palais de Justice de Magog, sujet aux

Sales by Licitations

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, in the Superior Court, No. 10,857 François L. Millette, plaintiff vs Donalda Millette *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of judgment of the Superior Court, sitting at Sherbrooke, in the district of St. Francis, on the 17th of April, 1953, in this case ordering the licitation of certain immoveables designated as follows:

"The lots No. 864, 865, 866, 877, 878, and 879 cadastral plan of the town of Magog, without buildings thereon";

The said immoveables shall be put to auction and adjuged to the highest and last bidder on the TWENTY-NINTH day of MAY 1953, at TWO o'clock in the afternoon, before the Prothonotary of the Superior Court, in the Court Room of the Court House of Magog,

charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges dépose au greffe du Protonotaire de ladite Cour.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées au plus tard, le 12ème jour avant la date de la licitation, et les oppositions afin de conserver dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de déchéance.

Sherbrooke, le 18 avril 1953.

Le Procureur du demandeur,
34682-17-2-o YVES FOREST.

Canada, Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 7494. Elphège Ducharme, fils, demandeur vs Claude Perras et al, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe, le vingt-unième jour d'Octobre 1952, dans une cause dans laquelle Elphège Ducharme, fils, domicilié à 2158 rue Nicolet, en la cité de Montréal, district de Montréal, co-héritier de feu Elphège Ducharme, père, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un immeuble étant les lots numéros cent cinquante-neuf et cent soixante (159 & 160) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Paul d'Abbotsford, avec bâtisses; à distraire cependant cette partie vendue à The Montreal and Southern Railway Company pour le passage d'un chemin de fer;

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le TRENTIÈME jour de MAI 1953, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de St-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du pronotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le 22 avril 1953.

Le Procureur du demandeur,
34743-18-2-o PAUL EMILE BRAZEAU,

subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to the sale, should there by any, should be filed, at the latest, on the 12th day before the date of the licitation, and any opposition must be filed within six days following the adjudication, under pain of forfaiture.

Sherbrooke, April 18, 1953.

YVES FOREST,
34682-17-2-o Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of St. Hyacinthe, Superior Court, No. 7494. Elphège Ducharme, Son, plaintiff, vs Claude Perras et al, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St. Hyacinthe, in the district of St. Hyacinthe, the twenty-first day of October, 1952, in a case in which Elphège Ducharme, Son, domiciled at 2158 Nicolet Street, in the city of Montreal, district of Montreal, co-heir of the late Elphège Ducharme, father, is plaintiff, ordering the licitation or certain immoveables described as follows, to wit:

"An immoveable being lots nombered one hundred and fifty-nine and one hundred and sixty (159 & 160) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Paul d'Abbotsford, with buildings; to subtract, however, that part sold to The Montreal and Southern Railway Company for the passage of a railway";

The immoveable designated above shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of MAY, 1953, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of St. Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court: and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed at the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file their oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

April 22, 1953.

PAUL EMILE BRAZEAU,
34743-18-2 Attorney for the plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Beauharnois.

Cour Supérieure, N° 1041. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, district de Québec, requérant, vs NELSON BASKIN, de

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, No. 1041. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office at Quebec, district of Quebec, petitioner, vs NELSON BASKIN, of Hemming-

Hemmingford, district de Beauharnois, R.R. No.-3, comté de Huntingdon, Intimé. Saisie comme appartenant au dit intimé:

Une terre sise et située dans le canton de Hemmingford, comté de Huntingdon, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Hemmingford comme étant le lot numéro cinquante-cinq A (N° 55A) du deuxième rang des terrains octroyés, contenant cent-six acres et vingt perches en superficie, moins, cependant, une petite lisière de terrain mesurant soixante pieds par cent-douze pieds détachée du coin sud-ouest dudit lot et étant un cimetière privé. Avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St. Romain de Hemmingford, comté de Huntingdon, district de Beauharnois, VENDREDI, le CINQ JUIN 1953, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée)

Le Shérif,
Bureau du Shérif, HORACE VIAU.
Valleyfield, le 27 avril 1953 34744-18-2

ford, district of Beauharnois, R.R. No. 3, county of Huntingdon, respondant, Seized as belonging to the respondant:

"A Farm lying and situate in the Township of Hemmingford, county of Huntingdon, known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Hemmingford as lot number fifty-five A (No. 55A) in the second range of the Granted Lands, containing one hundred and six acres and twenty perches in superficies, less however a small strip of land measuring sixty feet by one hundred and twelve feet, detached from the south-west corner of the said lot and being a private cemetery. With the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Romain of Hemmingford, county of Huntingdon, district of Beauharnois, FRIDAY, the FIFTH day of JUNE, 1953, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

HORACE VIAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Valleyfield, April 27, 1953. 34744-18-2

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, N° 2189 — ROLAND ROY, ébéniste, des cité et district de Hull, demandeur, vs DAVID DALY, domicilié rue St-Pierre. N° 15, dans les cité et district de Hull, défendeur.

"Les droits et intérêts du défendeur sur un immeuble connu et désigné comme étant le lot vingt-trois (23) de la subdivision officielle du lot originaire quatorze (14) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier trois (III) de la cité de Hull, avec toutes les bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le CINQUIÈME jour de JUIN 1953, a DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Hull, ce 29 avril, 1953. 34770-18-2-o

HULL

District of Hull

Superior Court, No. 2189 — ROLAND ROY, cabinet-maker of the city and district of Hull, plaintiff, vs DAVID DALY, domiciled at St. Peter Street, No. 15, in the City and district of Hull, defendant.

"The rights and interests of the defendant on an immoveable known and designated as being lot twenty-three (23) of the official subdivision of the original lot fourteen (14) on the official plan and in the book of reference for the third ward (III) of the city of Hull, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at my office, at the Court House, in the City of Hull, the FIFTH day of JUNE, 1953, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, this 29th day of April, 1953 34770-18-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, No. 161-020 — L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur vs OMER BOUTIN, Les Étrois, Cté de Témiscouata, P.Q., défendeur.

"Une terre d'une superficie d'environ cent acres (100) connue et désignée au cadastre officiel du Canton Packington dans le deuxième (2) rang sous le numéro trente-six (36) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Les Étroits (St-Marc-du-Lac-Long) Cté de Témiscouata, LUNDI, le ONZIÈME jour de MAI 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière du Loup, 8 avril 1953. 34588-15-2-o
[Première insertion, samedi le 11 avril 1953]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 161-020 — QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, vs OMER BOUTIN, Les Etroits, Co. of Temiscouata, defendant.

"A farm of a superficial area of about one hundred acres (100) known and designated on the official cadastre of the township of Packington in the second (2) range under number thirty-six (36) with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Les Etroits (St-Marc-du-Lac-Long) Co. of Temiscouata, MONDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 8, 1953. 34588-15-2
[First insertion: Saturday, April 11, 1953]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 13816 { ROBERT LAMY, garagiste, de la ville de Louiseville, district de Trois-Rivières, demandeur, vs GEORGES-P. LAMY, du même endroit, défendeur.

"1° La moitiée indivise d'un terrain situé en la paroisse de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois cent quarante et un (P. N° 341) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup et borné comme suit: en front par le chemin public ou route provinciale, Blvd. Montréal-Québec N° 2· en profondeur, par le terrain ci-après décrit· d'un côté, vers l'est par le terrain de Roméo-J. Lamy et de l'autre côté, vers l'ouest, par ce même chemin public, sans bâtisse·"

2° La moitié indivise d'un autre terrain situé en la même paroisse, connu et désigné comme faisant partie du lot trois cent quarante-deux (P. N° 342) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé et borné comme suit· en front, par le terrain ci-dessus décrit· en profondeur, par le terrain de M. Marcel Caron· d'un côté, vers l'est, partie par le terrain de M. Roméo-J. Lamy, et partie par le terrain du même Marcel Caron· de l'autre côté, vers l'Ouest, partie par le chemin public et partie par le terrain de M. Marcel Caron, sans bâtisses".

Pour être vendus en bloc comme faisant partie du même et seul immeuble, à la porte de l'église de la paroisse de St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, en la ville de Louiseville, MARDI, le DOUZIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN,
Trois-Rivières, le 7 avril 1953. 34579-15-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 13816. { ROBERT LAMY, garage-keeper of the Town of Louiseville, district of Trois-Rivières, plaintiff, vs GEORGES P. LAMY, of the same place, defendant.

"1. The undivided half of a lot of land situate in the parish of St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, known and designated as being part of lot number theree hundred and forty-one (Pt. No. 341) on the oficial plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup and bounded as follows: in front by the public road or provincial highway, Blvd. Montreal-Quebec No. 2· in depth, by the lot of land hereinafter described: on one side, on the East, by the land of Roméo J. Lamy and on the other side, on the West, by the same public highway, without building·"

2. The undivided half of another lot of land situate in the same parish, known and designated as being part of lot three hundred and forty-two (Pt. No. 342) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, county of Maskinongé and bounded as follows: in front by the land herein above described· in depth, by the land of Mr. Marcel Caron· on one side, on the East, partly by the land of Mr. Roméo J. Lamy and partly by the land of the same Marcel Caron· on the other side, on the West, partly by the public highway and partly by the land of Mr. Marcel Caron, without building".

To be sold "en bloc" as being part of the same and only immoveable, at the church door of the parish of St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, in the Town of Louiseville, TUESDAY, the TWELFTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, April 7, 1953. 34579-15-2

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347, du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 448 du 16 avril 1953, section "H", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts, refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1953 au 1er mai 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2347 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% des

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, formed under decree number 2347, of June 27, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 448, of April 16, 1953, part "H", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1953 to May 1, 1954; such levy is applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 2347 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the

salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, le nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1953 et 31 mars 1954.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en Gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er mai 1954.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er mai 1954.

Recettes:	
Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	$9,000.00
Salariés	9,000.00
	$18,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Inspecteurs	$6,400.00
Secrétariat	5,700.00
Ameublement	200.00
Papeterie	450.00
Loyer	600.00
Timbres, téléphone	395.00
Assurance-fidéjussion	5.00
Frais d'inspection	1,000.00
Frais de vérification	100.00

wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their wages, bonusses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the lowest wage rate established for the employees of their trade or occupation, as stipulated in the decree number 2347.

2. *Mode of collection*

The assessments are payable, every month between the 1st and te 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, in assessments.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report indicating, on forms supplies by the said Committee, the name in full and address of all his employees, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be accompanied by the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees.

All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of his financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1953 and March 31, 1954.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee for the period between May 1, 1953, and May 1, 1954.

THE QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE PARITY COMMITTEE

Estimate of the receipts and disbrusements for the period between May 1, 1953, to May 1, 1954.

Receipts:	
Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers	$9,000.00
Employees	9,000.00
	$18,000.00
Expenses:	
Salaries:	
Inspectors	$ 6,400.00
Secretary's office	5,700.000
Furniture	200.00
Stationery	450.00
Rent	600.00
Postage and telephone	395.00
Fidelity-bond	5.00
Expenses re: Inspection	1,000.00
Expenses re: Audition	100.00

Frais légaux	1,200.00
Jetons de présence et frais de déplacement	1,250.00
Bureau des examinateurs	500.00
Divers	100.00
Surplus réserve	100.00
	$18,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1935. 34742-o

Legal fees	1,200.00
Meeting and travelling expenses	1,250.00
Board of Examiners	500.00
Miscellaneous	100.00
Surplus	100.00
	$18,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1953. 34742-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, établi en exécution du décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 448 du 16 avril 1953 (section "G"), le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1953 au 30 avril 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, bonis et pourcentages payés à leurs salariés des métiers visés par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon dans leur propre métier.

c) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe, pourcentage et boni.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le Comité paritaire met des formules de rapport à la disposition des employeurs professionnels. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé et adressé au Comité paritaire le ou avant le 5 de chaque mois. Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties, formed under decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 448 of April 16, 1953, (section "G"), pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments,) to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from the 1st of May 1953, to the 30th of April 1954 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the lowest wages fixed for journeymen of their own trade.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent of ½ of 1% of their regular wages, percentages and bonuses.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms. The professional employer shall have these report forms filled in and sent to the parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity a committee and forward same the said Committee together with his own levies.

The report of every professional employer, together with the levies, must be signed and sent to the Parity Committee on or before the 5th day of each month. The Parity Committee has the right to exact sworn reports when it deems it advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following

fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction pour les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville, pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 30 avril 1954.

BUDGET DU COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE SAINT-HYACINTHE, BAGOT ET ROUVILLE
entre le 1er mai 1953 et le 30 avril 1954.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$4,165.00
Salariés	4,165.00
Artisans	520.00
Certificats de qualification	575.00
Divers	200.00
	$9,625.00
Déboursés:	
Salaires et frais d'inspections	$7,300.00
Loyer	420.00
Taxes, électricité, téléphone, poste	180.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	100.00
Bureau des examinateurs	270.00
Frais judiciaires et professionnels	25.00
Vérification des livres	30.00
Jetons de présence et frais de déplacement	1,100.00
Divers et imprévus	200.00
	$9,625.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1953. 34742-o

dates: March 31, June 30, Segtember 30 and December 31.

An estimate of the receipts and disbrusements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties for the period comprised between May 1st, 1953, and April 30th, 1954 is annexed thereto.

BUDGET OF THE BUILDING TRADES PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE, BAGOT AND ROUVILLE COUNTIES
from May 1st, 1953, to April 30th, 1954

Probable receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 4,165.00
Employees	4,165.00
Artisans	520.00
Certificates of competency	575.00
Miscellaneous	200.00
	$ 9,625.00
Probable expenses:	
Salaries and inspection expenses	$ 7,300.00
Rent	420.00
Taxes, telephone, electricity, and postage	180.00
Printed matters, stationary, office equipment	100.00
Board of examiners	270.00
Judicial and professional fees	25.00
Auditing	30.00
Attendance fees and travelling expenses	1,100.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	200.00
	$ 9,625.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1953. 34742-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail,donne avis par les présentes, que le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 448 du 16 avril 1953, section "F" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés;

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1953 au 1er mai 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

NOTICE OF LEVY

The honourable Antonio Barrette, Minister of labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec, formed under decree number 695 of May 7, 1938 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 448 of April 16, 1953, part "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy asessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1st, 1953 to May 1st 1954; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 695 of May 7, 1938, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and the bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulière et supplémentaires effectuées par lui chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient dûment remplis, signés et transmis au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les transmettre audit comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être trasmis au Comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant; conséquemment, le rapport du mois de mai doit être transmis pour le 10 juin et ainsi de suite, de mois en mois.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er mai 1954.

COMITÉ CONJOINT DU COMMERCE DES TAVERNIERS DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er mai 1954.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,900.00
Salariés	1,900.00
	$3,800.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	1,560.00
Sténographe	260.00
Inspecteur	1,040.00
Vérification des livres	100.00
Administration (loyer du bureau), téléphone, dépenses de voyage, ameublement, papeterie, etc.	840.00
	$3,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 2 mai 1953 34742-o

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the name in full and address of every employee in their employ, his qualification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

The professional employer shall see that these forms be filed in, signed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send them to the said Committee every month, together with his own assessments.

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the current month, shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the following month. Consequently, the report for the month of May shall be sent for June 10, and so forth, from month to month.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30, December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the period between May 1st, 1953 and May 1st 1954.

PARITY COMMITTE OF THE TAVERN KEEPERS OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the period between May 1st, 1953 and May 1st 1954.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,900.00
Employees	1,900.00
	$3,800.00

Disbursements:

Salary Secretary	1,560.00
Stenographer	260.00
Inspector	1,040.00
Audition	100.00
Administration (rent of office telephone, travelling, expenses, furniture, stationery, etc)	840.00
	$3,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2 1953. 34742-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amende-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments),

ments), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 488 du 2 mai 1951, relatif aux postes de services et aux débits d'essence de la région de Chicoutimi.

Le paragraphe "*b*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"*b*) Toutefois, le Premier de l'An, l'Epiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le Jour de Noël et les dimanches, la vente de l'essence et de l'huile à moteur ainsi que la réparation de pneus sont permises entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m. Tous les autres services, cependant, sont interdits."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1953. 34742-o

that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree No. 488 of May 2, 1951, relating to service and gasoline stations in the district of Chicoutimi.

Subsection "*b*" of section IV will be replaced by the jollowing:

"*b*) However, on New Year's Day, Epiphany, Ascension, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and Sundays, the sale of gas and motor oil as well as tire repairs are permitted between 1.00 p.m. and 6.00 p.m., but all other services shall not be rendered."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1953. 34742-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail, relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebone et Labelle, rendue obligatoire par le décret numéro 657 du 13 mai 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° Les taux établis à l'échelle de salaires de l'article III pour les métiers ci-après mentionnés, seront remplacés par les suivants:

"Briqueteur	$1.55
Charpentier-menuisier	1.40
Journalier	1.00
Maçon (y compris tailleur sur chantier)	1.55
Manœuvre (aide plâtrier, briqueteur, maçon)	1.10
Plâtrier	1.35"

2° L'avant-dernier alinéa de l'article III sera remplacé par le suivant:

"*Dispositions particulières concernant le comté de Labelle seulement:* Nonobstant l'échelle de salaire précédente, dans le comté de Labelle, le taux horaire minimum du charpentier-menuisier est de $1.25 et celui du journalier est de $0.90. Le salaire hebdomadaire du gardien sur chantier (nuit et jour) est de $25.00."

3° Le paragraph "f" de l'article XI sera remplacé par le suivant:

"*f*) Les taux de salaires minima des apprentis sont les suivants à l'exeption de ceux mentionnés à l'article III-A:

	Taux horaire
1. Apprenti charpentier-menuisier	
1ère année	$0.85
2ème année	0.95
3ème année	1.05
4ème année	1.20
2. Pour les métiers nécessitant quatre (4) années d'apprentissage:	
1ère année	0.80
2ème année	0.85
3ème année	0.95
4ème année	1.05
3. Pour les métiers nécessitant trois (3) années d'apprentissage:	
1ère année	0.85

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle, rendered obligatory by the decree No.657 of May 13, 1948, have submitted to him a petition to amend the said decree as follows:

1. The rates established in the wage-scale of section III for the trades hereafter mentioned will be replaced by the following:

"Bricklayer	$1.55
Carpenter-joiner	1.40
Labourer	1.00
Mason (including cutter on the job)	1.55
Common worker (plasterer's, bricklayer's and mason's helper)	1.10
Plasterer	1.35"

2. The second last paragraph of section III will be replaced by the following:

"*Special provisions apply to the county of Labelle only:* Notwithstanding the foregoing wage scale, the minimum hourly rate of pay of the carpenter-joiner in the county of Labelle shall be $1.25, and that of the labourer shall be $0.90. The weekly wages of the job watchman (night and day) shall be $25.00."

3. Subsection "*f*" of section XI will be raplaced by the following:

"*f*) The minimum wage rates of apprentices shall be as follows, excepting those mentioned in section III-A:

	Hourly rates
1. Apprentice carpenter-joiner:	
1st year	$0.85
2nd year	0.95
3rd year	1.05
4th year	1.20
2. In trades requiring four (4) years of apprenticeship:	
1st year	0.80
2nd year	0.85
3rd year	0.95
4th year	1.05
3. In trades requiring three (3) years of apprenticeship:	
1st year	0.85

2ème année	0.95
3ème année	1.05"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1953. 34742-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
L'Association patronale des Barbiers de Québec, inc.
L'Association patronale de la Coiffure de Québec— inc.

Et, D'AUTRE PART:
L'Union nationale catholique des Compagnons-Barbiers de Québec, inc.,
pour les employeurs et les salariés des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1° *Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle du décret s'étend à toute personne qui exécute elle-même ou fait exécuter par un salarié un travail faisant l'objet du décret.

2° *Définitions:* Pour la mise en vigueur des dispositions du décret, les termes suivants ont la signification ci-après déterminée:

a) "Coiffeur" désigne une personne qui a obtenu du Comité Conjoint, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat de qualification et qui rase le visage, tond, coupe, taille, teint, rafraîchit, amincit, effile ou flambe les cheveux, nettoie la tête au moyen du shampooing, donne des massages faciaux, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu, utilise la lampe ultra-violet ou infra-rouge.

b) "Maître-coiffeur" désigne un coiffeur qui a obtenu du Comité Conjoint, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat le qualifiant maître-coiffeur.

c) "Apprenti-coiffeur" désigne une personne en stage d'apprentissage du métier de coiffeur à l'école ou dans un salon de coiffeur.

d) "Coiffeur pour dames" désigne une personne qui a obtenu du Comité Conjoint, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat de qualification et qui exerce l'art de la coiffure ou exécute l'une ou l'autre des opérations suivantes: ondulation, teinture, décoloration, taille, flambage, tressage des cheveux, épilation, massage, maquillage, manucure, traitement du cuir chevelu, indéfrisable avec ou sans appareils ou produits chimiques, montage ou démontage de l'indéfrisable, monture et ajustage des cheveux postiches.

e) "Maître-coiffeur pour dames" désigne un coiffeur pour dames qui a obtenu du Comité Conjoint, suivant les prescriptions de ses règle-

2nd year	0.95
3rd year	1.05"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1953. 34742-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
"L'Association patronale des Barbiers de Québec inc."
L'Association patronale de la Coiffure de Québec, inc."

And, ON THE OTHER PART:
"L'Union nationale catholique des Compagnons-Barbiers de Québec inc.", for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions:

GENERAL PROVISIONS

1. *Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the decree extends to any person engaged in operations, or having employees engaged in operations governed by the decree.

2. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the meaning hereafter determined:

a) "Hairdresser" means any person who has obtained from the Joint Committee, under the provisions of its by-laws, a certificate of competency and who shaves the face, clips, cuts, tints, refreshes, thins, tapers or singes the hair, shampoos the head, gives facials, embellishes the face, the skins, the hand, the air or the scalp, operates the ultra-violet or infra-red lamp.

b) "Master hairdresser" means a hairdresser who has obtained from the Joint Committee, under the provisions of its by-laws, a certificate which qualifies him as master hairdresser.

c) "Apprentice hairdresser" means a person serving his apprenticeship in the hairdressing trade, either at the schoool or in a hairdressing parlor.

d) "Ladies hairdresser" means a person who has obtained a certificate of competency from the Joint Committee, under the provisions of its by-laws, and who plies the hairdressing art or does any of the foregoing operations: waving, dyeing, bleaching, cutting, sigeing, braiding, plucking, massage, make-up, manicure, scalp treatment, permanent wave with or without machines or chemical product, setting up or finishing permanent wave, making and fitting wigs.

e) "Ladies master hairdresser" means a ladies hairdresser who has obtained from the Joint Committee, in pursuance of the provisions

ments, un certificat le qualifiant maître-coiffeur pour dames.

f) "Assistant-coiffeur pour dames" désigne un coiffeur pour dames qui a obtenu du Comité Coinjoint, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat le qualifiant assistant-coiffeur pour dames.

g) "Apprenti-coiffeur pour dames" désigne une personne en stage d'apprentissage du métier de coiffeur pour dames, à l'école ou dans un salon de coiffure.

h) "Manucure-esthéticienne" désigne une personne qui a obtenu du Comité Conjoint, suivant les prescriptions de ses règlements, un certificat de qualification et qui, dans un salon de beauté ou de coiffure, exécute un travail mentionné aux paragraphes "*u*", "*v*" ou "*w*" du présent article.

i) "Apprentie - manucure - esthéticienne" désigne une personne en stage d'apprentissage du métier de manucure-esthéticienne, à l'école ou dans un salon de beauté ou de coiffure.

j) "Artisan" désigne une personne qui exerce seule ou en société avec une ou plusieurs autres personnes, pour son ou leur propre compte, le métier de coiffeur, de coiffeur pour dames ou de manucure-esthéticienne.

k) "Employeur" ou "employeur professionnel" désigne une personne, société ou corporation qui opère un salon de coiffeur, de coiffure ou de beauté, et qui retient les services d'un ou de plusieurs salariés pour l'exécution d'un travail quelconque faisant l'objet du décret.

l) "Compagnon" désigne une personne munie d'un certificat de qualification décerné par le Comité Conjoint.

m) "Employé régulier" désigne un compagnon ou apprenti dont les services sont retenus et rémunérés à la semaine par un employeur. Ce terme désigne et comprend également, pour la mise en vigueur des dispositions du décret auxquelles il est soumis comme un employé régulier, l'employeur exerçant lui-même son métier.

n) "Employé temporaire" désigne un compagnon dont les services sont retenus par l'employeur pour une période de travial moindre que celle que doit fournir l'employé régulier, et dont le salaire est établi sur une base quotidienne.

o) "Remplaçant" désigne un compagnon dont les services sont retenus par l'employeur pour remplacer, dans l'exécution de son travail, l'employeur, l'artisan ou l'employé régulier, et dont le salaire est établi sur une base quotidienne.

p) "Salarié", sous réserve de la Loi de la Convention Collective, désigne une personne qui, moyennant rémunération, exécute, en tout ou en partie, un travail quelconque faisant l'objet du décret.

q) "Salon de coiffeur", "salon de coiffure" et "salon de beauté" désignent un lieu ou un établissement ou s'exercent, s'apprennent ou s'enseignent les métiers et leurs opérations visés par le décret.

r) "Ondulation" signifie: placer, tresser, friser, coiffer, onduler les cheveux au moyen de l'indéfrisable, du komol, du marcel, du papier, de la mise en plis ou par tout autre moyen ou façon.

s) "Teinture" signifie: décolorer ou teindre les cheveux ou retoucher, au moyen de la teinture sous toutes ses formes, les sourcils et les cils.

t) "Coupe de cheveux" signifie: couper, amincir, étager, effiler les cheveux ou exécuter ce travail de quelque manière que ce soit au moyen de la tondeuse, des ciseaux ou du rasoir.

u) "Massage" signifie: maquiller le visage, masser, nettoyer, stimuler, manipuler ou embellir le visage, le cou, les bras ou les mains.

of its by-laws, a certificate which qualifies him as ladies master hairdresser.

f) "Assistant ladies hairdresser" means a ladies hairdresser who has obtained from the Joint Committee, in pursuance of the provisions of its by-laws, a certificate which qualifies him as ladies assistant-hairdresser.

g) "Apprentice ladies hairdresser" means a person serving apprenticeship in the ladies hairdressing trade, either at the school or in a hairdressing parlor.

h) "Manicure easthetician" means a person who has obtained a certificate of competency from the Joint Committee in pursuance of the provisions of its by-laws and who does operations mentioned in subsections "*u*", "*v*" or "*w*" of the present section in a beauty or hairdressing parlor.

i) "Apprentice manicure aesthetician" means a person serving apprenticeship in the manicure aesthetician trade, either at the school or in a beauty or hairdressing parlor.

j) "Artisan" means a person who plies, alone or in partnership with one or more other persons, for his or their own benefit, the ladies hairdressing or manicure aesthetician trade.

k) "Employer" or "professional employer" means a person, company or corporation who operates a hairdressing or beauty parlor and who hires the services of one or more employees for the execution of work governed by the the decree.

l) "Journeyman" means a person certificated by the Joint Committee.

m) "Regular employee" means a journeyman or apprentice whose services are hired and paid for by the week by an employer. This term also includes, for purposes of enforcement of provisions of the decree to which he is subject as if he were an employee, the employer who does actual trade work.

n) "Temporary employee" means a journeyman whose services are hired by an employer for a shorter period than that worked by the regular employee, and whose wages are established on a daily basis.

o) "Substitute" means a journeyman whose services are hired by an employer to replace, in the execution of this work, the employer, the artisan or regular employee, and whose wages are established on a daily basis.

p) "Employee", except for the provisions of the Collective Agreement Act, means a person who, in consideration of payment, executes, in whole or part, any operation governed by the decree.

q) "Hairdressing parlor" and "beauty parlor" mean a place or establishment where the trades or operations governed by the decree are executed, learned or taught.

r) "Wave" means: to arrange, braid, curl, dress, wave the hair by means of permanent wave or Komol, Marcel, paper or finger wave or any other way.

s) "Dyeing" means the bleaching or dyeing of the hair or retouching, by means of any dyeing process, the eyebrows or eyelashes.

t) "Haircut" means: to cut, thin, taper the hair and perform such operations with clipper, scissors or razor.

u) "Message" means: to make up the face, message, cleanse, stimulate, treat or embellish the face, the neck, the arms or the hands.

v) "Manucure" signifie: enlever les cuticules, corriger la pousse des ongles, former, polir, émailler, nettoyer, embellir, limer, couper, faire briller les ongles avec ou sans l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes ou poudres.

w) "Epilation" signifie: enlever les poils follets au moyen d'instruments spéciaux ou d'appareils à l'électrolyse ou par l'emploi de crèmes, cires ou poudres dépilatoires.

x) "Traitement du cuir chevelu" signifie: soigner les cheveux, en enlever les pellicules, les remettre en état, les nettoyer, donner des shampooings, des traitements à l'huile au moyen de ou sans appareils spéciaux, lampes solaires, lampes à rayons ultra-violets ou infra-rouges, ou vibrateurs à haut voltage.

y) "Ajustage des cheveux postiches" signifie: faire ou ajuster les perruques, toupets, transformations, tresses, boucles; nouer, implanter, faire la monture ou le mélange des cheveux, exécuter toute opération réservée aux perruquiers.

z) "Indéfrisable" signifie le frisage ou l'ondulation des cheveux. L'indéfrisable, exécutée à froid ou avec chaleur, s'obtient au moyen de l'une ou de l'autre, ou de toutes les opérations suivantes à la fois:

i. L'application aux cheveux d'une solution chimique ne produisant aucune chaleur;

ii. L'enroulement des cheveux par mèches ou bouclettes sur un cylindre appelé onduleur ou bigoudi;

iii. Le chauffage des cheveux à une température d'au moins 212° F, soit au moyen d'un appareil électrique ou à vapeur ou de tampon chimique;

iv. Le démontage qui consiste à enlever un appareil ou à défaire le travail d'une opération ci-haut mentionnée, afin de terminer l'indéfrisable;

v. Toute autre opération ou produit utilisé donnant aux cheveux une ondulation ou frisage à caractère indéfrisable.

vi. L'indéfrisable comprend en plus l'une ou l'autre ou toutes les opérations suivantes: le shampooing, la coupe de cheveux ou la mies-en-plis.

3° *Propriété des certificats de qualification.*— Les certificats de qualification émis par le Comité Conjoint appartiennent à leurs détenteurs, lesquels doivent les garder constamment en leur possession, au lieu de leur travail.

4° *Vente ou cession de salon.*— Au cas de vente ou de cession d'un salon de coiffeur, de coiffure ou de beauté, durant la période annuelle de services d'un salarié, l'acheteur ou cessionnaire de ce salon doit assumer l'obligation du vendeur ou cédant relativement à l'octroi à ce salarié des vacances auxquelles il a droit suivant les prescriptions du décret.

5° *Propriété de plusieurs salons.*— Le propriétaire de plus d'un salon de coiffeur, de coiffure ou de beauté, est soumis aux prescriptions du décret relativement à chacun de ses établissements séparément, comme s'ils étaient la propriété de personnes distinctes.

6° *Opération des salons dans les zones I et II.* Dans le territoire des zones I et II ci-après établies, aucun salon ne peut être opéré, s'il n'y travaille au moins un maître-coiffeur dans un salon de coiffeur, un maître ou un coiffeur pour dames dans un salon de coiffure ou une manucure-esthéticienne dans un salon de beauté.

7° *Prescriptions relatives à la rémunération des salariés. a*) Les salariés doivent recevoir leur salaire hebdomadaire complet, lorsque la semaine comprend un ou des jours de fêtes chômées;

v) "Manicure" means: to remove cuticles, check the growth of nails, form, polish, clean, embellish, file, cut, shine the nails with or without the use of cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams or powders.

w) "Depilation" means: to remove superfluous hairs my means of special instruments or electrolysis apparatus or by using depilatory cream, wax or powder.

x) "Scalp treatment" means: to treat, recondition and cleanse the hair, remove dandruffs, give shampoos, oil treatments with or without special apparatus, solar lamps, ultra-violet or infra-red lamps or high voltage vibrators.

y) "Fitting of wigs" means: make or adjust wigs, toupets, transformations, tresses, curls; fix, add, set or mix hairs, perform any of the wig makers' operations.

z) "Permanent wave" means the curling or waving of the hair. The permanent wave, either cold or hot process, is obtained through one or more of the following operations:

i. The application on the hair of a chemical solution producing no heat;

ii. The winding of the hair, in locks or curls, around cylinders called curlers.

iii. The heating of the hair to a temperature of at least 212° F. by means of an electric or steam apparatus or with chemical pad;

iv. The taking down which consists in removing an apparatus or undoing the work of an operation above mentioned in order to complete the permanent wave;

v. Any other operation or product in use that gives the hair a permanent wave or curl.

vi. The permanent wave also includes one or more of the following operations: shampoo, haircut or finger wave.

3. *Ownership of certificates of competency.* Certificates of competency issued by the Joint Committed belong to their holders who shall keep them constantly in their possession while at work.

4. *Sale or transfer of parlor.* In the event of sale or transfer of a hairdressing or beauty parlor during the annual period of services of an employee, the buyer or transferee of such parlor shall assume the obligations of the seller or transferer as to the granting to such employee of the vacation to which he is entitled under the provisions of the decree.

5. *Ownership of more than one parlor.* The owner of more than one hairdressing or beauty parlor is subject to the provisions of the decree as regards each parlor individually, as if such parlors were owned by distinct persons.

6. *Operation of parlors in zones I and II:* In zones I and II, as hereafter established, no parlor may be operated unless there is at least one master-hairdresser in a hairdresser's parlor, one ladies' hairdresser or master hairdresser in a hairdressing parlor or one manicure-aesthetician in a beauty parlor.

7. *Provisions respecting the remuneration of employees:*

a) Employees shall receive all of their weekly wages when one or more holidays occur in the week.

b) Les salaires et commissions dus aux salariés doivent leur être payés à leur échéance, en monnaie légale;

c) Le pourboire versé par la clientèle aux salariés leur appartien en propre;

d) A la mise en vigueur du présent décret, les salaires ou avantages attribués aux salariés et plus favorables que ceux qui leur sont présentement conférés, ne peuvent être réduits.

8° *Rémunération des services rendus à la clientèle.* L'employeur ou le salarié qui fournit au client les services mentionnés au décret, doit lui en exiger le prix comptant, en monnaie légale, dès le travail terminé.

Il est interdit à l'employeur et au salarié d'offrir ou de donner gratuitement ses services à la clientèle, d'en réduire le prix, de donner ou accepter, directement ou indirectement, quelque prime, cadeau, objet ou avantage que ce soit, en vue ou ayant pour effet de réduire le prix des services, ou d'attirer ou tenter d'attirer la clientèle, au moyen d'annonces, circulaires, panneaux-réclame ou autre procédé depublicité quelconque, ou de toute autre manière, faisant connaître ou offrant des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le décret.

9° *Heure légale.* Les mentions d'heures au décret se réfèrent à l'heure légale de chaque endroit compris dans la juridiction territoriale du décret. Lorsque l'heure avancée a été décrétée par les autorités compétentes d'un endroit, l'heure légale y est l'heure avancée, pour la période décrétée.

10° *Limitation de la durée de travail établie au décret.* La durée des heures de travail, telle que déterminée au décret, ne doit pas déroger aux dispositions dé la loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts Refondus de Québec, 1941, chapître 175 et amendements), aux décrets émanés sous son empire, ou aux rèèglements prescrits par les autorités municipales compétentes.

11° *Fêtes chômées.* Les jours de fêtes chômés sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, le deux janvier, lorsque ce dernier jour n'est pas un vendredi ou un lundi, l'Épiphanie, l'Ascension, le St-Jean-Baptiste, le premier juillet, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la Noël.

12° *Vacances payées: a*) L'employeur doit accorder au salarié, à son emploi durant une période continue d'une année, sans perte de temps, sauf pour des motifs d'absence légitime, une semaine de vacances payées;

b) Ces vacances doivent être octroyées durant la période du 1er mai au 1er octobre de chaque année, et l'employeur est tenu d'aviser le salarié au moins sept (7) jours à l'avance de la date déterminée pour le début de ses vacances;

c) L'employeur d'un seul salarié peut effectuer avec ce dernier une convention écrite, dont copie doit être déposée au Comité Conjoint, à l'effet de substituer à la semaine de vacances obligatoire deux périodes formées des trois premiers jours de deux semaines distinctes. Dans ce cas, la rémunération du salarié pour les trois derniers jours de travail de chacune de ces deux semaines doit être celle de l'employé temporaire;

d) Après une année révolue de services, le salarié, quittant son emploi au cours d'une nouvelle période d'emploi annuelle, a droit à une demi-journée de vacances payées par mois de travail;

e) Le salarié qui n'a pas bénéficié des vacances prévues aux paragraphes précédents du présent article a le droit de réclamer de son employeur

b) Wages and commissions owed to employees shall be paid to them on time, in legal tender.

c) All tips given by customers to employees become the exclusive property of the employees.

d) On the coming into force of the present decree, wages or advantages granted to employees which are more favorable than those hereby established shall not be reduced.

8. *Remuneration of services rendered to customers:* The employer or the employee who renders to a customer the services mentioned in the decree shall demand payment in cash upon completion of the work.

No employer or employee shall offer or render free of charge services to customers, or reduce the price thereof, or give or accept, directly or indirectly, any premium, gift, article or advantage whatever for the purpose of reducing, or tending to reduce the price of services or to attract or attempt to attract curtomers by means of advertisement, circulars, sign-boards or other publicity, or any other way, announcing or offering services at prices lower than those fixed by the decree.

9. *Legal time:* Hours mentioned in the decree shall be based on the legal time of each locality comprised in the territorial jurisdiction of the decree. When the Daylight Saving Time is enforced by the competent authorities of a locality, the legal time shall be the Saving Time for the period determined by said authorities.

10. *Limitation of the duration of work as established in the decree:* The duration of working hours, as determined in the decree, shall not derogate from the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175 and amendments), from the decrees enacted under its authority, or from regulations passed by competent municipal authorities.

11. *Days kept as holidays:* The following shall be days kept as holidays: Sundays, New Year's Day, January 2nd when it does not fall on a Friday or Monday, Epiphany, Ascension Day, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, All Saints Day, Imamaculate-Conception and Christmas.

12. *Vacation with pay: a*) The employer shall grant to his employees who have been with him for a continuous period of one year, without loss of time, except for justified reasons, one week of vacation with pay;

b) This vacation shall be granted during the period extending from May 1st to October 1st of each year and the employer shall notify the employee at least seven (7) days in advance of the date fixed for the beginning of his vacation;

c) The employer having but one employee may enter into a written agreement with such employees, copy of which to be filed with the Joint Committee, for the purpose of substituting for the obligatory vacation week two periods comprising the first three days of two distinct weeks. In that case, the employee's remuneration for the last three working days of each of these two weeks shall be that of the temporary employee;

d) After one complete year of service, the employee who quits in the course of a new yearly period of employment is entitled to one half day of vacation with pay per month of work;

e) The employee who has not benefitted by the vacation provided for under the foregoing subsections may claim from his employer an amount

une somme égale à son salaire pour la période de vacances à laquelle il avait droit;

f) Cependant, dans le territoire de la zone VIII ci-après établie, le salarié, à titre de compensation pour ses vacances payées par mois de travail, a droit à une allocation fixée à deux pour cent (2%) du total établi de ses gains, salaire et commissions gagnés depuis les dernières vacances auxquelles il a eu droit.

13° *Préavis de congé.* L'employeur et le salarié ont réciproquement droit à un préavis de congé de sept (7) jours au cas d'abandon de services ou de congédiement.

14° *Logement et nourriture.* L'employeur fournissant logement ou nourriture au salarié n'en peut exiger plus de cinq dollars ($5.00) pour le gîte et dix dollars ($10.00) pour la nourriture, par semaine.

15° *Travail à domicile.* Les coiffeurs, coiffeurs pour dames et manucures-esthéticiennes opérant un salon, et leurs salariés, sont seuls autorisés à exercer leur métier à domicile, durant les heures de travail déterminées par le décret.

16° *Ententes ou conventions prohibées.* Est radicalement nulle et interdite toute entente ou convention, de quelque nature qu'elle soit, entre employeur et salarié, en vue ou ayant pour effet, directement ou indirectement, d'éluder l'une quelconque des dispositions du décret. Sont spécifiquement prohibées et nulles entre employeur et salarié:

a) la vente ou la promesse de vente d'actions, parts, intérêts ou obligations;

b) la location ou sous-location de chaise, appareil ou matériel quelconque, ou d'espace dans un salon en vue de l'exercice d'un métier visé par le décret;

c) toute autre convention ou entente en vue ou ayant pour effet de restreindre d'une manière quelconque la mise en vigueur du décret.

17° *Renseignements au Comité Conjoint. a*) Avant de pouvoir exercer un métier visé par le décret ou opérer un salon, le coiffeur, le coiffeur pour dames ou la manucure-esthéticienne doit déclarer au Comité Coinjoint ses nom, prénom et adresse, le nom sous lequel il exerce son métier ou opère son salon, son régime matrimonial, de même que tout changement subséquent de nom, d'adresse ou d'état matrimonial, et, s'il n'opère pas seul un salon, les nom, prenom, adresse et régime matrimonial de son ou ses associés, de même que tout changement subséquent de nom, adresse et régime matrimonial de son ou ses associés;

b) Le coiffeur, le coiffeur pour dames ou la manucure-esthéticienne doit aussi, dans un délai de dix (10) jours, aviser par écrit le Comité Conjoint de la cessation de l'exercice du métier ou de la vente, cession ou clôture définitive de son salon; et jusqu'au jour de réception de cet avis par le Comité Conjoint, il demeure soumis à toutes les prescriptions et obligations du décret.

18° *Transmission des pouvoirs et des biens du Comité Conjoint.* A la ratification de la présente convention, le Comité Coinjoint actuel demeure en fonctions et surveille la mise en vigueur du décret jusqu'à la formation d'un nouveau comité, lequel succède à l'ancien et est invseti de tous ses droits et pouvoirs, de ses biens et de ses dettes.

19° *Clause interprétative.* Dans le décret, à moins que le contexte ne s'y oppose, le genre masculin inclut le genre féminin et le singulier inclut le pluriel.

20° *Durée du décret.* Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et le demeure jusqu'au 1954, se renouvelant automatiquement d'an-

equal to his wages for the vacation period to which he was entitled;

f) However, in the territory of zone VIII, as hereafter established, the employee is entitled, as a compensation for his vacation with pay per month of work, to a remuneration equal to two percent (2%) of the established total of his earnings, wages and commissions earned since the last vacation to which he has been entitled.

13. *Notice:* The employer and the employee are both entitled to seven (7) days' notice in the event of dismissal or departure.

14. *Board and lodging:* The employer who furnishes board and lodging to his employer shall not charge more than five dollars ($5.00) for lodging and ten dollars ($10.00) for board, per week.

15. *Services at home:* Hairdressers, ladies' hairdressers and manicures-aestheticians operating a parlor, and their employees, shall alone have the right to ply their trade at home, during the hours of work determined in the decree.

16. *Forbidden agreements:* Any agreement whatever between an employer and an employee, tending, directly or indirectly, to elude any one of the provisions of the decree shall be null and fordibden. More specifically, the following transactions between an employer and an employee shall be forbidden:

a) The sale of, or promise to sell shares or bonds;

b) The renting or sub-renting of chairs, equipment or material, or of space in a parlor for the plying of the trade governed by the decree;

c) Any other agreement tending to restrain in any way the enforcement of the decree.

17. *Information to the Joint Committee: a*) Before plying the trade governed by the decree or operating a parlor, the hairdresser, the ladies' hairdresser or the manicule-aesthetician shall declare to the Joint Committee his name in full, the name under which he plies the trade or operates his parlor, his civil status, as well as any subsequent change of name, address or civil status and, if he does not operate a parlor alone, the name in full, address and civil status of his associate or associates, as well as any subsequent change of name, address and civil status of his associate or associates.

b) The hairdresser, ladies' hardresser or manicure-aesthetician shall also, within a delay of ten (10) days, notify the Joint Committee in writing of the suspension of trade's practice, of the sale, transfer or definite closing of his parlor, and until receipt of such notice by the Joint Committee, he remains governed by all of the provisions and obligations of the decree.

18. Transfer of powers and assets of the Joint Committee: Upon the coming into force of the present agreement, the acual Joint Committee remains in office and administers the decree until the formation of a new committee which succeeds the former committee and is vested with all its rights and powers, as well as with its assets and liabilities.

19. *Interpretative clause:* In the decree, unless the context stipulates otherwise, the masculine gender includes the feminine and the singular includes the plural.

20. *Duration o the decree:* The decree will come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in effect until 1954; it will then renew itself automatically

née en année,par la suite, à moins d'avis écrit au contraire, donné par l'une des parties contractantes à l'autre ainsi qu'au Ministre du Travail, pas moins de trente (30) ni plus de soixante (60) jours avant son expiration.

21° *Abrogation du décret antérieur.* Ce décret abroge le décret N° 3365 du 1er septembre 1944 et tous ses amendements et modifications.

22° *Sections.* En outre des dispositions générales ci-dessus, le présent décret comprend deux sections; la première s'applique aux coiffeurs et la deuxième aux coiffeurs pour dames et aux manucures-esthéticiennes.

SECTION "A"
Relative aux coiffeurs

23° *Travail postérieur à la clôture.* Le travail requis par un client se trouvant dans un salon avant l'heure de clôture, peut être exécuté même après cette heure.

24° *Congé de repas.* Le salarié doit bénéficier d'une heure de congé payé pour ses repas du midi et, en outre, pour ceux du soir lorsque le travail de la journée ne doit pas se terminer avant huit heures du soir.

La durée hebdomadaire de travail mentionnée ci-après pour chacune des zones ci-après décrites, ne comprend pas les heures attribuées à ces congés de repas.

25° *Commission payable au cas de salaire supérieur à celui du décret.* Un employé régulier recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum fixé par le décret, a droit à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de $10.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

26° *Période obligatoire d'emploi.* Les services de l'employé temporaire, lesquels doivent être retenus pour une période d'au moins deux jours de travail par semaine, doivent en fait être fournis par le salarié durant cette période.

Zone I

27° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone I, est la suivante: Les cités de Québec, Lévis et Sillery, les Villes de Lauzon et Québec-Ouest et les municipalités de Sainte-Foy, La Petite-Rivière, Saint-Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Sainte-Monique des Saules et Giffard.

28° *Heures de travail: a)* La durée hebdomadaire du travail est de cinquante (50) heures réparties ainsi:

Les lundi, mardi, jeudi et vendredi; de 8.00 a. m. à 6.00 p.m.;

le mercredi; de 8.00 a.m. à midi, à l'exception des semaines comptant un jour de fête chômée mentionné à l'article 11, et à l'exception du mercredi de la Semaine Sainte où, dans les deux cas, la durée du travail est prolongée à 6.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

b) Cependant, dans la cité de Lévis et la ville de Lauzon, la durée hebdomadaire du travail est de cinquante-quatre (54) heures réparties ainsi:

Les lundi, mardi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 1.00 p.m., à l'exception des semaines comptant un jour de fête chômée mentionné à l'article 11 et à l'exception du mercredi de la Semaine Sainte où, dans les deux cas, la durée du travail est prolongée à 6.30 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party and the Minister of Labour, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before its expiration.

21. *Abrogation of former decree:* This decree repeals the decree No. 3365 of September 1st, 1944, and all its amendments.

22. *Parts:* Besides the above general provisions, the present decree comprises two parts. The first part applies to hairdressers and the second to ladies hairdressers and manicure-aestheticians.

PART "A"
Concerning hairdressers

23. *Work after closing time:* Work required by a customer who was in the parlor before closing time may be carried out even after such time.

24. *Meal hours:* The employee shall be given one hour with pay for his noon meal and another hour for the evening meal when the day's work does not end before 8.00 p.m.

The weekly duration of work hereafter mentioned for each zone does not include meal hours.

25. *Commission payable in cases of wages higher than those of the decree:* A regular employee who receives weekly wages higher than the minimum ones fixed by the decree is entitled to a commission computed on the receipts of his work exceeding his weekly wages by more than $10.00.

26. *Obligatory period of employment:* The services of the occasional hand, which shall extend over a minimum period of two days per week, shall actually be rendered by the employee during such period.

Zone I

27. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone I, shall be as follows: The cities of Quebec, Lévis and Sillery, the towns of Lauzon and Quebec-West and the municipalities of Ste-Foy, La Petite-Rivière, St Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Ste-Monique des Saules and Giffard.

28. *Hours of work: a)* The weekly duration of work consists of fifty (50) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon) with the exception of weeks in which falls a holiday mentioned in section 11, and with the exception also of Wednesday of the Holy Week where, in both cases, the duration of work is extended until 6.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

b) However, in the city of Levis and the town of Lauzon, the weekly duration of work is fifty-four (54) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m. with the exception of weeks in which falls a holiday mentioned in section 11, and with the exception also of Wednesday of the Holy Week where, in both cases, the duration of work is extended until 6.30 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 to 9.00 p.m.

29° *Salaires minima:* a) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $35.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $45.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant de $10.00 son salaire gagné.

b) Le salaire du remplaçant est de $6.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $6.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

30. *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi:	$0.70
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.75
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Coupe de cheveux en brosse ou aux ciseaux	1.00
Coupe de la barbe	0.45
Massage	0.50
Shampooing	0.50
Flambage des cheveux	0.35
Lotion	0.35
Tonique	0.35
Aiguisage de rasoir	0.50

Zone II

31° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone II, est la suivante: Les villes de Beauport, Courville, les municipalités de Beauport-Est, Beauport-Ouest, St-Thomas de Villeneuve, Boischâtel, Montmorency, l'Ange-Gardien, Château-Richer, St-Anne-de-Beaupré, Beaupré, St-Joachim, Ste-Pétronille, St-Pierre, Ste-Famille, St-François, St-Jean et St-Laurent, I.O., St-David, St-Henri de Lévis, St-Romuald, (d'Etchemin), Charny, Ste-Hélène de Breakeyville, St-Louis de Pintendre, St-Rédempteur, St-Télesphore, Charlesbourg-Ouest, Notre-Dame des Laurentides, St-Émile, Loretteville, L'Ancienne-Lorette, Jeune Lorette, Grand Désert, Valcartier-Village, Val St-Michel, St-Gérard Magella et Château d'Eau Ville.

32° *Heures de travail:* La durée hégdomadaire du travail est de cinquante-six (56) heures réparties ainsi:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi; de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées; de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

33° *Salaires minima:* a) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $35.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant son salaire gagné plus $10.00.

b) Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

29. *Minimum wages:* a) The minimum wages of a regular employee is $35.00 per week, plus a 50% commission of the receipts of his work exceeding $45.00 per week.

When such employee does not work the entire work week, the commission to which he is entitled is based on his receipts exceeding by $10.00 the wages earned.

b) The wages of the substitute is $6.00 per day, plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wages of the temporary employee is $6.00 per day, plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

30. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices, for the services hereunder enumerated:

Haircut, adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	$0.70
Friday, Saturday and holiday eves	0.75
Haircut, children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Brushcut or scissors haircut	1.00
Shave	0.45
Massage	0.50
Shampoo	0.50
Singeing of the hair	0.35
Lotion	0.35
Tonic	0.35
Razor sharpening	0.50

Zone II

31. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone II, shall be as follows: The towns of Beauport, Courville, the municipalities of Beauport-East, Beauport West, St. Thomas de Villeneuve, Boischatel, Montmorency, L'Ange-Gardien, Château-Richer, Ste-Anne-de-Beaupré, Beaupré, St. Joachim, Ste-Pétronille, St. Pierre, Ste-Famille, St. François, St. Jean and St. Laurent, I.O., St. David, St. Henri de Lévis, St. Romuald (d'Etchemin), Charny, Ste-Hélène de Breakeyville, St. Louis de Pintendre, St. Redempteur, St. Telesphore, Charlesbourg-West, Notre-Dame des Laurentides, St. Émile, Loretteville, L'Ancienne-Lorette, Jeune Lorette, Grand Désert, Valcartier-Village, Val St. Michel, St. Gérard Magella and Château d'Eau Ville.

32. *Hours of Work:* The weekly duration of work is fifty-six (56) hours, distributed, as follows:

Monday, 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

33. *Minimum wages:* a) The minimum wages of a regular employee is $25.00 per week, plus a 50% commission on the receipts of his work which exceed $35.00 per week.

When such employee does not work the entire work week, the commission to which he is entitled is based on the receipts which exceed his wages plus $10.00.

b) The wages of the substitute is $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

34° *Prix minima des services:* Les employeurs les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	$0.55
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.40
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Coupe de cheveux en brosse ou aux ciseaux	0.75
Coupe de la barbe	0.35
Massage	0.50
Shampooing	0.40
Shampooing à sec	0.25
Flambage des cheveux	0.35
Lotion	0.25
Message-Lotion	0.25
Tonique	0.25
Aiguisage de rasoir	0.35

c) The wages of the occasional employee is $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

34. *Minimum prices of services:* The employers, artisans and employees shall charge to the customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut, adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	$0.55
Friday, Saturday and holiday eves	0.65
Haircut, children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.40
Friday, Saturday and holiday eves	0.50
Haircut with scissors or brushcut	0.75
Shave	0.35
Massage	0.50
Shampoo	0.40
Dry shampoo	0.25
Singeing of the hair	0.35
Lotion	0.25
Massage-Lotion	0.25
Tonic	0.25
Razor setting	0.35

Zone III

35° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone III, est la suivante: La ville de Thetford-Mines et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

36° *Heures de travail: a)* La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-quatre (54) heures réparties ainsi:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi et veilles de fêtes chômées; de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

b) Cependant, durant la période du 15 au 31 décembre inclusivement, la durée hebdomadaire du travail sera de soixante et une (61) heures réparties ainsi:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Les vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

37° *Salaires minima: a)* Le salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $35.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant son salaire gagné plus $10.00.

b) Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

38° *Prix minima des services:* Les employeurs les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes y compris la demi-coupe:	
Tous les jours	$0.75
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	

Zone III

35. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, descripted as zone III, shall be as follows: The town of Thetford-Mines and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits.

36. *Hours of work: a)* The weekly duration of work shall be fifty-four (54) hours, distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

b) However, during the period extending from December 15 to December 31, inclusive, the weekly duration of work shall be sixty-one (61) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

37 *Minimum wages: a)* The minimum wages of regular employees shall be $25.00 per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding $35.00 per week.

When employees do not work the entire week, the commission to which they are entitled is based on the receipts exceeding the wages earned plus $10.00.

b) The wage rate of the substitute shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

38. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults including half-cut:	
Every day	$0.75
Haircut, children under 14 years of age:	

Lundi, mardi, mercredi et jeudi	$0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Coupe de la barbe	0.40
Massage	0.75
Shampooing	0.75
Flambage des cheveux	0.25
Lotion	0.25
Tonique	0.25
Rasage du cou	0.10
Aiguisage de rasoir	0.50

Note: Pour tout travail fait à domicile, le prix sera doublé.

Zone IV

39° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone IV, est la suivante: La cité de Rivière du Loup, la ville de Trois-Pistoles, le village de St-Georges-de-Cacouna, la municipalité de l'Ile Verte, les municipalités de paroisse de Ste-Françoise, de Notre-Dame-du-Lac, de St-Louis-du-Ha ! Ha !, de Ste-Rose-du-Dégelé, la municipalité de village de Cabano, les municipalités de village et de paroisse de St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue et de St-Eleuthère, la municipalité de paroisse de St-Pierre d'Escourt, la municipalité de St-David-d'Escourt, la municipalité de paroisse de St-Marc-du-Lac-Long, et un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

40° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail, à l'exception du territoire de la cité de Rivière du Loup, est de soixante et trois (63) heures réparties ainsi:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Dans la cité de Rivière du Loup, la durée hebdomadaire du travail est de soixante (60) heures réparties ainsi:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

41° *Salaires minima: a*) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $35.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant son salaire gagné plus $10.00.

b) Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

42° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

	Cité de Rivière du Loup	*Autres localités:*
Coupe de cheveux pour adultes:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	$0.60	
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.70	

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.65
Shave	0.40
Massage	0.75
Shampoo	0.75
Singeing of the hair	0.25
Lotion	0.25
Tonic	0.25
Neckshave	0.10
Razor setting	0.50

Note: For all work done at home, prices shall be doubled.

Zone IV

39. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone IV, shall be as follows: The city of Rivière-du-Loup, the town of Trois-Pistoles, the village of St. Georges-de-Cacouna, the municipality of L'Ile-Verte, the parish municipalities of Ste-Françoise, of Notre-Dame-du-Lac, of St. Louis-du-Ha, Ha., of Ste-Rose-du-Dégelé, the village municipality of Cabano, the village and parish municipalities of St. Joseph-de-la-Rivière-Bleue and St. Eleuthere, the parish municipality of St. Pierre d'Escourt, the municipality of St. David-d'Escourt, the parish municipality of St. Marc-du-Lac-Long, and a radius of two (2) miles from their limits.

40. *Hours or work:* The weekly duration of work, with the exception of the city of Rivière-du-Loup, shall be sixty-three (63) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

In the city of Rivière-du-Loup, the weekly duration of Work shall be sixty (60) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

41. *Minimum wages: a*) The minimum wages of regular employees shall be $25.00 per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding $35.00 per week.

When employees do not work the entire week, the commission to which they are entitled is based on the receipts exceeding the wages earned plus $10.00.

b) The wage rate of the substitute shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

42. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

	City of R.-du-Loup	*Other localities*
Haircut, adults:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	$0.60	
Saturday and holiday eves	0.70	

Lundi, mardi, mercredi et jeudi		0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées		0.60
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.35	0.35
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50	0.40
Coupe de cheveux pour adultes à domicile	$1.00	$1.00
Coupe de la barbe	0.35	0.35
Coupe de la barbe à domicile	1.00	1.00
Massage	0.60	0.60
Massage-lotion	0.35	0.35
Shampooing	0.60	0.60
Shampooing à sec	0.35	0.35
Flambage des cheveux	0.25	0.25
Lotion	0.35	0.35
Tonique	0.35	0.35
Aiguisage de rasoir	0.35	0.35
Aiguisage de ciseaux	0.15	0.15

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday		$0.50
Friday, Saturday and holiday eves		0.60
Haircut, children under 14 years age:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.35	0.35
Saturday and holiday eves	0.50	0.40
Haircut for adults at home	1.00	1.00
Shave	0.35	0.35
Shave at home	1.00	1.00
Massage	0.60	0.60
Massage-lotion	0.35	0.35
Shampoo	0.60	0.60
Dry shampoo	0.35	0.35
Singeing of the hair	0.25	0.25
Lotion	0.35	0.35
Tonic	0.35	0.35
Razor setting	0.35	0.35
Scissors setting	0.15	0.15

Zone V

43° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone V, est la suivante: La ville de Montmagny et le territoire compris dans un rayon de quatre (4) milles de ses limites.

44° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail est de cinquante (50) heurse réparties ainsi:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

45° *Salaires minima: a)* La salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $35.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant son salaire gagné plus $10.00.

b) Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

46° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	$0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Coupe de cheveux en brosse pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.70
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:	
a) avant cinq (5.00) p.m.	0.35
b) après cinq (5.00) p.m.	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:	
a) avant cinq (5.00) p.m.	0.45

Zone V

43. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone V, shall be as follows: The town of Montmagny and the territory comprised in a radius of four (4) miles from its limits.

44. *Hours of work:* The weekly duration of work shall be fifty (50) hours distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

45. *Minimum wages: a)* The minimum wages of regular employees shall be $25.00 per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding $35.00 per week.

When employees do not work the entire week, the commission to which they are entitled is based on the receipts exceeding the wages earned plus $10.00.

b) The wage rate of the substitute shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

46. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Brushcut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.60
Friday, Saturday and holiday eves	0.70
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday:	
a) before 5.00 p.m.	0.35
b) after 5.00 p.m.	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.50
Brushcut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday:	
a) before 5.00 p.m.	0.45

b) après cinq (5.00) p.m.	0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Coupe de cheveux à domicile (en plus du taux régulier)	0.50
Coupe de la barbe	0.35
Coupe de la barbe à domicile (en plus du taux régulier)	0.50
Massage-lotion	0.35
Massage	0.50
Massage noir	0.75
Massage à l'huile	0.75
Shampooing	0.50
Flambage des cheveux	0.25
Lotion	0.25
Tonique	0.25
Aiguisage de rasoir	0.50

Zone VI

47° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone VI, est la suivante: Les municipalités de Ste-Anne-de-la-Pocatière, de St-André, les municipalités des villages d'Andréville, de St-Pacôme, de St-Pascal, les municipalités de paroisse de Ste-Hélène, de St-Philippe-de-Néri, de St-Alexandre et de Notre-Dame du Portage.

48° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail est de soixante et trois (63) heures réparties ainsi:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

49° *Salaires minima: a*) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $35.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant de $10.00 son salaire gagné.

b) Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

50° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.50
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.35
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.40
Coupe de cheveux pour adultes à domicile	0.60
Coupe de la barbe	0.30
Coupe de la barbe à domicile	0.60
Massage-lotion	0.35
Massage	0.60
Shampooing à sec	0.35
Shampooing	0.60
Flambage des cheveux	0.25
Lotion	0.35
Tonique	0.35
Aiguisage de rasoir	0.35
Aiguisage de ciseaux	0.15

b) after 5.00 p.m.	0.60
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Haircut at home (in excess of regular rate)	0.50
Shave	0.35
Shave at home (in excess of regular rate)	0.50
Massage-lotion	0.35
Massage	0.50
Black massage	0.75
Oil massage	0.75
Shampoo	0.50
Singeing of the hair	0.25
Lotion	0.25
Tonic	0.25
Razor setting	0.50

Zone VI

47. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone VI, shall be as follows: The municipalities of Ste-Anne-de-la-Pocatière and St. André, the village municipalities of Andréville, St. Pacôme, St. Pascal, the parish municipalities of Ste-Hélène, St. Philippe-de-Néri, St. Alexandre and Notre-Dame du Portage.

48. *Hours of work:* The weekly duration of work shall be sixty-three (63) hours, distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

49. *Minimum wages: a*) The minimum wages of regular employees shall be $25.00 per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding $35.00 per week.

When employees do not work the entire week, the commission to which they are entitled is based on the receipts exceeding the wages earned plus $10.00.

b) The wage rate of the substitute shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

50. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	$0.50
Saturday and holiday eves	0.60
Haircut for children under 14 yeats of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.35
Saturday and holiday eves	0.40
Haircut for adults at home	0.60
Shave	0.30
Shave at home	0.60
Massage-lotion	0.35
Massage	0.60
Dry shampoo	0.35
Shampoo	0.60
Singeing of the hair	0.25
Lotion	0.35
Tonic	0.35
Razor setting	0.35
Scissors setting	0.15

Zone VII

51° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone VII est la suivante: Les municipalités de village de Causapscal, St-Benoît-Joseph-Labre, Lac-au-Saumon, St-Damase et les municipalités de paroisse de Ste-Marie-de-Sayabec, St-Léon-le-Grand, Ste-Florence-de-Beaurivage, St-Moïse et St-Noël.

52° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail est de soixante et huit (68) heures réparties ainsi:

Les lundi, et mercredi: de 7.30 a.m. à 9.00 p.m.;

Les mardi et jeudi: de 7.30 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 7.30 a.m. à 10.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 7.30 a.m. à 11.00 p.m.

53° *Salaires minima: a*) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $35.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant son salaire gagné plus $10.00.

b) Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

54° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Tous les jours	$0.50
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.25
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.35
Coupe de la barbe	0.25
Massage ordinaire	0.75
Massage noir	1.25
Massage à l'huile	1.50
Shampooing ordinaire	0.50
Shampooing à l'huile	1.00
Flambage des cheveux	0.25
Lotion	0.35
Tonique	0.25
Aiguisage de rasoir	0.35

Zone VIII

55° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone VIII, est la suivante: La ville de Rimouski et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

56° *Heures de travail: a*) La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-quatre (54) heures réparties ainsi:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mercredi :de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

b) Les trois soirs qui précèdent les fêtes de Noël, du Premier de l'An et de Pâques, les heures de travail se prolongent jusqu'à 9.00 p.m., la durée hebdomadaire du travail étant ainsi augmentée d'autant.

Zone VII

51. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone VII, shall be as follows: The village municipalities of Causapscal, St. Benoit-Joseph-Labre, Lac-au-Saumon, St. Damase and the parish municipalities of Ste-Marie-de-Sayabec, St. Léon-le-Grand, Ste-Florence-de-Beaurivage, St. Moïse and St. Noël.

52. *Hours of work:* The weekly duration of work shall be sixty-eight (68) hours distributed as follows:

Monday and Wednesday: 7.30 a.m. to 9.00 p.m.;

Tuesday and Thursday: 7.30 a.m. to 6.00 p.m.;

Friday: 7.30 a.m. to 10.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 7.30 a.m. to 11.00 p.m.

53. *Minimum wages: a*) The minimum wages of regular employees shall be $25.00 per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding $35.00 per week.

When employees do not work the entire week, the commission to which they are entitled is based on the receipts exceeding the wages earned plus $10.00.

b) The wage rate of the substitute shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

54. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Every day	$0.50
Haircut for children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.25
Saturday and holiday eves	0.35
Shave	0.25
Ordinary massage	0.75
Black massage	1.25
Oil massage	1.50
Ordinary shampoo	0.50
Oil shampoo	1.00
Singeing of the hair	0.25
Lotion	0.35
Tonic	0.25
Razor setting	0.35

Zone VIII

55. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone VIII, shall be as follows: The town of Rimouski and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

56. *Hours of work: a*) The weekly duration of work shall be fifty-four (54) hours, distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p. m.

b) The three evenings preceding Christmas Day, New Year's Day and Easter Sunday, the hours of work are extended until 9.00 p.m. and the weekly duration of work is increased accordingly.

c) Le mercredi avant Noël, le Premier de l'An et Pâques, les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 7.00 p.m., la durée hebdomadaire du travail étant ainsi augmentée d'autant.

57° *Salaires minima: a*) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $35.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $45.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant son salaire gagné plus $10.00.

b) Le salaire du remplaçant est de $6.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $6.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

58° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle, les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	$0.60
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.40
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Coupe de cheveux en brosse pour hommes	0.75
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans	0.50
Coupe de la barbe ordinaire	0.35
Coupe de la barbe aux ciseaux	0.35
Rasage du cou, des favoris et/ou des côtés du cou	0.10
Massage ordinaire	0.75
Massage à la glaise	1.00
Massage à l'huile	1.50
Shampooing sec	0.35
Shampooing ordinaire	0.75
Shampooing à l'huile	1.00
Flambage des cheveux	0.25
Traitement au goudron	1.25
Traitement à l'huile	1.50
Lotion	0.35
Pétrole Rogier	0.35
Tonique	0.35
Fixatif	0.15
Vitalis	0.35
Murine	0.10
Utilisation du vibrateur électrique et du séchoir électrique	0.15
Aiguisage de rasoir	0.50
Aiguisage de ciseaux	0.25

Le client qui requiert à domicile les services ci-dessus énumérés doit payer la minimum suivant: $0.75 pour laisser le salon et se rendre au domicile du client, plus le prix chargé pour tel travail exécuté à domicile suivant la liste des prix minima mentionnés ci-haut. Ceci s'applique également aux malades et aux personnes retirées dans les hôpitaux, maisons de pension ou autres, qui requièrent ces services. Lorsqu'un coiffeur se rend dans une maison d'éducation pour y exercer son métier, le prix de la coupe des cheveux est de $0.45 les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et $0.50 les samedi et veilles de fêtes chômées.

c) On the Wednesday preceding Christmas Day, New Year's Day and Easter Sunday, the hours of work are distributed between 8.00 a.m. and 7.00 p.m. and the weekly duration of work is increased accordingly.

57. *Minimum wages: a*) The minimum wages of regular employees shall be $35.00 per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding $45.00 per week.

When employees do not work the entire week, the commission to which they are entitled is based on the receipts exceeding the wages earned plus $10.00.

b) The wage rate of the substitute shall be $6.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $6.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

58. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.60
Saturday and holiday eves	0.65
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.40
Saturday and Holiday eves	0.50
Brushcut for men	0.75
Brushcut for children under 14 years of age	0.50
Ordinary shave	0.35
Shave (with scissors)	0.35
Neckshave, trimming of whiskers and sides	0.10
Ordinary massage	0.75
Oil massage	1.50
Mudpack	1.00
Dry shampoo	0.35
Ordinary shampoo	0.75
Oil shampoo	1.00
Singeing of the hair	0.25
Tar treatment	1.25
Oil treatment	1.50
Lotion	0.35
Petrole Rogier	0.35
Tonic	0.35
Fixature	0.15
Vitalis	0.35
Murine	0.10
Use of electric vibrator and drying machine	0.15
Razor setting	0.50
Scissors setting	0.25

Customer requiring any of the above services at home shall pay the following minimum prices: $0.75 to leave the parlor and go to the customer's home, plus the price fixed above for such services when rendered at home. This clause also applies to sick persons and to those in hospitals, boarding houses, etc., who require the said services. When a hairdresser goes to an educational establishment to ply his trade, the price for a haircut is $0.45 on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and $0.50 on Saturday and holiday eves.

Zone IX

59° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone IX, est la suivante: Les villes de Beauceville, Beauceville-Est, St-Georges et St-Georges-Ouest, et les municipalités de village de Linière, St-Joseph, Ste-Marie, Vallée-Jonction, Tring-Jonction, St-Victor-de-Tring, les municipalités de paroisse de St-Martin, St-Joseph-de-Beauce, sud-ouest, St-Joseph-de-Beauce, l'Enfant-Jésus, St-Benoit-Labre, St-Frédéric, St-Victor-de-Tring, St-René, St-Jean-de-la-Lande, Notre-Dame de la Providence et les municipalités de St-Côme-de-Kennebec, St-François-de-la-Beauce, St-François-Ouest, Ste-Marie-de-la-Beauce, d'Aubert-Gallion et la municipalité du Canton de Shenley.

60° *Heures de travail: a)* La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-huit heures et demie (58½), réparties ainsi:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.30 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées; de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

b) Cependant, durant la période du 18 au 23 décembre inclusivement, les heures de travail peuvent se terminer à 9.00 p.m., la durée hebdomadaire du travail étant ainsi augmentée d'autant.

61° *Salaire minima: a)* Le salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $35.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant de $10.00 son salaire gagné.

b) Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

62° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, et jeudi	0.55
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Coupe de cheveux en brosse ou aux ciseaux	0.75
Coupe de la barbe	0.35
Massage	0.75
Shampooing	0.50
Flambage des cheveux	0.25
Lotion	0.25
Friction avec lotion	0.50
Aiguisage de rasoir	0.35
Tonique	0.25

SECTION "B"

relative aux coiffeurs pour dames et aux manucures-esthéticiennes

63° *Travail postérieur à la clôture.* Le travail requis par un client et commencé avant l'heure

Zone IX

59. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone IX, shall be as follows: The town of Beauceville, Beauceville-Est, St. Georges and St. Georges-Ouest and the village municipalities of Linière, St. Joseph, Ste-Marie, Vallee-Jonction, Tring-Jonction, St. Victor-de-Tring, the parish municipalities of St. Martin, St. Joseph-de-Beauce (Sud-Ouest), St. Joseph-de-Beauce, L'Enfant-Jésus, St. Benoit-Labre, St. Frederic, St. Victor-de-Tring, St. Rene, St. Jean-de-la-Lande, Notre-Dame de la Providence and the municipalities of St. Côme-de-Kennebec, St. François-de-la-Beauce, St. François-Ouest, Ste-Marie-de-la-Beauce, d'Aubert-Gallion and the township municipality of Shenley.

60. *Hours of work: a)* The weekly duration of work shall be fifty-eight hours and one half (58½), distributed as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.30 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b) However, during the period extending from December the 18th to the 23rd inclusive, the hours of work may end at 9.00 p.m., the weekly duration of work being increased accordingly.

61. *Minimum wages: a)* The minimum wages of regular employees shall be $25.00 per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding $35.00 per week.

When employees do not work the entire week, the commission to which they are entitled is based on the receipts exceeding the wages earned plus $10.00.

b) The wage rate of the substitute shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $5.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

62. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	$0.55
Friday, Saturday and holiday eves	0.65
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.35
Friday, Saturday and holiday eves	0.50
Brushcut or haircut with scissors	0.75
Shave	0.35
Massage	0.75
Shampoo	0.50
Singeing of the hair	0.25
Lotion	0.25
Rubbing with lotion	0.50
Razor setting	0.35
Tonic	0.25

PART "B"

concerning ladies hairdressers and manicure-aestheticians

63. *Work beyond closing time:* All work required by a customer and in progress before

de clôture peut être exécuté, même après cette heure, pourvu que la durée de ce travail ne dépasse pas une heure.

64° *Congé de repas.* Le salarié doit bénéficier d'une heure de congé payé pour chacun de ses repas du midi et du soir, lorsque le travail de la journée ne doit pas se terminer avant sept heures et demie du soir. La durée hebdomadaire de travail mentionnée ci-après pour chacune des zones ci-après décrites, ne comprend pas les heures attribuées à ces congés de repas.

65° *Commission payable au cas de salaire supérieur à celui du décret.* Un employé régulier recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum fixé par le décret, a droit à la commission de dix pour cent (10%) des recettes de son travail dépassant la double de son salaire gagné.

Zone I

66° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone I, est la suivante: Les cités de Québec, Lévis et Sillery, les villes du Lauzon et Québec-Ouest et les municipalités de Ste-Foy, La Petite-Rivière, Saint-Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Sainte-Monique des Saules et Giffard.

67. *Heures de travail: a)* La durée hebdomadaire du travail est de quarante-neuf heures et demie (49½) réparties ainsi qu'il suit, sous réserve des prescriptions particulières ci-dessous mentionnées:

Toute l'année
(sauf juillet et août)

Lundi: 1.00 p.m. à 6.30 p.m.;
Mardi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Mercredi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Jeudi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.

Juillet et août

Lundi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Mardi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Mercredi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.,
Jeudi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;
Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: 9.00 a.m. à 1.00 p.m.

b) Durant les semaines comptant un jour de fête chômée mentionnée à l'article 11, les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 6.30 p.m. les lundi et samedi.

c) Les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 6.30 p.m. le lundi précédant immédiatement les fêtes de Pâques et de Noël.

d) Durant les mois d'avril, mai, juin et décembre, le travail peut se continuer jusqu'à 9.00 p.m. le mercredi soir de même que la veille et l'avant-veille des fêtes de Noël et du Premier de l'An.

e) La veille des jours de fêtes chômées énumérés à l'article 11 du décret, quand ces jours ne tombent pas un lundi, les heures de travail peuvent se continuer jusqu'à 9.00 p.m.

68. *Salaire minima: a) Employés réguliers:* i) Pour le maître-coiffeur, $25.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $50.00 par semaine.

ii) Pour le coiffeur, $20.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $40.00 par semaine.

iii) Pour l'assistant-coiffeur, $18.00 par semaine, plus une commission de $10% des recettes de son travail dépassant $36.00 par semaine.

closing time may be terminated after such time providing the duration of such work does not exceed one hour.

64. *Time off for meals:* Employees shall have one hour off with pay for each meal, including the evening meal when work does not cease before 7.30 p.m. The weekly duration of work hereafter mentioned for the zones described hereunder does not include the hours off for meals.

65. *Commission payable in the event of wages higher than those of the decree:* Regular employees receiving weekly wages higher than the minimum one fixed by the decree are entitled to a 10% commission on the receipts of their work exceeding double the wages earned.

Zone I

66. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone I, shall be as follows: The cities of Quebec, Levis and Sillery, the towns of Lauzon and Quebec-West and the municipalities of Ste-Foy, Petite-Riviere, St. Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-East, Ste-Monique des Saules and Giffard.

67. *Hours of work: a)* The weekly duration of work shall be forty-nine hours and one half (49½) distributed as follows, except for the particular provisions hereunder mentioned:

The year round
(except July and August)

Monday: 1.00 p.m. to 6.30 p.m.;
Tuesday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Wednesday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Thursday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;
Saturday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.

July and August

Monday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Tuesday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Wednesday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Thursday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;
Saturday: 9.00 a.m. to 1.00 p.m.

b) During the weeks in which a holiday mentioned in section 11 falls, the hours of work are distributed between 9.00 a.m. and 6.30 p.m. on Monday and Saturday.

c) The hours of work are distributed between 9.00 a.m. and 6.30 p.m. on the Monday immediately preceding Easter Sunday and Christmas Day.

d) During the months of April, May, June and December, work may cease at 9.00 p.m. on Wednesday evening and on the eve and the day before the eve of Christmas Day and New Year's Day.

e) On the eve of holidays mentioned in section 11 of the decree, when such days do not fall on a Monday, the hours of work may be extended until 9.00 p.m.

68. *Minimum wages: a) Regular employees:* i. Master-hairdressers shall receive $25.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $50.00 per week.

ii. Hairdressers shall receive $20.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $40.00 per week.

iii. Assistant hairdressers shall receive $18.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $36.00 per week.

iv) Pour la manucure-esthéticienne, $15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $30.00 par semaine.

b) Remplaçant: Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Employé temporaire: Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

69. *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux:	
Adultes	0.75
Fillettes de moins de 14 ans	0.50
Flambage des cheveux	0.50
Indéfrisable "à froid", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	10.00
Indéfrisable "tiède", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	8.00
Indéfrisable "chimique" sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	6.00
Indéfrisable avec ou sans fils, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	4.25
Mèche individuelle	0.25
Pour plus de dix (10) mèches, le prix en sera celui fixé ci-dessus pour l'indéfrisable appropriée.	
Teinture des cheveux	7.00
Retouche de la teinture des cheveux	4.00
Shampooing teinture	5.00
Décoloration	5.00
Retouche de la décoloration	3.00
Rinçage de couleur	0.25
Ondulation au papier	1.25
Ondulation à l'eau	1.00
Ondulation Komol	0.75
Ondulation Marcel	0.75
Shampooing	0.50
Repeignage des cheveux	0.50
Manucure	0.75
Massage facial	3.00
Epilation des sourcils	0.50
Epilation avec cire épilatoire	3.00
Epilation par électrolyse (de l'heure)	5.00
Traitement du cuir chevelu	1.50
Friction avec lotion	0.50
Laque	0.25

Zone II

70° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone II, est la suivante: Les villes de Beauport, Courville, les municipalités de Beauport-Est, Beauport-Ouest, St-Thomas de Villeneuve, Boischatel, Montmorency, l'Ange-Gardien, Château-Richer, Ste-Anne-de-Beaupré, Beaupré, St-Joachim, Ste-Pétronille, St-Pierre, Ste-Famille, St-François, St-Jean et St-Laurent, I.O., St-David, St-Henri de Lévis, St-Romuald d'Etchemin, Charny, Ste-Hélène de Breakeyville, St-Louis de Pintendre, St-Rédempteur, St-Télesphore, Charlesbourg-Ouest, Notre-Dame des Laurentides, St-Emile, Loretteville, l'Ancienne-Lorette, Jeune Lorette, Grand Désert, Valcartier-Village, Val St-Michel, St-Gérard Magella et Château d'Eau Ville.

71° *Heures de travail: a)* La durée hebdomadaire du travail est de quarante-neuf heures et

iv. Manicure-aestheticians shall receive $15.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $30.00 per week.

b) Substitute: Substitutes shall receive $5.00 per day plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding double the wages earned.

c) Temporary employee: Temporary employees shall receive $5.00 per day plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding double the wages earned.

69. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Haircut:	
Adults	0.75
Girls under 14 years of age	0.50
Singeing of the hair	0.50
Cold wave, including haircut, shampoo and water wave	10.00
Permanent wave, "tepid" process, including haircut, shampoo and water wave	8.00
Permanent wave, chemical process, including haircut, shampoo and water wave	6.00
Permanent wave, with or without machine, including haircut, shampoo and water wave	4.25
Single locks	0.25
For more than 10 locks, the price shall be as fixed for the appropriate permanent wave.	
Dyeing of the hair	7.00
Retouching dyed hair	4.00
Tint shampoo	5.00
Bleaching	5.00
Retouching bleached hair	3.00
Color rinse	0.25
Paper wave	1.25
Water wave	1.00
Komol wave	0.75
Marcel wave	0.75
Shampoo	0.50
Recombing of the hair	0.50
Manicure	0.75
Facial	3.00
Plucking of eyebrows	0.50
Application of depilatory wax	3.00
Plucking by electrolysis (per hour)	5.00
Scalp treatment	1.50
Rubbing with lotion	0.50
Lacquer	0.25

Zone II

70. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone II, shall be as follows: The towns of Beauport, Courville, the municipalities of Beauport-East, Beauport-West, St. Thomas de Villeneuve, Boischâtel, Montmorency, L'Ange-Gardien, Château-Richer, Ste-Anne-de-Beaupré, Beaupré, St-Joachim, Ste-Petronille, St. Pierre, Ste-Famille, St. François, St. Jean and St. Laurent, I.O., St. David, St. Henri de Lévis, St. Romuald d'Etchemin, Charny, Ste-Hélène de Breakeyville, St. Louis de Pintendre, St-Redempteur, St. Telesphore, Charlesbourg-West, Notre-Dame des Laurentides, St. Emile, Loretteville, L'Ancienne-Lorette, Jeune Lorette, Grand Désert, Valcartier-Village, Val St. Michel, St. Gérard Magella and Château d'Eau Ville.

71. *Hours of work: a)* The weekly duration of work shall be forty-nine hours and one half

demie (49½) réparties ainsi qu'il suit, sous réserve des prescriptions particulières ci-dessous mentionnées:

Toute l'année
(sauf juillet et août)

Lundi: 1.00 hre p.m. à 6.30 hrs p.m.;
Mardi: 9.00 a.m. à 6.30 hrs p.m.;
Mercredi: 9.00 hrs a.m. à 6.30 hrs p.m.;
Jeudi: 9.00 a.m. à 6.30 hrs p.m.;
Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: 9.00 a.m. à 6.30 hrs p.m.

Juillet et Août

Lundi: 9.00 hrs a.m. à 6.30 hrs p.m.;
Mardi: 9.00 hrs a.m. à 6.30 hrs p.m.;
Mercredi: 9.00 hrs a.m. à 6.30 hrs p.m.;
Jeudi: 9.00 a.m. à 6.30 hrs p.m.;
Vendredi: 9.00 hrs a.m. à 9.00 p.m.;
Samedi: 9.00 hrs a.m. à 1.00 hre p.m.

b) Durant les semaines comptant un jour de fête chômée mentionnée à l'article 11, les heures de travail sont de 9.00 hrs a.m. à 6.30 hrs p.m., les lundi et samedi.

c) Les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 6.30 hrs p.m. le lundi précédent immédiatement les fêtes de Pâques et de Noël.

d) Durant les mois d'avril, mai, juin, et décembre, le travail peut se continuer jusqu'à 9.00 hrs p.m. le mercredi soir de même que la veille et l'avant-veille des fêtes de Noël et du Premier de l'An.

e) La veille des jours de fêtes chômées énumérés à l'article 11 du décret, quand ces jours ne tombent pas un lundi, les heures de travail peuvent se continuer jusqu'à 9.00 p.m.

72° *Salaires minima: a*) *Employés réguliers:* i. Pour le maître-coiffeur, $22.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $44.00 par semaine.

ii. Pour le coiffeur $19.00, par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassznt $38.00 par semaine.

iii. Pour l'assistant-coiffeur, $17.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $34.00 par semaine.

iv. Pour la manucure-esthéticienne, $15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $30.00 par semaine.

b) *Remplaçant:* Le salaire du remplaçant est de $4.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) *Employé temporaire:* Le salaire de l'employé temporaire est de $4.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

73° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux:	
Adultes	0.70
Fillettes de moins de 14 ans	0.50
Flambage des cheveux	0.50
Indéfrisable "à froid", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	7.00
Indéfrisable "tiède", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	6.00
Indéfrisable "chimique", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	4.00

(49½) distributed as follows, except for the particular provisions hereunder mentioned:

The year round
(except July and August)

Monday: 1.00 p.m. to 6.30 p.m.;
Tuesday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Wednesday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Thursday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;
Saturday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.

July and August

Monday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Tuesday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Wednesday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Thursday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.;
Saturday: 9.00 a.m. to 1.00 p.m.

b) During the weeks in which a holiday mentioned in section 11 falls, the hours of work are distributed between 9.00 a.m. and 6.30 p.m. on Monday and Saturday.

c) The hours of work are distributed between 9.00 a.m. and 6.30 p.m. on the Monday immediately preceding Eastern Sunday and Christmas Day.

d) During the months of April, May, June and December, work may cease at 9.00 p.m. on Wednesday evening and on the eve and the day before the eve of Christmas Day and New Year's Day.

e) On the eve of holidays mentioned in section 11 of the decree, when such days do not fall on a Monday, the hours of work may be extended until 9.00 p.m.

72. *Minimum wages: a*) *Regular employees:* i. Master-hairdressers shall receive $22.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $44.00 per week.

ii. Hairdressers shall receive $19.00 per week plus 10% commission on the receipts of their work exceeding $38.00 per week.

iii. Assistant hairdressers shall receive $17.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $34.00 per week.

iv. Manicure-aestheticians shall receive $15.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $30.00 per week.

b) *Substitute:* Substitutes shall receive $4.00 per day plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding double the wages earned.

c) *Temporary employee:* Temporary employees shall receive $4.00 per day plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding double the wages earned.

73. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Haircut:	
Adults	0.70
Girls under 14 years of age	0.50
Singeing of the hair	0.50
Cold wave, including haircut, shampoo and water wave	7.00
Permanent wave, "tepid" process, including haircut, shampoo and water wave	6.00
Permanent wave, chemical process, including haircut, shampoo and water wave	4.00

Indéfrisable avec ou sans fils, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	3.00
Mèche individuelle	0.25
Pour plus de dix (10) mèches, le prix en sera celui fixé ci-dessus pour l'indéfrisable appropriée.	
Teinture des cheveux	5.00
Retouche de la teinture des cheveux	3.00
Shampooing teinture	3.50
Décoloration	3.50
Retouche de la décoloration	2.50
Rinçage de couleur	0.25
Ondulation au papier	1.00
Ondulation à l'eau	0.50
Ondulation Komol	0.75
Ondulation Marcel	0.75
Shampooing	0.50
Repeignage des cheveux	0.25
Manucure	0.50
Massage facial	2.00
Epilation des sourcils	0.50
Epilation avec cire épilatoire	2.00
Epilation par électrolyse (de l'heure)	4.00
Traitement du cuir chevelu	1.00
Friction avec lotion	0.25
Laque	0.25

Zone III

74° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone III, est la suivante: La ville de Thetford-Mines et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

75° *Heures de travail:* *a*) La durée hebdomadaire du travail est de cinquante (50) heures réparties de la façon suivante, sous réserve de la prescription particulière ci-après mentionnée:

Le lundi: de 9.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m.

b) Durant les mois de mai, juin et juillet, le travail peut se continuer jusqu'à 9.00 p.m. le mercredi soir.

76° *Salaires minima:* *a*) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dspassant $25.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

77° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes, y compris la demi-coupe:	
Tous les jours	0.75
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Flambage des cheveux	0.25
Indéfrisable "chimique", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	5.00

Permanent wave, with or without machine, including haircut shampoo and water wave	3.00
Single locks	0.25
For more than 10 locks, the price shall be as fixed for the appropriate permanent wave.	
Dyeing of the hair	5.00
Retouching dyed hair	3.00
Tint shampoo	3.50
Bleaching	3.50
Retouching bleached hair	2.50
Color rince	0.25
Paper wave	1.00
Water wave	0.50
Komol wave	0.75
Marcel wave	0.75
Shampoo	0.50
Recombing of the hair	0.25
Manicure	0.50
Facial	2.00
Plucking of eyebrows	0.50
Application of depilatory wax	2.00
Plucking by electrolysis (per hour)	4.00
Scalp treatment	1.00
Rubbing with lotion	0.25
Lacquer	0.25

Zone III

74. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone III, shall be as follows: The town of Thetford-Mines and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits.

75. *a*) The weekly duration of work shall be fifty (50) hours, distributed as follows, except for the particular provisions hereafter mentioned:

Monday: 9.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday and holiday eves: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.;

Saturday: 9.00 a.m. to 8.00 p.m.

b) During the months of May, June and July, work may cease at 9.00 p.m. Wednesday evening.

76. *Minimum wages:* *a*) The minimum wages of regular employees shall be $15.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $25.00 per week.

b) The wage rate of the substitute shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

77. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter numerated:

Haircut for adults, including half-cut:	
Every day	0.75
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.65
Singeing of the hair	0.25
Permanent wave, chemical process, including haircut, shampoo and water wave	5.00

Indéfrisable avec ou sans fils, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	3.50
Indéfrisable à la frisette, chaque frisette	0.25
Teinture des cheveux	5.00
Décoloration	5.00
Rinçage	0.50
Ondulation Komol et au Papier	1.00
Ondulation à l'eau ou Marcel	0.75
Shamppoing	0.50
Manucure	0.75
Massage	1.00
Epilation des sourcils	0.50
Traitement du cuir chevelu	1.50
Lotion ou tonique	0.25

Note: Pour tout travail fait à domicile, le prix sera doublé.

Zone IV

78° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone IV est la suivante: La cité de Rivière-du-Loup, la ville de Trois-Pistoles, le village de St-Georges-de-Cacouna, la municipalité de l'Ile-Verte, les municipalités de paroisse de Ste-Françoise, de Notre-Dame-du-Lac, de St-Louis-du-Ha.Ha., de Ste-Rose-du-Dégelé, la municipalité de village de Cabano, les municipalités de village et de paroisse de St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, de St-Eleuthère, la municipalité de paroisse de St-Pierre d'Escourt, la municipalité de St-David-d'Escourt, la municipalité de paroisse de St-Marc-du-Lac-Long, et un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

79° *Heures de travail:* a) La durée hebdomadaire du travail, à l'exception de la cité de Rivière-du-Loup, est déterminée par les heures de clôture suivante:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: 6.30 p.m.;

Les vendredi et veilles de fêtes chômées: 9.00 p.m.

Dans la cité de Rivière-du-Loup, la durée hebdomadaire du travail est de cinquante (50) heures, réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Les vendredi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

b) Durant les mois de mai, juin et juillet, le travail peut se continuer jusqu'à 9.00 p.m. le mercredi soir.

80° *Salaire minima:* a) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $25.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

81° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

	Cité de Rivière du Loup:	*Autres localités*
Coupe de cheveux pour adultes:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.60	
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.70	

Permanent wave, with or without machine, including haircut, shampoo and water wave	3.50
Single locks	0.25
Dyeing of the hair	5.00
Bleaching	5.00
Rinse	0.50
Komol and paper wave	1.00
Water or Marcel wave	0.75
Shampoo	0.50
Manicure	0.75
Massage	1.00
Plucking of eyebrows	0.50
Scalp treatment	1.50
Lotion or tonic	0.25

Note: The price for all services rendered at home shall be doubled.

Zone IV

78. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone IV, shall be as follows: The city of Rivière-du-Loup, the town of Trois-Pistoles, the village of St. Georges-de-Cacouna, the municipality of l'Ile-Verte, the parish municipalities of Ste-Francoise, Notre-Dame-du-Lac, St. Louis-du-Ha. Ha., Ste-Rose-du-Dégelé, the village municipality of Cabano, the village and parish municipalities of St. Joseph-de-la-Rivière-Bleue, St. Eleuthère, the parish municipality of St. Pierre d'Escourt, the municipality of St. David-d'Escourt, the parish municipalityof St. Marc-du-Lac-Long, and a radius of two (2) miles from their limits.

79. *Hours of work:* a) The weekly duration of work, with the exception of the city of Rivière-du-Loup, is determined by the following closing times:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 6.30 p.m.;

Friday and holiday eves: 9.00 p.m.

In the city of Rivière-du-Loup, the weekly duration of work shall be fifty (50) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Friday and holiday eves: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

b) During the months of May, June and Joly, work may cease at 9.00 p.m. Wednesday evening.

80. *Minimum wages:* a) The minimum wages of regular employees shall be $15.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $25.00 per week.

b) The wage rate of the substitute shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

81. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

	City of R.-du-Loup	*Other localities*
Haircut for adults:		
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	$0.60	
Saturday and holiday eves	0.70	

Lundi, mardi, mercredi, et jeudi		0.50	Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday		$0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées		0.60	Friday, Saturday and holiday eves		0.60
Coupe de cheveux à la garçonne	0.75		Shingle haircut	0.75	
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:			Haircut for children under 14 years of age:		
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.35	0.35	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.35	0.35
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50	0.40	Saturday and holiday eves	0.50	0.40
Coupe de cheveux à domicile	1.00	1.00	Haircut at home	1.00	1.00
Indéfrisable "à froid", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	8.00	7.00	Cold wave, including haircut, shampoo and water wave	8.00	7.00
Indéfrisable "chimique", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'indulation à l'eau	5.00	5.00	Permanent wave, chemical process, including haircut, shampoo and water wave	5.00	5.00
Indéfrisable avec ou sans fils, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'indulation à l'eau	4.00	3.50	Permanent wave, with or without machine, including haircut, shampoo and water wave	4.00	3.50
Indéfrisable "chimique" pour enfants au-dessous de 12 ans, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'indulation à l'eau		3.00	Permanent wave, chemical process, for children under 12 years of age, including haircut, shampoo and water wave		3.00
Indéfrisable avec ou sans fils, pour enfants au-dessous de 12 ans, sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'indulation à l'eau	2.50	2.50	Permanent wave, with or without machine, for children under 12 years of age, including haircut, shampoo and water wave	2.50	2.50
Retourche de la teinture des cheveux	4.25		Retouching dyed hair	4.25	
Shampooing teinture	6.00		Tint shampoo	6.00	
Ondulation au papier	1.00	1.00	Paper wave	1.00	1.00
Ondulation à l'eau avec shampooing à l'huile	1.75	1.50	Water wave with oil shampoo	1.75	1.50
Ondulation à l'eau avec shampooing au citron	1.50		Water wave with lemon shampoo	1.50	
Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire	1.25	1.25	Water wave with ordinary shampoo	1.25	1.25
Ondulation à l'eau	0.75	0.75	Water wave	0.75	0.75
Ondulation komol	0.75	0.75	Komol wave	0.75	0.75
Ondulation marcel	0.75	0.75	Marcel wave	0.75	0.75
Retouche marcel	0.35	0.35	Retouching Marcel wave	0.35	0.35
Shampooing	0.50	0.50	Shampoo	0.50	0.50
Manucure	0.50	0.50	Manicure	0.50	0.50
Epilation des sourcils	0.50	0.35	Plucking of eyebrows	0.50	0.35
Traitement du cuir chevelu	2.50		Scalp treatment	2.50	
Traitement à l'huile		1.00	Oil treatment		1.00

Zone V

82° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone V, est la suivante: La ville de Montmagny et le territoire compris dans un rayon de quatre (4) milles de ses limites.

83° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail est de soixante et sept (67) heures réparties de la façon suivante:

Les lundi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.·

Le mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.·

Le vendredi: de 8 .00 a.m. à 10.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

84° *Salaire minima: a)* Le salaire minimum d'un employé régulier est de $15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $25.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes

Zone V

82. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone V, shall be as follows: The town of Montmagny and the territory comprised in a radius of four (4) miles from its limits.

83. *Hours of work:* The weekly duration of work shall be sixty-seven (67) hours distributed as follows:

Monday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Tuesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

84. *Minimum wages: a)* The minimum wages of regular employees shall be $15.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $25.00 per week.

b) The wage rate of the substitute shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the

de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

85° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:	
a) avant cinq (5) heures p.m.	0.45
b) après cinq (5) heures p.m.	0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Indéfrisable	3.50
Ondulation au papier	0.75
Ondulation à l'eau	0.50
Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire	0.75
Ondulation à l'eau avec shampooing à l'huile	1.00
Ondulation Komol	0.75
Ondulation Marcel	0.75
Manucure	0.50
Epilation	0.35
Traitement à l'huile	0.75

Zone VI

86° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone VI, est la suivante: Les municipalités de Ste-Anne-de-la-Pocatière, de St-André, les municipalités de villages d'Andréville, de St-Pacôme, de St-Pascal, les municipalités de paroisse de Ste-Hélène, de St-Philippe-de-Néri, de St-Alexandre et de Notre-Dame du Portage.

87° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire de travail n'est pas règlementée dans cette zone.

88° *Salaires minima: a*) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $25.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

89° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi, et vendredi	$0.50
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Coupe de cheveux à la garçonne	0.75
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.40
Coupe de cheveux pour adultes à domicile	0.60
Indéfrisable sans machine et sans ondulation à l'eau:	
a) pour adultes	5.00
b) pour enfants au-dessous de 14 ans	4.00

receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

85. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	$0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday:	
a) before 5.00 p.m.	0.45
b) after 5.00 p.m.	0.60
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Permanent wave	3.50
Paper wave	0.75
Water wave	0.50
Water wave with ordinary shampoo	0.75
Water wave with oil shampoo	1.00
Komol wave	0.75
Marcel wave	0.75
Manicure	0.50
Depilation	0.35
Oil treatment	0.75

Zone VI

86. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone VI, shall be as follows: The municipalities of Ste-Anne-de-la-Pocatière, St. Andre, the village municipalities of Andreville, St. Pacôme, St. Pascal, the parish municipalities of Ste-Helene, St. Philippe-de-Néri, St. Alexandre and Notre-Dame du Portage.

87. *Hours of work:* The weekly duration of work is not regulated in this zone.

88. *Minimum wages: a*) The minimum wages of regular employees shall be $15.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $25.00 per week.

b) The wage rate of the substitute shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

89. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.50
Saturday and holiday eves	0.60
Shingle haircut	0.75
Haircut for children under 14 years of age	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.35
Friday, Saturday and holiday eves	0.40
Haircut for adults at home	0.60
Permanent wave without machine and water wave:	
a) for adults	5.00
b) for children under 14 years of age	4.00

Indéfrisable électrique pour adultes	4.00	Electric permanent wave for adults	4.00
Indéfrisable électrique pour enfants au-dessous de 14 ans	3.50	Electric permanent wave for children under 14 years of age	3.50
Ondualtion au papier	1.00	Paper wave	1.00
Ondulation à l'eau	0.75	Water wave	0.75
Ondulation à l'eau sans séchage	0.50	Water wave without drying	0.50
Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire	1.25	Water wave with ordinary shampoo	1.25
Ondulation à l'eau avec shampooing à l'huile	1.50	Water wave with oil shampoo	1.50
Ondulation Komol	0.75	Komol wave	0.75
Ondulation Marcel	0.75	Marcel wave	0.75
Retouche Marcel	0.35	Retouching Marcel wave	0.35
Shampooing	0.50	Shampoo	0.50
Manucure	0.50	Manicure	0.50
Épilation des sourcils	0.35	Plucking of eyebrows	0.35
Traitement à l'huile	1.00	Oil treatment	1.00

Zone VII

90° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone VII, est la suivante: Les municipalités de village de Causapscal, St-Benoit-Joseph-Labre, Lac-au-Saumon, St-Damase et les municipalités de paroisse de Ste-Marie-de-Sayabec, St-Léon-le-Grand, Ste-Florence-de-Beaurivage, St-Moïse et St-Noël.

91° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-sept (57) heures réparties de la façon suivante:

Les lundi, mercredi et samedi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.·

Les mardi et jeudi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.·

Les vendredi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

92° *Salaires minima: a*) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $15.00 par semaine, plus une commission de 10% des recettes de son travail dépassant $25.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $3.00 par jour, plus une commission de 10% sur les recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

93° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Tous les jours	0.50
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.25
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.35
Flambage des cheveux	0.50
Indéfrisable "à froid", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	8.00
Indéfrisable "chimique", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	5.00
Indéfrisable "ordinaire", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	3.50
Mèche individuelle	0.25
Pour plus de dix (10) mèches, le prix en sera celui fixé ci-dessus pour l'indéfrisable appropriée.	
Teinture des cheveux	5.00
Retouche de la teinture des cheveux	4.00
Décoloration	3.00
Rinçage	0.25
Ondulation au papier	1.25

Zone VII

90. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone VII, shall be as follows: The village municipalities of Causapscal, St. Benoît-Joseph-Labre, Lac-au-Saumon, St. Damase and the parish municipalities of Ste-Marie-de-Sayabec, St. Leon-le-Grand, Ste-Florence-de-Beaurivage, St. Moïse and St. Noël.

91. *Hours of work:* The weekly duration of work shall be fifty-seven (57) hours, distributed as follows:

Monday, Wednesday and Saturday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Tuesday and Thursday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Friday and holiday eves: 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

91. *Minimum wages: a*) The minimum wages of regular employees shall be $15.00 per week plus a 10% commission on the receipts of their work exceeding $25.00 per week.

b) The wage rate of the substitute shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) The wage rate of the occasional employee shall be $3.00 per day plus a 10% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

93. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Every day	$0.50
Haircut for children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.25
Saturday and holiday eves	0.35
Singeing of the hair	0.50
Cold wave, including haircut, shampoo and water wave	8.00
Permanent wave, chemical pads, including haircut, shampoo and water wave	5.00
Ordinary permanent wave, including haircut, shampoo and water wave	3.50
Single locks	0.25
For more than ten (10) locks, the price shall be that fixed above for the permanent wave concerned.	
Dyeing of the hair	5.00
Retouching dyed hair	4.00
Bleaching	3.00
Rinse	0.25
Paper wave	1.25

Ondulation à l'eau	0.75
Ondulation à l'eau (Lac au Saumon seulement)	0.50
Ondulation Komol	0.75
Ondulation Marcel	0.75
Shampooing	0.35
Repeignage des cheveux	0.25
Manucure	0.50
Massage facial	1.50
Épilation des sourcils	0.50
Traitement du cuir chevelu	1.50
Friction avec lotion	0.50
Laque	0.25

Zone VIII

94° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone VIII, est la suivante: La ville de Rimouski et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

95° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-deux (52) heures réparties de la façon suivante:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les mercredi, vendredi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

96° *Salaires minima: a)* Le salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de $5.00 par jour.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $5.00 par jou

97° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux opur adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.60
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.50
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.55
Indéfrisable "à froid"	5.00
Indéfrisable "chimique"	5.00
Indéfrisable "ordinaire"	4.00
Mèche individuelle	0.25
Teinture des cheveux	6.00
Décoloration	3.00
Rinçage	0.25
Ondulation à l'eau	1.00
Ondulation Komol	1.50
Ondulation Marcel	1.50
Shampooing	0.50
Bouclage: Mise en plis sans machine	0.75
Repeignage des cheveux	0.50
Manucure	0.75
Massage facial	1.00
Traitement du cuir chevelu	1.50
Lotion	0.50
Laque	0.25

Le client qui requiert à domicile les services ci-dessus étumérés doit payer le minimum suivant: $0.75 pour laisser le salon et se rendre au domicile du client, plus le prix chargé pour tel travail exécuté à domicile suivant la liste des prix minima mentionnés ci-haut. Ceci s'applique également aux malades et aux personnes retirées dans les hôpitaux, maisons de pension ou autres, qui requièrent ces services. Lorsqu'un coiffeur se rend dans une maison d'éducation pour y exercer son métier, le prix de la coupe de cheveux est

Water wave	0.75
Water wave (Lac-au-Saumon only)	0.50
Komol wave	0.75
Marcel wave	0.75
Shampoo	0.35
Recombing of the hair	0.25
Manicure	0.50
Facial	1.50
Plucking of eyebrows	0.50
Scalp treatment	1.50
Rubbing with lotion	0.50
Lacquer	0.25

Zone VIII

94. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone VIII, shall be as follows: The town of Rimouski and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

95. *Hours of work:* The weekly duration of work shall be fifty-two (52) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Wednesday, Friday and holiday eves: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

96. *Minimum wages:*

a) The minimum wages of regular employees shall be $25.00 per week.

b) The wages of substitutes shall be $5.00 per day.

c) The wages of temporary employees shall be $5.00 per day.

97. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to curtomers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.60
Saturday and holiday eves	0.65
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.50
Saturday and holiday eves	0.55
Cold wave	5.00
Permanent wave, chemical pads	5.00
Ordinary permanent wave	4.00
Single locks	0.25
Dyeing of the hair	6.00
Bleaching	3.00
Rinse	0.25
Water wave	1.00
Komol wave	1.50
Marcel wave	1.50
Shampoo	0.50
Curling: Finger wave, no machine	0.75
Recombing of the hair	0.50
Manicure	0.75
Facial	1.00
Scalp treatment	1.50
Lotion	0.50
Lacquer	0.25

The customer who requires the above services at home shall pay the following minimum prices: $0.75 to leave the parlor and go to the customer's home plus the price of services rendered at home, as per the above minimum price list. This also applies to sick persons and to those living in hospitals, boarding houses or elsewhere who require such services. When a hairdresser has to go to an educational establishment to ply his trade, the price for a haircut shall be $0.45 on Monday, Tuesday, Wednesday, Thurs-

de $0.45 les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et $0.50 les samedi et veilles de fêtes chômées.

Zone IX

98° *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone IX, est la suivante: Les villes de Beauceville, Beauceville-Est, St-Georges et St-Georges-Ouest, et les municipalités de village de Linière, St-Joseph, Ste-Marie, Vallée-Jonction, Tring-Jonction, St-Victor-de-Tring, les municipalités de paroisse de St-Martin, St-Joseph-de-Beauce, Sud-Ouest, St-Joseph-de-Beauce, l'Enfant-Jésus, St-Benoit-Labre, St-Frédéric, St-Victor-de-Tring, St-René, St-Jean-de-la-Lande, Notre-Dame-de-la-Providence et les municipalités de St-Côme-de-Kennebec, St-François-de-la-Beauce, St-François-Ouest, Ste-Marie-de-la-Beauce,d'Aubert-Gallion et la municipalité du Canton de Shenley.

99° *Heures de travail: a)* La durée hebdomadaire du travail est de soixante (60) heures réparties de la façon suivante, sous réserve de la prescription particulière ci-après mentionnée:

Toute l'andée
(sauf juillet et août)

Lundi: 1.00 p.m. à 7.00 p.m.;
Mardi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Mercredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Jeudi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Vendredi: 8.00 a.m. à 10. p.m.;
Samedi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Juillet et août

Lundi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Mardi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Mercredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.:
Jeudi: 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
Vendredi: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;
Samedi: 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

b) La veille des jours de fêtes chômées énumérés à l'article 11 du décret, les heures de travail peuvent se continuer jusqu' 10.00 p.m.

100° *Salaires minima: a)* Le salaire minimum d'un employé régulier est de $15.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de $3.00 par jour.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $3.00 par jour.

101° *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.55
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Flambage des cheveux	0.50
Indéfrisable "à froid", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'indulation à l'eau	8.00
Indéfrisable "chimique", sans charge additionnelle pour l'ondulation à l'eau	4.00
Indéfrisable "ordinaire", sans charge additionnelle pour l'ondulation à l'eau:	
a) pour adultes	3.50

Zone IX

98. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone IX, shall be as follows: The towns of Beauceville, Beauceville-Est, St. Georges and St. Georges-Ouest, and the village municipalities of Linière, St. Joseph, Ste-Marie, Vallée-Jonction, Tring-Jonction, St. Victor-de-Tring, the parish municipalities of St. Martin, St. Joseph-de-Beauce (Sud-Ouest), St. Joseph-de-Beauce, L'Enfant-Jésus, St. Benoit-Labre, St. Frederic. St. Victor-de-Tring, St. Rene, St. Jean-de-la-Lande, Notre-Dame-de-la-Providence and the municipalities of St. Côme-de-Kennebec, St. François-de-la-Beauce, St. François-Ouest, Ste-Marie-de-la-Beauce, d'Aubert-Gallion and the township municipality of Shenley.

99. *Hours of work: a)* The weekly duration of work shall be sixty (60) hours, distributed as follows, except for the particular provisions hereunder mentioned:

The year round
(except July and August)

Monday: 1.00 p.m. to 7.00 p.m.:
Tuesday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.·
Wednesday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.·
Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.·
Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.:
Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

July and August

Monday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.:
Tuesday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.:
Wednesday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.:
Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;
Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;
Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

b) On the eve of holidays mentioned in section 11 of the decree, the hours or work may be extended until 10.00 p.m.

100. *Minimum wages:*

a) The minimum wages of regular employees shall be $15.00 per week.

b) The wages of substitutes shall be $3.00 per day.

c) The wages of temporary employees shall be $3.00 per day.

101. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services enumerated hereinder:

Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.55
Friday, Saturday and holiday eves	0.65
Haircut for children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.35
Friday, Saturday and holiday eves	0.50
Singeing of the hair	0.50
Cold wave, including haircut, shampoo and water wave	8.00
Permanent wave, chemical pads, including water wave	4.00
Ordinary permanent wave, including water wave:	
a) for adults	3.50

b) pour enfants au-dessous de 14 ans. .	2.50	*b*) for children under 14 years of age . .	2.50
Mèche individuelle	0.25	Single locks.	0.25
Teinture des cheveux	5.00	Dyeing of the hair.	5.00
Retouche de la teinture des cheveux	3.00	Retouching dyed hair.	3.00
Décoloration	3.00	Bleaching.	3.00
Rinçage	0.50	Rinse.	0.50
Ondulation au papier	1.25	Paper wave.	1.25
Ondulation à l'eau	0.50	Water wave.	0.50
Ondulation Komol	1.00	Komol wave.	1.00
Ondulation Marcel	0.75	Marcel wave.	0.75
Shampooing	0.50	Shampoo.	0.50
Repeignage des cheveux.	0.40	Recombing of the hair.	0.40
Manucure.	0.75	Manicure.	0.75
Massage facila	1.50	Facial.	1.50
Epilation des sourcils	0.50	Plucking of eyebrows.	0.50
Epilation avec cire épilatoire	3.00	Application of depilatory wax.	3.00
Epilation par Electrolyse (de l'heure) . . .	5.00	Electrolysis depilation (per hour).	5.00
Traitement du cuir chevelu	2.00	Scalp treatment.	2.00
Friction avec lotion	0.50	Rubbing with lotion.	0.50
Laque	0.25	Lacquer.	0.25

Dispositions relatives à l'apprentissage

102° *Définitions: a*) Les mots "apprenti", "élève", "candidat" ou "aspirant" désignent un apprenti coiffeur, un apprenti coiffeur pour dames ou une apprentie manucure-esthéticienne, tel que défini aux paragraphes *c*) g) et *i*) de l'article 2 du décret;

b) Le mot "école" désigne un lieu ou établissement, reconnu par le Comité Conjoint, où se dispense l'enseignement des métiers de coiffeur, de coiffeur pour dames et de manucure-esthéticienne.

103° *Règlements: a*) L'enseignement des métiers de coiffeur, de coiffeur pour dames et de manucure-esthéticienne doit se donner aux apprentis soit à l'école soit dans les salons de coiffeur, de coiffure ou de beauté, suivant les dispositions ci-après énumérées.

Aucune leçon d'apprentissage, aucune démonstration ou série de cours professionnels, d'hygiène, de perfectionnement au autres ne peut se donner aux apprentis qu'aux endroits reconnus par le Comité conjoint.

b) Le programme d'enseignement, comprenant des cours de formation morals, sociale et professionnelle, ainsi que des cours d'hygiène et de cosmétologie, doit être défini et approuvé par le Comité Conjoint.

c) L'enseignement ne peut être dispensé aux apprentis que par des professeurs munis d'un certificat de qualification et possédant toutes autres qualifications requises par le Comité Conjoint.

d) Les heures d'études théoriques et pratiques des apprentis doivent être enregistrées d'après le mode établi par les autorités de l'école et approuvé par le Comité Conjoint.

e) Les apprentis ne reçoivent ni salaire ni pourboire pour rémunération de leur travail à l'école, et ils ne peuvent réclamer de la clientèle aucun prix pour leurs services.

f) L'apprentissage, pour la première année, ne peut se faire qu'à l'école. Cependant, dans les zones 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, où il n'y a pas d'école, l'apprentissage se fait dans les salons reconnus par le Comité Conjoint.

104° *Conditions d'admission à l'apprentissage:* Pour être admis à l'apprentisage, il faut:

a) Avoir 16 ans révolus et avoir sa neuvième année d'études;

b) Produire un certificat d'études émanant des autorités de l'école ou du collège où les études ont été faites et terminées;

c) S'inscrire au Comité Conjoint de sa juridiction, y fournir tous renseignements relatifs à

Apprenticeship clauses

102. *Definitions: a*) The words "apprentice", "pupil" or "candidate" mean an apprentice hairdresser, an apprentice ladies hairdresser or an apprentice manicure aesthetician, as defined in subsections *c*), *g*) and *i*) of section 2 of the decree.

b) The word "school" means a place or establishment, approved by the Joint Committee, where the hairdresser's, ladies hairdresser's and manicure aesthetician's trades are taught.

103. *Regulations: a*) The hairdresser's, ladies hairdresser's and manicure aesthetician's trades shall be taught to apprentices either at the school or in hairdressing or beauty parlors, in conformity with the following provisions:

No apprenticeship lesson, no demonstration or series of professional, hygiene, improvement or other courses shall be given to apprentices in places other than those approved by the Joint Committee.

b) The programme, including moral, social and professional courses, as well as hygiene and cosmetology classes, shall be defined and approved by the Joint Committee.

c) Teaching to apprentices shall only be entrusted to certificated teachers who qualified as required by the Joint Committee.

d) Hours of theoretical and practical study shall be registered in the manner established by the school authorities and approved by the Joint Committee.

e) Apprentices receive neither salary nor tips as remuneration for their work at the school and they shall not charge anything to customers for their services.

f) Apprenticeship, for the first year, shall be served at the school only. However, in zones 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9, where there is no school, apprenticeship is served in parlors approved by the Joint Committee.

104. *Conditions governing admission to apprenticeship:* To be admitted to apprenticeship, candidates shall:

a) be 16 years old and have completed their ninth year of study;

b) produce a certificate of study issued by the authorities of the school or college where studies have been made and completed;

c) register with the Joint Committee of their jurisdiction, give all particulars respecting their

son état matrimonial actuel ou à tout changement subséquent d'état matrimonial;

d) Produire au Comité Conjoint un certificat d'examen médical satisfaisant, sous la signature d'un médecin pratiquant;

e) *Exception:* Un candidat venant d'un endroit non soumis à la juridiction territoriale du décret peut être admis à l'apprentissage s'il possède un certificat d'études de septième année et, de plus, s'il s'engage à parfaire son apprentissage après sa période d'instruction d'un an à l'école, dans un endroit non soumis à la juridiction territoriale du décret et à ne pas exercer son métier dans un salon situé dans la juridiction territoriale du décret. Il doit aussi s'inscrire au Comité Conjoint du lieu de son école et y produire le certificat médical ci-dessus requis.

105° *Durée de l'apprentissage: a*) Dans les endroits où se trouve une école, l'apprentissage comprend une période d'enseignement de douze mois à l'école, suivie d'une période de stage de vingt-quatre mois dans un salon reconnu par le Comité Conjoint.

La période d'instruction doit comprendre au moins mille heures d'enseignement théorique et pratique, réparties durant l'année scolaire.

La période de stage doit comprendre au moins cinq mille heures de travail sous la surveillance étroite d'un coiffeur ou d'un coiffeur pour dames muni d'un certificat de qualification.

b) Dans les endroits où ne se trouve pas d'école, l'apprentissage doit se faire durant une période de trente-six mois dans un salon reconnu par le Comité Conjoint.

c) Pour l'enseignement de certaines opérations secondaires de la coiffure pour dames, soit l'épilation, la manucure et le massage facial, la durée de l'apprentissage est de six mois et peut se faire dans les salons de coiffure ou de beauté, sans période d'instruction à l'école.

d) La durée de l'apprentissage ne peut se prolonger que pour les raisons suivantes:

i. Le retard du candidat à se présenter à l'examen de qualification, pour des motifs reconnus valables par le Comité Conjoint;

ii. L'insuccès du candidat à l'examen de qualification;

iii. Le retard ou l'impossibilité de la part du Comité Conjoint de faire subir au candidat son examen dès l'expiration de son terme d'apprentissage.

106° *Heures de travail et emploi des apprentis: a*) L'employeur ne peut retenir les services d'un apprenti durant sa période d'instruction à l'école.

Toutefois, les apprentis-coiffeurs pour dames peuvent être employés durant les mois de juin, juillet et août, durant la période des fêtes en décembre, à Pâques, de même que tous les samedis.

b) Durant la période de stage dans les salons, l'employeurs ne peut retenir les services d'un apprenti comme employé temporaire ou remplaçant.

c) Les heures de travail des apprentis dans les salons sont les mêmes que celles des employés réguliers.

107° *Nombre d'apprentis à l'école et au salon: a*) Dans les zones I et II, le nombre total des apprentis ne peut dépasser 1% du nombre des coiffeurs qualifiés exerçant leur métier dans les dites zones, et 5% du nombre des coiffeurs pour dames qualifiés exerçant leur métier dans ces mêmes zones.

b) Cependant, n'est pas inclus dans cette proportion un candidat, fils de coiffeur ou de

matrimonial status and any subsequent change in such status;

d) produce to the Joint Committee a satisfactory certificate of medical examination signed by a practising physician;

e) *Exception:* Candidates coming from a place not covered by the territorial jurisdiction of the decree may be admitted to apprenticeship if they hold a seventh year certificate of study and if they agree to complete their apprenticeship, after a one-year period of instruction at the school, in a place not comprised in the territorial jurisdiction of the decree and not to ply their trade in a parlor situated in the territorial jurisdiction of the decree. They shall also register with the Joint Committee having jurisdiction where their school is situated and produce the above-mentioned doctor's certificate.

105. *Duration of apprenticeship: a*) In places where there is a school, apprenticeship consists of a period of instruction of twelve months at the school, followed by a probationary period of twenty-four months in a parlor approved by the Joint Committee.

The instruction period shall comprise at least one thousand hours of theoretical and practical teaching, distributed in the course of the school year.

The period of probation shall comprise at least five thousand hours of work under the constant direction of a certificated hairdresser or ladies hairdresser.

b) Where there is no school, apprenticeship shall be served for a period of thirty-six months in a parlor approved by the Joint Committee.

c) For secondary operations of the ladies hairdressing trade, such as depilation, manicure and facial massage, the duration of apprenticeship shall be six months and may be served in hairdressing or beauty parlors, without instruction period at the school.

d) The duration of apprenticeship may be extended only for the following reasons:

i. Delay on the part of the candidate in sitting for the examination for reasons deemed justified by the Joint Committee;

ii. Failure of the candidate to pass the examination;

iii. Delay or impossibility, on the part of the Joint Committee, to have the candidate sit for his examination at the expiration of his apprenticeship term.

106. *Hours of work and employment of apprentices: a*) Employers shall not hire the services of an apprentice during the latter's period of instruction at the school.

However, ladies apprentice-hairdressers may be employed during the months of June, July and August and the December and Easter holiday period, and every Saturday.

b) During the probationary period in parlors, employers shall not hire the services of an apprentice in the capacity of a temporary employee or of a substitute.

c) Hours of work of apprentices in parlors shall be the same as those of regular employees.

107. *Number of apprentices at the school or in a parlor: a*) In zones I and II, the total number of apprentices shall not exceed 1% of the number of qualified hairdressers plying their trade in said zones, and 5% of the number of qualified ladies hairdressers plying their trade in the same zones.

b) However, this proportion shall not take into account a candidate who is the son of a

coiffeur pour dames, lequel peut en tout temps être admis à l'apprentissage sans être soumis à la restriction ci-dessus.

c) Le nombre des coiffeurs et des coiffeurs pour dames qualifiés exerçant leur métier est établi chaque année par le Comité Conjoint.

d) Dans un salon de coiffeur, il ne peut y avoir plus d'un apprenti dont l'engagement est subordonné à la demande faite au Comité Conjoint, lequel n'en doit donner l'autorisation que dans le cas où il ne se trouve pas à ce moment de compagnon disponible. Toutefois, deux fils de coiffeur ou de coiffeur pour dames peuvent parfaire simultanément leur apprentissage dans un même salon.

e) Dans les salons de coiffeur pour dames, il peut y avoir un apprenti-coiffeur pour chaque personne détenant un certificat de maître-coiffeur, de coiffeur ou d'assistant-coiffeur réguliers jusqu'au maximum de trois apprentis par salon de coiffure. Les apprentis-manucures-esthéticiennes sont compris dans ce prorata.

f) Pour les fins du présent article, l'employeur qui exerce son métier est considéré comme compagnon.

108° *Renvoi:* Si l'employeur doit remercier ou congédier l'apprenti avant la fin de son apprentissage, il est tenu d'en aviser le Comité Conjoint au moins huit jours avant le départ de l'apprenti.

109° *Salaire de l'apprenti: a*) L'apprenti ne reçoit aucun salaire durant sa période d'instruction à l'École, sauf s'il travaille suivant les dispositions énumérées au paragraphe "*a*" de l'article 5, auquel cas il doit être rémunéré à raison de $1.00 par jour.

b) A la sortie de l'École, l'apprenti-coiffeur de deuxième et de troisième année d'apprentissage a droit au salaire suivant:

Zones I et II

2ième année: Douze dollars ($12.00) par semaine plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant vingt-deux dollars ($22.00) par semaine.

3ième année: Vingt dollars ($20.00) par semaine plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant trente dollars ($30.00) par semaine.

Zones III, IV, V, VI, VII, VIII et IX

2ième année: Huit dollars ($8.00) par semaine plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant vingt dollars ($20.00) par semaine.

3ième année: Quinze dollars ($15.00) par semaine plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant vingt-cinq dollars ($25.00) par semaine.

c) Cependant, un apprenti-coiffeur recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum pour la zone à laquelle il appartient, a droit à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de dix dollars ($10.00) le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

d) Toutefois, dans les zones III, IV, V, VI,-VII, VIII et IX dont les trois années d'apprentissage peuvent se faire dans les salons, l'apprenti-coiffeur de 1ère année a droit au salaire suivant:

1er semestre: Trois ($3.00) par semaine.
2ième semestre: Six ($6.00) par semaine.

e) A la sortie de l'École, l'apprenti-coiffeur pour dames de deuxième et de troisième année d'apprentissate a droit au salaire suivant:

hairdresser or ladies hairdresser; such candidate may, at any time, be admitted to apprenticeship and is not subject to the above restriction.

c) The number of qualified hairdressers and ladies hairdressers plying their trade is established each year by the Joint Committee.

d) In a hairdressing parlor, there shall not be more than one apprentice whose employment has to be authorized by the Joint Committee; this Committee will permit the hiring of a second apprentice only when no journeyman is available at the time. However, two sons of a hairdresser or ladies hairdresser may serve their apprenticeship simultaneously in a same parlor.

e) In ladies hairdressing parlors, thre may be one hairdresser apprentice for each person certificated as master hairdresser, regular hairdresser or assistant ahirdresser to the extent of three apprentices per hairdressing parlor. Apprentice manicure estheticians are included in the pro rata.

f) For the purposes of the present section, the employer who does actual trade work is considered as journeyman.

108. *Dismissal:* If the employer has to dismiss or discharge the apprentice before the expiration of the latter's apprenticeship period, he shall notify the Joint Committee at least eight days before the apprentice leaves.

109. *Wages of apprentices: a*) Apprentices shall receive no remuneration during their instruction period at the school escept when working in the conditions enumerated in subsection "*a*" of section 5, in which case he shall be paid at the rate of $1.00 per day.

b) When leaving the school, second or third year apprentice hairdressers are entitled to the following wages:

Zones I and II

2nd year: Twelve dollars ($12.00) per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding twenty-two dollars ($22.00) per week.

3rd year: Twenty dollars ($20.00) per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding thirty dollars ($30.00) per week.

Zones III, IV, V, VI, VII, VIII and IX

2nd year: Eight dollars ($8.00) per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding twenty dollars ($20.00) per week.

3rd year: Fifteen dollars ($15.00) per week plus a 50% commission on the receipts of their work exceeding twenty-five dollars ($25.00) per week.

c) However, apprentice hairdressers who receive weekly wages higher than the minimum established for the zone to which they belong are entitled to a commission computed on the receipts of their work exceeding their weekly wages plus ten dollars ($10.00).

d) However, in zones III, IV, V, VI, VII, VIII and IX where the three years of apprenticeship may be served in parlors, first year apprentice hairdressers are entitled to the following wages:

1st six months: Three dollars ($3.00) per week.
2nd six months: Six dollars ($6.00) per week.

e) On leaving the school, ladies apprentice hairdressers of the second or third year are entitled to the following wages:

Zones I et II

L'apprenti-coiffeur pour dames de deuxième année reçoit un salaire de $12.00 par semaine;
L'apprenti-coiffeur pour dames de troisième année reçoit un salaire de $15.00 par semaine.

Zones III, IV, V, VI, VII et IX

L'apprenti-coiffeur pour dames de deuxième année reçoit un salaire de $8.00 par semaine;
L'apprenti-coiffeur pour dames de troisième année reçoit un salaire de $12.00 par semaine.

f) Toutefois, dans les zones III, IV, V, VI, VII et IX dont les trois années d'apprentissage peuvent se faire dans les salons, l'apprenti-coiffeur pour dames de première année a droit au salaire suivant:

1er semestre: $3.00 par semaine;
2ème semestre: $6.00 par semaine.

Zone VIII seulement

Apprenti première année, $6.00 par semaine les trois premiers mois.
Apprenti première année, après trois mois, $12.00 par semaine.
Apprenti de deuxième année: $15.00 par semaine.
Apprenti de troisième année: $20.00 par semaine.

g) L'apprenti-coiffeur pour dames dans les opérations secondaires décrites au paragraphe "*c*" de l'article 4, a droit au salaire suivant:

1er trimestre: $5.00 par semaine.
2ième trimestre: $10.00 par semaine.

110° *Opération d'un salon:* Aucun apprenti dans les zones I et II ne peut opérer un salon de coiffeur, de coiffure ou de beauté à son bénéfice personnel qu'aux conditions suivantes: 1° Avoir accompli sa neuvième année de scolaité. 2° Avoir obtenu ses certificats de qualification, d'hygiène et de cosmétologie. 3° Avoir exercé le métier comme compagnon qualifié pendant au moins trois années.

Toutefois, le présent article ne s'applique pas au cas où le père d un apprenti, propriétaire d'un salon, abandonne l'opération de son salon au bénéfice de son fils pour cause de maladie ou de décès. Cependant, cet apprenti doit alors exercer son métier sous la surveillance étroite d'une personne qualifiée.

111° *Examen des apprentis: a*) Dans les zones I et II, les apprentis doivent passer an janvier et en mai un examen pratique sur les matières enseignées durant la période d'études à l'école:

b) Cet examen se fait par les membres du Comité Conjoint, à l'endroit désigné par eux.

c) Aux examens théoriques et pratiques de la période d'instruction à l'école, le candidat doit conserver 40% des points attribués à chacune des matières enseignées;

d) Si le candiat n'obtient pas le pourcentage ci-haut mentionné, il doit se perfectionner de nouveau sur les matières sur lesquelles il a échoué, jusqu'à ce qu'il obtienne le pourcentage des points requis lors d'un nouvel examen.

Les frais de reprise d'examens sont à la charge du candidat à raison d'un dollar pour chaque matière reprise;

e) Les examens théoriques du 6ième et 12ième mois se tiennent au Comité Conjoint par les membres dudit comité et le certificat d'études n'est valables que s'il est signé par le président et le secrétaire.

Zones I and II

Second year ladies apprentice hairdressers shall receive $12.00 per week;
Third year ladies appretice hairdressers shall receive $15.00 per week.

Zones III, IV, V, VI, VII and IX

Second year ladies apprentice hairdressers shall receive $8.00 per week;
Third year ladies apprentice hairdressers shall receive $12.00 per week.

f) However, in zones III, IV, V, VI, VII and IX where the tree years of appenticeship may be served in parlors, first year ladies apprentice hairdressers are entitled to the following wages:

1st six months: $3.00 per week;
2nd six months: $6.00 per week.

Zone VIII only

First year apprentice: $6.00 per week the first three months;
First year apprentice: $12.00 per week after the first three months;
Second year apprentice: $15.00 per week;
Third year apprentice: $20.00 per week.

g) Ladies apprentice hairdressers doing secondary operations, as described in subsection "*c*" of section 4, are entitled to the following wages:

1st three months: $5.00 per week;
2nd three months: $10.00 per week.

110. *Operation of a parlor:* No apprentice, in zones I and II, may operate a hairdressing or beauty parlor for his own benefit unless he has complied with the following requirements: 1. He must have completed his ninth year of the primary course; 2. He must obtain his competency, hygiène and cosmetology certificates; 3. He must have plied the trade in the capacity of qualified journeyman for at least three years.

However, the present section does not apply where the father of an apprentice, owning a parlor, ceases to operate his parlor for the benefit of his son, either on account of illness or decease. However, such apprentice shall then ply his trade under the constant direction of a qualified person.

111. *Examination of apprentices: a*) In zones I and II, apprentices shall, in January and May, sit for a practical examination on subjects taught during the instruction period at the school.

b) Such examination is supervised by members of the Joint Committee in a place designated by them.

c) In theoretical and practical examinations of the instruction period at the school, the candidate shall obtain 40% of the points alloted to each subject matter taught.

d) Should the candidate not obtain the above percentage, he shall improve himself on the subjects where he has failed until he can obtain the percentage required at a new examination.

New examination fees shall be paid by the candidate at the rate of $1.00 for each subject.

e) Theoretical examinations of the 6th and 12th months are passed at the Committee's office under the supervision of the members of the Committee, and the study certificate shall be valid only when signed by the president and secretary.

f) Au terme de son apprentissage, l'apprenti doit subir un dernier examen théorique écrit et un examen pratique à l'école ou à tout autre endroit désigné par le Comité Conjoint devant les examinateurs de ce dit comité afin d'obtenir son certificat de qualification.

g) Pour l'examen final, l'apprenti doit conserver 60% des points attribués à chacune des matières. S'il n'obtient pas ce pourcentage, il doit reprendre cet examen sur les matières sur lesquelles il a échoué, jusqu'à ce qu'il obtienne le pourcentage des points requis. Les frais de reprise d'examens sont à la charge du candidat à raison d'un dollar pour chaque matière reprise.

h) Si son examen n'est pas jugé satisfaisant, l'apprenti est requis de continuer son stage d'apprentissage jusqu'à un perfectionnement suffisant pour lui permettre de passer son examen avec succès.

i) Les frais d'examens des apprentis, durant la période d'instruction à l'école, sont payables par le Comité Conjoint; les frais d'examens couronnant le stage d'apprentissage sont payables par l'apprenti.

j) L'apprenti-coiffeur pour dames, dans les opérations secondaires décrites au paragraphe "*c*" de l'article 4 doit, au terme de son apprentissage, c'est-à-dire six mois, subir un examen théorique écrit et un examen pratique afin d'obtenir son certificat de qualification dans sa catégorie.

112° *Certificats de qualification: a*) Le certificat de coiffeur couvre la période d'instruction à l'école, le stage dans un salon, le cours d'hygiène et de cosmétologie au complet.

b) Le certificat de maître-coiffeur couvre la période d'instruction à l'école, le stage dans un salon, le cours d'hygiène et de consmétologie au complet et le cours de perfectionnement. A l'examen de maîtrise, le coiffeur doit conserver 80% des points attribués à chacune des matières. S'il n'obtient pas ce pourcentage, il doit reprendre cet examen sur les matières sur lesquelles il a échoué, jusqu'à ce qu'il obtienne le pourcentage des points requis. Les frais de reprise d'examens sont à la charge du candidat à raison d'un dollar sur chaque matière reprise.

c) Le certificat de maître-coiffeur pour dames couvre la période d'instruction à l'école, le stage dans un salon, le cours d'hygiène et de cosmétologie au complet et le cours de perfectionnement.

d) Le certificat de coiffeur pour dames couvre, la période d'instruction à l'école, le stage dans un salon, le cours d'hygiène et de cosmétologie au complet et le cours de perfectionnement.

e) Le certificat d'assistant-coiffeur pour dames couvre la période d'instruction à l'école, le stage dans un salon, le cours d'hygiène et de cosmétologie au complet et le cours de perfectionnement.

f) Le certificat de maître-coiffeur pour dames, de coiffeur pour dames et d'assistant-coiffeur pour dames est émis d'après les diverses opérations sur lesquelles le candidat a été jugé compétent lors de son examen.

g) Le cours d'hygiène et de cosmétologie est donné par un médecin nommé par le Comité Conjoint.

h) Les apprentis d'opérations secondaires doivent obtenir le certificat de qualification dont les exigences sont mentionnées au paragraphe "*a*" de cet article sauf qu'ils ne sont pas tenus de faire une période d'instruction à l'Ecole.

i) Les employeurs et les salariés munis d'un certificat de qualification au moment de la mise en vigueur des présentes dispositions d'apprentissage n'y sont pas soumis.

f) At the completion of their apprenticeship, apprentices shall sit for a last theoretical examination in writing and a practical examination at the school or any other place designated by the Joint Committee in order to obtain their certificates of competency. These examinations shall be supervised by the Examiners of the Committee

g) In the final examination, apprentices shall obtain at least 60% of the points allotted to each subject matter. Should thay not obtain this percentage, they shall sit for other examinations until the percentage is finally obtained.

New examination fees shall be paid by the candidate at the rate of $1.00 for each subject.

h) If examinations are not deemed satisfactory, apprentices shall continue their apprenticeship until they have improved enough to sit for another examination.

i) Examination fees of apprentices, during the period of instruction at the school, shall be paid by the Joint Committee. Fees of examinations during the probationary period shall be paid by the apprentice.

j) Ladies apprentice hairdressers in secondary operations, as described in subsection "*c*" of section 4, shall, at the completion of their apprenticeship of six months, sit for a theoretical examination in writing and a practical examination in order to obtain their certificate of competency.

112. *Certificates of competency: a*) The hairdresser's certificate shall cover the instruction period at the school, the term in a parlor, the complete hygiene and cosmetology course.

b) The master hairdresser's certificate covers the instruction period at the school, the term in a parlor, the complete hygiene and cosmetology course and the improvement course. In the master's examination, the hairdresser ahall obtain 80% of the points allotted to each matter. Should this percentage not be attained, he shall sit for another examination on the matters where he has failed until the required number of points has been obtained. New examination fees shall be paid by the candidate at the rate of $1.00 for each subject.

c) The ladies master hairdresser's certificate covers the period of instruction at the school, the term in a parlor, the complete hygiene and cosmetology course and the improvement course.

d) The ladies hairdresser's certificate covers the period of instruction at the school, the term, in a parlor, the complete hygiene and cosmetology course and the improvement course.

e) The ladies assistant hairdresser's certificate covers the period of instruction at the shcool, the term in a parlor, the complete hygiene and cosmetology course and the improvement course.

f) The ladies master hairdresser's the ladies' hairdresser's and the assistant ladies hairdresser's certificates are issued in accordance with the competency shown by the candidate in the various operations at the time of his examination.

g) The hygiene and cosmetology course is given by a physician appointed by the Joint Committee.

h) Secondary operation apprentices shall obtain the certificate of competency in the manner mentioned in subsection "*a*" of this section except when they are not required to serve an instruction period at the school.

i) Employers and employees holding a certificate of competency at the time of the coming into force of these provisions are not subject to them.

j) Nul ne peut obtenir un certificat de qualification comme employeur professionnel, employeur, ouvrier qualifié, compagnon, artisan ou salarié, pour travailler seul, en équipe ou en société, sans avoir satisfait au préalable aux présentes dispositions relatives à l'apprentissage.

k) Monobstant les dispositions du paragraphe précédent, une personne ayant exercé le métier de coiffeur, de coiffeur pour dames, antérieurement au 28 juin 1941, peut obtenir un certificat de qualification en se conformant aux règlements établis à cette fin par le Comité Conjoint.

113° *Contrat d'apprentissage: a*) Avant de commencer son stage, l'apprenti doit passer, en trois copies, un contrat d'apprentissage avec son employeur et le Comité Conjoint. Une copie de ce contrat doit être déposée au Comité Conjoint, une deuxième est laissée en la possession de l'employeur et la troisième en la possession de l'apprenti.

b) Si l'apprenti est mineur, le contrat doit être conclu entre les parents ou le tuteur du mineur, agissant pour et au nom de ce dernier, d'une part, et son employeur et le Comité Conjoint, d'autre part:

c) Un carnet d'apprentissage est remis à l'apprenti par le Comité Coijoint au moment de la signature du contrat, et l'employeur enregistre les heures de travail et les progrès de l'apprenti;

d) L'employeur s'engage par contrat à garder l'apprenti depuis sa sortie de l'École jusqu'au terme de son apprentissage et à lui fournir l'enseignement pratique du métier;

e) L'apprenti s'engage à ne pas quitter le service de l'employeur avec lequel il est lié par contrat pour le temps de son apprentissage et nul autre employeur ne peut le prendre à son service, si ce n'est dans les cas prévus au paragraphe 7 et au sous-paragraphe "*b*" du paragraphe 13;

f) Les apprentis actuellement employés dans les salons peuvent, à leur gré, y continuer leur stage d'apprentissage, à la condition qu'ils aient signé au préalable un contrat avec leur employeur et le Comité Conjoint au moment de la mise en vigueur du décret, mais ils doivent continuer leur apprentissage suivant les conditions imposées par les présentes dispositions.

114° *Difficultés entre employeur et apprenti: a*) Advenant des difficultés entre un apprenti et son employeur, une Commission Consultative établie par les parties contractantes fait enquête et dispose du cas soumis de façon à assurer, autant que possible, à l'apprenti la poursuite de son apprentissage.

b) Si, dans le das mentionné à l'alinéa précédent, un contrat d'apprentissage doit être transféré à un deuxième employeur, celui-ci, par son contrat, doit être soumis aux mêmes obligations que celles du contrat d'apprentissage signé par le premier employeur auquel le deuxième est substitué.

115° *Abandon de l'apprentissage:* Si, après une année d'apprentissage, un apprenti doit quitter le métier pour des raisons, majeures, le Bureau des Examinateurs peut, sur demande à lui faite à cet effet, permettre à l'apprenti de parfaire sa formation. S'il quitte le métier avant la fin de la période d'instruction à l'école, il est tenu de recommencer son apprentissage, à moins que le Comité Conjoint n'en juge autrement.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail rece-

j) No one may obtain a certificate of competency as professional employer, employer, skilled employee, journeyman, artisan or employee to work alone, with others or in partnership without having first complied with the present apprenticeship provisions.

k) Notwithstanding the privisions of the foregoing subsection, persons having plied the hairdresser, or ladies hairdresser trade prior to June 28, 1941, may obtain a certificate of competency by complying with the regulations established for that purpose by the Joint Committee.

113. *Apprenticeship contract (indenture): a*) Before beginning his term, the apprentice shall sign an apprenticeship contract in triplicate with his employer and the Joint Committee. Copy of such contract shall be filed with the Joint Committee, another is remitted to the employer and the third copy is given to the apprentice.

b) Should the apprentice be a minor, the contract shall then be entered into, on the one part, by the parents or tutor of the minor, acting for and on behalf of the latter and, on the other part, by his employer and the Joint Committee.

c) An apprenticeship booklet is given to the apprentice by the Joint Committee at the time of signing the contract and the employer shall register therein the hours of work and progress made by the apprentice.

d) The employer shall agree, under contract, to keep the apprentice from his leaving the school to the ompletion of his apprenticeship and to give him the practical teaching of the trade.

e) The apprentice commits himself not to leave the service of the employer with which he is bound by contract for the entire period of his apprenticeship and no other employer may hire him except as provided under subsection 7 and paragraph "*b*" of subsection 13.

f) Apprentices actually employed in parlors may, if they will, continue their apprenticeship period providing they had previously signed a contract with their employer and the Joint Committee at the time of the coming into force of the decree, but in continuing their apprenticeship they shall abide by the present regulations.

114. *Disputes between employers and apprentices: a*) In the event of disputes between an apprentice and his employer, a consulting Commission established by the contracting parties shall investigate and settle the case submitted in order to ensure, if possible, the continuing of apprenticeship.

b) If, as a result of conditions referred to in the foregoing subsection, an apprenticeship contract must be transfered to a second employer, the latter, by his contract, shall be subject to the same obligations as those of the apprenticeship contract signed by the first employer for whom the second one is substituted.

115. *Leaving off of apprenticeship:* If, after one year of apprenticeship, an apprentice must leave off the trade for good reasons, the Board of Examiners may, upon request, authorize the apprentice to complete his formation. Should the apprentice leave off the trade before the completion of the instruction period at the school, he shall have be begin his apprenticeship anew unless otherwise decided by the Joint Committee.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will

vra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1953. 34742-o

consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1953. 34742-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

ARRETÉS EN CONSEIL:

448-C — Construction de Québec 1525
448-D — Comité conjoint des métiers de la construction de Québec..... 1525
512-A — Imprimerie, Ile de Montréal.. 1525

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1505

AVIS DIVERS:

Barrie Utility Mfg. Co. Ltd. (Directeurs) 1520
Coopérative d'Habitation de la ville St-Félicien (Fondation)..... 1524
District Finance Corporation Limited (Règlement)..... 1522
D. W. Ogilvie & Co. Inc. (Dist. de l'actif)..... 1523
Fédération des Syndicats de Producteurs de Lait Nature de la province de Québec (Formation)..... 1521
Flock Gas and Oil Corporation Ltd. (Vente d'actions) 1524
Koch Stationery Inc. (Directeurs).... 1521
La Ligue d'Action Civique — Civic Action League (Directeurs) 1524
L'Association des Garagistes du Bas St-Laurent, Inc. (Changement de nom)..... 1521
Les Equipiers de Saint-Michel (Directeurs) 1524
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis (Formation)..... 1521
Melocheville, village de (Changement de nom) 1522
Place Viger Credit Union (Fondation) 1521
Provincial Transport Employees Credit Union (Fondation)..... 1523
Rediffusion Inc. (Directeurs) 1522
Roy Marchand Limited (Directeurs).. 1522
Ste-Anne-de-la-Rochelle, munic. de (Changement de nom)..... 1523
Travellers' Aid Society of Montreal (Règlements)..... 1523

CHARTES — ABANDON DE:

Ashplant & Co. Limited..... 1530
Glovers-Craft Inc..... 1529
Lacolle Curling Club 1529
Stran-Steel Quebec, Ltd..... 1529
The New Frontenac Glass Co. Ltd. ... 1529

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Omerville, village de 1530
St-Roch ouest, munic. de 1530

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Alfield..... 1531

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ORDERS IN COUNCIL:

448-C — Construction of Quebec..... 1525
448-D — Joint Committee of the construction industry of Quebec 1525
512-A — Printing, Island of Montreal. 1525

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1505

MISCELLANEOUS NOTICES:

Barrie Utility Mfg. Co. Ltd. (Directors) 1520
Coopérative d'Habitation de la ville St-Félicien (Foundation)..... 1524
District Finance Corporation Limited (By-Law)..... 1522
D. W. Ogilvie & Co. Inc. (Dist. of the assets)..... 1523
Fédération des Syndicats de Producteurs de Lait Nature de la province de Québec (Formation)..... 1521
Flock Gas and Oil Corporation Ltd. (Sale of shares)..... 1524
Kock Stationery Inc. (Directors)..... 1521
La Ligue d'Action Civique — Civic Action League (Directors)..... 1524
L'Association des Garagistes du Bas St-Laurent, Inc. (Change of name).. 1521
Les Equipiers de Saint-Michel (Directors)..... 1524
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis (Formation)..... 1521
Melocheville, village of (Change of name)..... 1522
Place Viger Credit Union (Foundation) 1521
Provincial Transport Employees Credit Union (Foundation)..... 1523
Rediffusion Inc. (Directors)..... 1522
Roy Marchand Limited (Directors) ... 1522
Ste-Anne-de-la-Rochelle, munic. of (Change of name)..... 1523
Travellers' Aid Society of Montreal (By-Laws)..... 1523

CHARTERS — SURRENDER OF:

Ashplant & Co. Limited..... 1530
Glovers-Craft Inc..... 1529
Lacolle Curling Club..... 1529
Stran-Steel Quebec, Ltd..... 1529
The New Frontenac Glass Co. Ltd. ... 1529

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Omerville, village of..... 1530
St-Roch West, munic. of..... 1530

EDUCATION:
School Municipality of:

Alfield..... 1531

Châteauguay, ville de	1533	Châteauguay, town of	1533
Laval, canton de	1533	Laval, township of	1533
Rivière-des-Prairies, paroisse de	1534	Rivière-des-Prairies, parish of	1534
Rivière-des-Prairies, village de	1534	Rivière-des-Prairies, village of	1534
Roxboro, ville de	1535	Roxboro, town of	1535
Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse de	1532	Sacré-Cœur-de-Jésus, parish of	1532
St-Edgar (Catholique)	1531	St-Edgar (Catholic)	1531
Ste-Dorothée, N° 2	1530	Ste-Dorothée, N° 2	1530
Ste-Félicité	1534	Ste-Félicité	1534
Ste-Flore	1533	Ste-Flore	1533
Ste-Thérèse ouest	1531	Ste-Thérèse West	1531
Ste-Victoire, paroisse de	1533	Ste-Victoire, parish of	1533
St-Joseph-d'Alma, paroisse de	1534	St-Joseph-d'Alma, parish of	1534
St-Théophile, paroisse de	1532	St-Théophile, parish of	1532
St-Valentin	1531	St-Valentin	1531
Westbury (Protestante)	1530	Westbury (Protestant)	1530

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Bagotville, village de	1536	Bagotville, village of	1536
Laflèche, canton de	1536	Laflèche, township of	1536
L'Assomption, village de	1536	L'Assomption, village of	1536
Longueuil, village de	1537	Longueuil, village of	1537
Moisie, canton de	1536	Moisie, township of	1536
Roberval, village de	1536	Roberval, village of	1536

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

LABOUR:
Industry or Trades of:

Commerce de l'alimentation en gros de Québec (Prélèvement)	1550	Quebec wholesale food trade (Levy)	1550
Commerce des taverniers de Québec (Prélèvement)	1553	Tavern keepers of Quebec (Levy)	1553
Construction, comtés de Terrebonne et Labelle (Modification)	1555	Construction, counties of Terrebonne and Labelle (Amendment)	1555
Construction, comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Prélèvement)	1552	Construction, counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville (Levy)	1552
L'Union Nationale Catholique des Compagnons-Barbiers de Québec, Inc. (Avis)	1556	Compagnons-Barbiers de Québec, Inc. (Notice)	1556
Services et débits d'essence de Chicoutimi (Modification)	1554	Service and gasoline stations of Chicoutimi (Amendment)	1554

VOIRIE:

ROADS:

Warwick, canton de	1537	Warwick, township of	1537

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Bel-M-Art Studio Ltd.	1506	Bel-M-Art Studio Ltd.	1506
Canadian Curling Stones Limited	1507	Canadian Curling Stones Limited	1507
Christie Plumbing Limited	1507	Christie Plumbing Limited	1507
Coronation Consolidated Mines Limited	1507	Coronation Consolidated Mines Limited	1507
Edmond Létourneau & Fils Limitée	1508	Edmond Létourneau & Fils Limitée	1508
Garage Morin (Mistassini), Inc.	1508	Garage Morin (Mistassini), Inc.	1508
Gaston Champoux Limitée	1508	Gaston Champoux Limitée	1508
Gaytex Ltd.	1509	Gaytex Ltd.	1509
G. Beausoleil Limitée	1509	G. Beausoleil Limitée	1509
Hôtel Bellevue (L'Assomption) Limitée	1590	Hôtel Bellevue (L'Assomption) Limitée	1509
J. H. Lortie Limitée	1510	J. H. Lortie Limitée	1510
J. Vineberg Inc.	1510	J. Vineberg Inc.	1510
Lake Beauport Water Service Co. Ltd.	1510	Lake Beauport Water Service Co. Ltd.	1510
L'Association des Diplômés du Cours du Soir en Sciences Comptables de la Faculté de Commerce de l'Université Laval Inc.	1511	L'Association des Diplômés du Cours du Soir en Sciences Comptables de la Faculté de Commerce de l'Université Laval Inc.	1511
L'Association des Épiciers en Gros de la province de Québec — Province of Quebec Wholesale Grocers' Association	1511	L'Association des Epiciers en Gros de la province de Québec — Province of Quebec Wholesale Grocers' Association	1511
Léo Loiselle Limitée	1512	Léo Loiselle Limitée	1512
Les Entreprises Sept Iles Ltée	1512	Les Entreprises Sept Iles Ltée	1512
Les Immeubles Populaires Inc.	1512	Les Immeubles Populaires Inc.	1512
MacDonald Drums Mfg. Corporation	1513	MacDonald Drums Mfg. Corporation	1513
McBain Automobile Transport Ltd.	1513	McBain Automobile Transport Ltd.	1513
Montreal Editions Inc.	1513	Montreal Editions Inc.	1513
Mount Pleasant Construction Company		Mount Pleasant Construction Company	

Limited 1514
Northcliffe Agencies Ltd. 1514
Packard Building Industries Ltd. 1145
St-Fabien Industriels Inc. 1515
Syndicat Touristique du Lac-St-Jean .. 1515
Théâtre Richelieu Inc. 1515
Townsite Builders Ltd. 1516
Velodo Compagnie Limitée — Velodo Company Limited 1516
Vendrite Ltd. 1516
Villeray Home Furniture Co. 1517
Zee Investments Limited 1517

LIQUIDATION, AVIS DE:

Mutuelle des Cuisiniers et Pâtissiers Professionnels 1537

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Jefferson Insurance Company of New York. 1546
La Caisse de Retraite du Clergé 1545

NOMINATIONS:

Diverses 1537

SIÈGES SOCIAUX:

Canadian Alpoint Corporation 1538
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale 1539
Coronation Consolidated Mines Limited 1538
District Finance Corporation Limited .. 1539
Electro-Reagents (Quebec) Limited ... 1540
Hortson (Canada) Inc. 1539
Lake Beauport Water Service Co. Ltd. 1539
La Ligue de Base-Ball Laurentides Indépendante Amateur Senior 1540
Laurentian Landscape Limited 1539
Tor American Oils Limited (Correction) 1540
Wisintainer Inc. 1540

SOUMISSIONS:

Commission Métropolitaine de Montréal 1541
Mégantic, ville de 1542
Rigaud, commissaires d'écoles du village de 1543
Verdun, commission des écoles catholiques de Verdun 1544

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Desmeules, Louis-Georges 1546
Tremblay, Elzéar 1547

VENTES PAR LICITATION:

Ducharme vs Perras *et al* 1548
Millette vs Millettes *et al* 1547

VENTES POUR TAXES:

Gaspé N° 3, comté de 1518
Mont-Royal, ville de 1520

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUHARNOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Baskin 1548

Limited 1514
Northcliffe Agencies Ltd. 1514
Packard Building Industries Ltd. 1514
St-Fabien Industriels Inc. 1515
Syndicat Touristique du Lac-St-Jean .. 1515
Théâtre Richelieu Inc. 1515
Townsite Builders Ltd. 1516
Velodo Compagnie Limitée — Velodo Company Limited 1516
Vendrite Ltd. 1516
Villeray Home Furniture Co. 1517
Zee Investments Limited 1517

WINDING UP NOTICE:

Mutuelle des Cuisiniers et Pâtissiers Professionnels 1537

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Jefferson Insurance Company of New York. 1546
La Caisse de Retraite du Clergé 1545

APPOINTMENTS:

Miscellaneous 1537

HEAD OFFICES:

Canadian Alpoint Corporation 1538
Compagnie d'Assurance La Protection Nationale 1539
Coronation Consolidated Mines Limited 1538
District Finance Corporation Limited .. 1539
Electro-Reagents (Quebec) Limited ... 1540
Hortson (Canada) Inc. 1539
Lake Beauport Water Service Co. Ltd. 1539
La Ligue de Base-Ball Laurentide Indépendante Amateur Senior 1540
Laurentian Landscape Limited 1539
Tor American Oils Limited (Correction) 1540
Wisintainer Inc. 1540

TENDERS:

The Montreal Metropolitan Commission 1541
Mégantic, town of 1542
Rigaud, School Commissioners of the village of 1543
Verdun, Catholic School Commission of 1544

SALES, BANKRUPTCY:

Desmeules, Louis-Georges 1546
Tremblay, Elzéar 1547

SALES BY LICITATION:

Ducharme vs Perras *et al* 1548
Millette vs Millette *et al* 1547

SALES FOR TAXES:

Gaspé No. 3, county of 1518
Mount Royal, town of 1520

SHERIFFS' SALES:

BEAUHARNOIS:

The Quebec Farm Loan Board vs Baskin 1548

HULL:

Roy vs Daly..... 1549

KAMOURASKA:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Boutin..... 1549

TROIS-RIVIÈRES:

Lamy vs Lamy..... 1550

34719-o

HULL:

Roy vs Daly..... 1549

KAMOURASKA:

The Quebec Farm Loan Board vs Boutin..... 1549

TROIS-RIVIÈRES:

Lamy vs Lamy..... 1550

34719-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.